
STE. BARBE

Sainte-Barbe.

Distribution des Prix

du 14 Août 1844

Classe de huitième

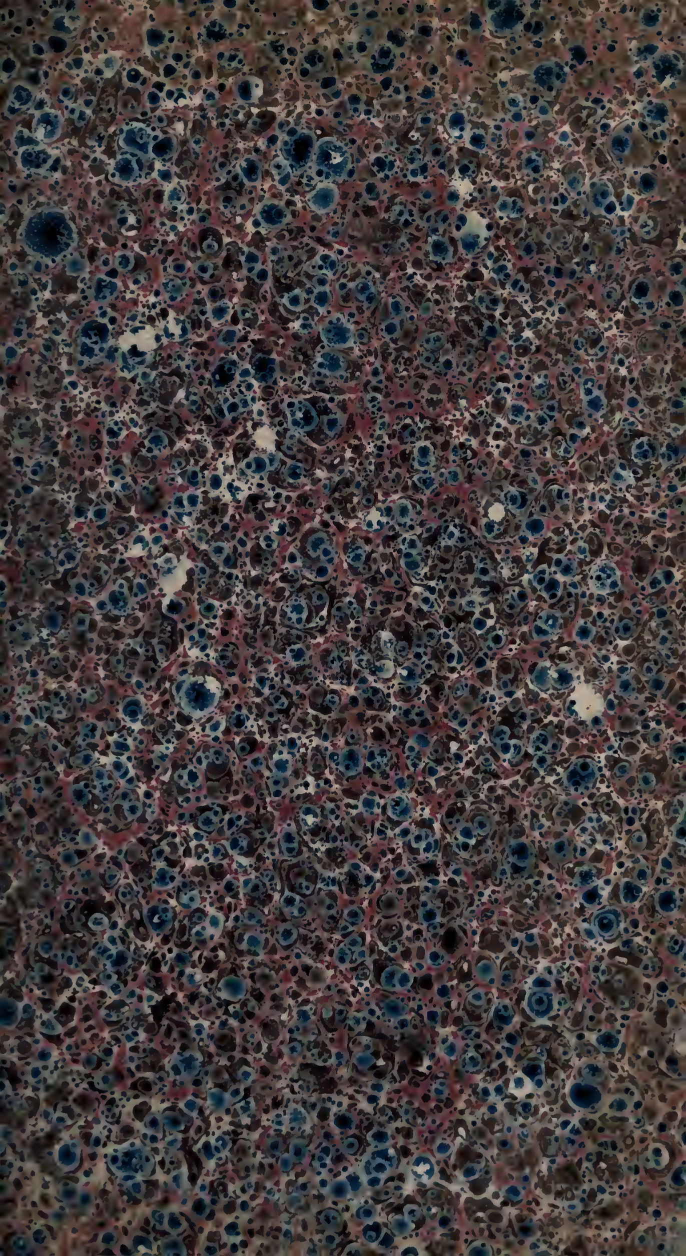
Mr Isido[illegible]

a obtenu le 1er prix

de thème latin

Le Directeur de Sainte-Barbe.

[illegible]



HISTOIRE

D'ANGLETERRE.

I.

HISTOIRE

D'ANGLETERRE

DEPUIS LES TEMPS LES PLUS RECULÉS JUSQU'A NOS JOURS;

PAR

MME PAULINE ROLLAND,

AUTEUR DE L'HISTOIRE DE FRANCE ABRÉGÉE.

I.



PARIS,

DESESSART, ÉDITEUR,

RUE DES BEAUX-ARTS, 15.

1838

AVANT-PROPOS.

L'utilité d'un travail de la nature de celui-ci, destiné à enseigner à la jeunesse de France les éléments de l'histoire d'Angleterre, n'a pas besoin d'être démontrée.

L'homme ne vit pas seulement d'une vie matérielle, les petits enfants le savent; s'il habite l'espace, il habite aussi le temps. Sa patrie n'est pas seulement le pays où il apprend à connaître et à bénir les lois de Dieu, mais encore le siècle où il voit sa mère lui sourire, et où il doit goûter le bonheur d'embrasser ses enfants.

Un homme qui serait né dans une cage étroite et obscure et qui y mourrait sans avoir entrevu le soleil ni la mer, sans avoir entendu parler ni des campagnes verdoyantes, ni des villes populeuses, ni des merveilles de l'industrie et des arts, ce malheureux, comme il y en a encore au monde, aurait-il vécu?

Il ne vit guère plus celui qui ignore entièrement les premiers éléments de l'histoire de notre race et tous les

trésors de la tradition humaine, alors même que le monde tout entier s'est ouvert devant ses pas, et que toutes les terres et toutes les mers ont passé sous ses yeux. On peut dire qu'il ne connaît même pas ce siècle présent qu'il voit s'agiter confusément autour de lui et partout, dépourvu qu'il est de tout moyen de le comparer aux autres siècles. De la patrie qu'il croit connaître et aimer, il n'aime que le corps, il ne connaît que l'enveloppe extérieure et visible; l'ame lui échappe; il ne sait rien de la véritable vie de sa nation; il reste étranger à ses souvenirs comme à ses espérances. Flot inerte, goutte d'eau inutile, il se laisse aller sans le vouloir, sans le savoir, au torrent qui emporte la multitude contemporaine; ou bien, rêveur solitaire, il marche au hasard, et comme un aveugle égaré, à travers ce peu de durée monotone qui s'écoule entre son berceau et sa tombe.

Après l'histoire de la patrie, celle du peuple dont les destinées ont le plus influé sur la fortune de notre peuple doit naturellement fixer notre attention. En France, après l'histoire nationale et l'histoire ancienne, c'est surtout l'histoire d'Angleterre qu'il importe d'étudier et de bien connaître.

Mais si l'importance de cette science est incontestable, la meilleure méthode à suivre pour l'enseigner à la jeunesse peut paraître incertaine. Voici en deux mots le plan que nous nous sommes proposé dans ce travail; on jugera jusqu'à quel point nous l'avons suivi et avec quel résultat plus ou moins favorable.

La philosophie de l'histoire, cette science nouvelle de l'ère moderne, étant encore loin d'arriver à des résultats d'une pleine évidence, il nous a semblé que, dans un ouvrage destiné à des esprits sans maturité et naïvement crédules, on ne devait user de ses affirmations hardies qu'avec la plus grande mesure. Il ne faut nourrir ces cerveaux débiles que des sucs les plus sains et les plus purs de la science, de ceux qui ont déjà passé sans danger dans l'esprit des populations, et qui

se sont mêlés universellement à leur vie. La jeune génération qui s'élève et grandit sous nos yeux est comme un frêle nourrisson que Dieu a confié à notre providence ; nous en devons compte à l'avenir. Eh ! quelle mère voudrait faire témérairement sur l'enfant qu'elle doit nourrir de son lait, du plus pur de son sang, l'expérience d'un aliment nouveau dont la salubrité ne serait pas encore bien reconnue de tous. Toutefois, nous avons été, et nous n'aurions pas pu ne pas être fidèles à ces grandes vérités désormais acquises à l'intelligence humaine : le progrès de la moralité sociale par le progrès des lumières, une inépuisable charité pour tous les hommes sans acception des diversités de races et de croyances, l'amour religieux du peuple, l'amélioration de sa vie morale et de son bien-être par les lois, et son admission progressive au banquet de la science redevenue pieuse, et de la religion épurée de superstition.

Voulant faire un livre destiné surtout aux jeunes gens qui réfléchissent, mais qu'on pût laisser sans inconvénient entre les mains de leurs sœurs et de leurs plus jeunes frères, nous avons dû négliger dans notre récit avec une attention sévère, mais sans affectation, tout ce qu'une mère tendre, parlant à sa fille, aurait laissé dans l'ombre.

Nous avons de plus retranché hardiment cette multitude de faits sans conséquence et de détails sans intérêt qui encombrent la mémoire sans éclairer l'intelligence, sans orner l'esprit ni féconder le cœur. Nous nous sommes de préférence attaché aux époques capitales et aux traits les plus caractéristiques de chacune de ces époques. Nous avons pris garde de ne pas sacrifier la connaissance des mœurs au récit des batailles, ni l'histoire de la nation à la biographie des rois. Nous avons essayé de faire voir la continuité de la vie de l'Angleterre, et de montrer le rapport caché des évènements en apparence les plus divers dans leur succession providentielle; rapport merveilleux, essentiel à connaître et sans le-

quel l'histoire dépouillée de sa vie ne serait plus qu'un froid catalogue de noms d'hommes plus ou moins sonores, et de dates plus ou moins insignifiantes, mais inutiles à retenir.

Ne pouvant, ne devant pas faire un livre complet, nous avons du moins voulu que ce livre ne contînt rien qui ne fût scrupuleusement fidèle à la vérité historique, autant qu'il nous serait possible d'atteindre à cette vérité. Nous nous sommes donc attaché à choisir nos guides parmi les meilleurs historiens, et nous l'avons fait pour chaque époque avec un soin sévère. Nous avons suivi, pour les temps anciens, Strabon, César, Tacite; pour le moyen-âge, nous avons adopté M. Augustin Thierry, Lingard, Mackintosh, Hume; pour les temps modernes, M. Hallam, M. Guizot, etc....

Le naturel du récit, la correction, la clarté du style, la précision, une élégante simplicité, voilà les qualités que nous nous sommes efforcé d'atteindre sans cesse, les seules que nous voudrions pouvoir nous flatter d'avoir réunies quelquefois.

En écrivant l'histoire d'Angleterre, nous n'avons pas oublié que nous l'écrivions pour la jeunesse de France. Nous avons à dessein donné à certaines parties de cette histoire, telles que le récit des invasions en France, plus d'importance qu'on ne le fait ordinairement en Angleterre. Mais nous n'avons jamais sacrifié à la vanité de préjugés surannés, ni cédé aux mauvaises inspirations de l'égoïsme national. Nous aurions pu avec vérité donner pour épigraphe à notre livre ces bonnes paroles de Bernardin de Saint-Pierre : « Celui qui ne se rattache pas à sa patrie, qui sépare sa patrie du genre humain et le genre humain de Dieu, celui-là ne connaît pas plus les lois de la politique que celui qui, se faisant une physique pour lui seul et séparant ses relations personnelles d'avec les éléments, la terre et le soleil, n'aurait pas pénétré les lois de la nature. »

INTRODUCTION.

Il n'est pas de pays dont l'histoire nous intéresse plus, ou dont l'existence politique soit plus intimement liée à la nôtre que l'Angleterre. De longues et fréquentes guerres, des traités destinés à finir par une alliance fraternelle et durable, rapprochent à chaque instant, dans l'histoire européenne, le nom des deux pays, placés à l'avant-garde de la civilisation, et qui semblent destinés par la Providence à la répandre sur le monde entier. Un étroit bras de mer les sépare et sert à la fois de limite et de voie de communication; et si en entourant l'Angleterre, non seulement des eaux de l'Océan comme d'une ceinture, mais encore d'inexpugnables rochers qui en font une véritable forte-

resse, Dieu a semblé interdire à la France toute pensée d'envahissement, il a en même temps ouvert, sur les côtes des deux pays, d'innombrables ports qui peuvent être considérés comme d'hospitalières invitations.

L'Angleterre ou royaume uni de la Grande-Bretagne, tel qu'il est aujourd'hui constitué, réunit la grande île triangulaire connue des anciens sous le nom de *Britannia,* l'île d'Irlande, moins grande que la première, dont elle n'est séparée que par le canal de Saint-George, et une foule de petites îles voisines des deux premières.

D'immenses colonies en Asie, en Amérique, en Afrique, dans l'Océanie, et plusieurs îles de la Méditerranée, sont aussi devenues les annexes d'une île de l'Océan; mais l'histoire de ces possessions n'étant pas, à proprement parler, celle de l'Angleterre, nous ne nous occuperons d'elles que pour signaler l'époque de leur conquête.

Le royaume britannique proprement dit (l'Angleterre, l'Irlande et les petites îles voisines) ne fut pas toujours réuni sous un même sceptre, comme nous aurons occasion de le faire voir dans le cours de cette histoire; mais il nous a semblé nécessaire d'indiquer en commençant et ses limites actuelles et ses divisions géographiques et politiques.

Les Iles britanniques, royaume de la Grande-Bretagne ou d'Angleterre, sont situées à l'extrémité nord-est de l'océan Atlantique. Les mers qui les avoisinent sont toutes dangereuses, circonstance à laquelle les Anglais doivent la supériorité maritime qu'ils ont sur tous les peuples européens. Les pays voisins sont la France au sud-est, le Danemarck, la Norwége et la Hollande à l'est; à l'ouest et au nord, les Anglais sont comme isolés du reste du monde, et les Islandais sont le peuple le plus rapproché d'eux.

Les trois grandes divisions des îles britanniques sont, 1° la Grande-Bretagne ou l'Angleterre proprement dite; 2° l'Écosse; 3° l'Irlande. L'Angleterre, qui comprend le pays de Galles, se divise en quarante comtés (*shires*) (juridictions plus semblables à nos anciennes provinces qu'à nos départements) régis par un magistrat appelé *shériff*, chargé à la fois du gouvernement du comté et de l'administration de la justice. L'Écosse est divisée en trente-trois comtés, et n'est réunie à l'Angleterre que depuis l'avènement des Stuarts. L'Irlande, autrefois indépendante, aujourd'hui gouvernée par un vice-roi et récemment émancipée, est divisée en quatre provinces subdivisées en trente-deux comtés.

Les trois pays que nous venons de nommer sont habités par des peuples d'origine différente qui, jusqu'à nos jours, ont conservé fortement l'empreinte de cette diversité de races dans leurs traits, dans leurs mœurs et dans leur langue. Les religions embrassées par ces peuples sont diverses comme leur origine.

L'Anglais, beau, grand et blond, tire son origine de quatre peuples différents, les Bretons, les Angles, les Saxons et les Normands, nations germaniques, à l'exception des Bretons dont l'origine est celtique, mais qu'on ne retrouve guère que dans la principauté de Galles.

L'Anglais est un peuple marchand, et pourtant nulle part, peut-être, l'aristocratie n'a de plus profondes racines que dans son pays. Ajoutons que chez lui elle se trouve combinée avec l'esprit de liberté, et que la royauté y a presque toujours été moins puissante que dans le reste de l'Europe. La religion dominante, celle de la presque totalité des Anglais, est le protestantisme anglican, sorte de terme moyen entre le véritable protestantisme et le catholicisme. Le roi est chef de l'Église.

L'Écosse, divisée en haute et basse Écosse, est habitée par deux peuples d'origine différente : celui de la basse Écosse appartient aux mêmes races que

la population de l'Angleterre; celui de la haute Écosse, d'origine celtique, a conservé, presque sans mélange, son ancienne langue et ses anciennes mœurs; peu avancé en civilisation, il n'est nullement abruti; c'est un robuste enfant, ce n'est pas un homme; toujours en lutte avec la nature sauvage de son pays de montagnes, cette vie lui donne une immense énergie, l'habitue aux plus grandes privations; guerrier et pasteur, il est religieux jusqu'à la superstition; sa moralité est de l'innocence plutôt que de la vertu. Ce peuple possède une poésie et une musique originales pour lesquelles il est passionné. La religion dominante en Écosse est le presbytérianisme; mais là, surtout, se montrent une foule de sectes différentes dont rien, chez nous, ne donne l'idée.

Les Irlandais, d'origine celtique comme les Écossais des montagnes, se sont beaucoup plus modifiés qu'eux, soit par l'influence d'un climat plus doux, soit par celle du catholicisme, religion moins dure que le presbytérianisme. Extrême dans ses affections, l'Irlandais n'a ni solidité ni profondeur; les qualités distinctives de son caractère sont la gaîté, l'amabilité et la vanité. Il parle la langue erse, dialecte celtique plus éloigné de l'anglais que celui des montagnards ou *highlanders* de l'Écosse.

L'Angleterre, l'Écosse, l'Irlande et les petites îles dont nous avons parlé plus haut offrent une population de 22,000,000 d'habitants répartis sur un territoire de 14,900 lieues carrées.

Il nous reste à dire quelques mots sur la constitution politique de l'Angleterre, constitution ancienne et formée par une longue suite de siècles, qui a paru, dans ces derniers temps peu en harmonie avec les besoins récents du peuple anglais, et dont on poursuit la réforme, sans paraître se douter que le premier coup de marteau porté dans les vieux édifices est presque toujours le signal de leur chute.

L'Angleterre est la patrie de la monarchie représentative qu'on y trouve installée de temps immémorial; le roi, chef de l'État et de la religion, comme nous l'avons dit plus haut, ne peut rien changer à la constitution, ni prendre aucune détermination importante sans le consentement du parlement, composé de deux Chambres, la Chambre des pairs ou des lords appelée aussi Chambre haute, où les siéges sont héréditaires, et la Chambre des communes ou Chambre basse, dont les membres sont élus par le peuple. Ces deux Chambres doivent consentir l'impôt pour qu'il soit levé légalement, et, lorsqu'elles l'ont refusé et que les ministres du roi ont voulu continuer à le lever, il s'est trouvé

des hommes assez hardis pour ne pas le payer et provoquer ainsi le renversement de l'imprudent monarque qui violait la constitution.

Le ministère est choisi par le roi et seul responsable des actes du gouvernement. La personne du roi est inviolable. La couronne est héréditaire par droit de primogéniture, à moins que le roi laissant des fils et des filles, celles-ci ne soient les aînées, auquel cas le fils hérite de la couronne au préjudice de ses sœurs. A défaut d'héritier mâle, la couronne d'Angleterre est héréditaire aux femmes, et toujours on choisit pour successeur du roi son plus proche héritier, sans avoir égard au droit de représentation. Toutefois, lorsque la couronne tombe entre les mains d'une femme, la loi veut que cette femme seule soit reine, et son mari n'est que simple gentilhomme dans le royaume. Nous aurons plusieurs occasions de parler du règne des femmes d'Angleterre, et nous verrons un roi d'Espagne, fils du puissant Charles-Quint, *dans les États duquel le soleil ne se couchait jamais*, simple gentilhomme dans les États de sa femme Marie.

PREMIÈRE PARTIE.

I.

Les Bretons avant l'invasion romaine.— Invasions de César. — Cassibelan.— Caractacus.— Boadicée.— La Grande-Bretagne depuis César jusqu'à Agricola.— Agricola.— Division romaine de la Bretagne.—Carausius.—Alæctus.—Constance.

DE L'AN 55 AVANT J.-C. A L'AN 293 DE NOTRE ÈRE.

Les notions qui nous restent sur les anciens habitants de la Grande-Bretagne sont peu nombreuses; elles ne remontent guère qu'à l'invasion romaine, et c'est à leurs ennemis seuls qu'on doit le peu qui nous est parvenu. Les Bretons professaient le culte des druides, qui défendait d'écrire l'histoire, mal conser-

vée dans la tradition et dans quelques chants qui ont dû disparaître lorsque ces peuples, subjugués et détruits en grande partie, ont perdu leur nationalité.

Selon d'anciennes traditions, la grande île d'Angleterre fut nommée d'abord la *Contrée aux vertes collines*, puis l'*Ile de miel*, et enfin l'*Ile de Bryt* ou de *Prydain*. Ce dernier mot paraît être l'étymologie du mot Bretagne. Elle était divisée naturellement en trois régions auxquelles on applique des noms différents : la partie du Nord, aujourd'hui la Haute-Écosse, se nommait *Al-Ben*, c'est à dire la région des montagnes; la partie occidentale, qui correspond au pays de Galles, s'appelait *Kymru*; la région du sud et de l'orient, l'Angleterre proprement dite, portait le nom de *Loëgr*; les deux dernières dénominations provenaient du nom des peuples qui habitaient ces contrées, les *Kymrys* et les *Loegrys*, dont les Romains firent Cambriens et Logriens. Les Cambriens se vantaient d'être les plus anciennement établis dans l'ile où leurs pères, venant des extrémités orientales de l'Europe, n'avaient, disaient-ils, trouvé que des bœufs et des ours; tandis que des ruines restées sur le territoire de la Grande-Bretagne attestent qu'elle était habitée avant l'invasion kymryque. Les

hommes qui ont laissé ces monuments, et qui peut-être étaient autochthones (nés du sol), furent chassés par les envahisseurs. Une partie gagna l'île d'Erin (l'Irlande) et les autres îles de l'ouest, peuplées probablement d'hommes de la même race; les autres se réfugièrent dans les montagnes du nord (aujourd'hui la Haute-Écosse), où ils prirent le nom de Gaëls ou Galls, qu'ils ont conservé jusqu'à nos jours. Les Logriens vinrent plus tard; ils émigrèrent de la côte sud-ouest des Gaules, et leur origine était la même que celle des Cambriens qu'ils refoulèrent sur les bords de la mer occidentale, auxquels ceux-ci donnèrent le nom de *Cambrie*. Il paraît que cette émigration des Logriens fut suivie d'un troisième ban de colons parlant la même langue et ayant avec eux une origine commune. Ils venaient de la partie de la Gaule occidentale qui, plus tard, s'appela Bretagne, et c'est à eux que les annales et les poëmes nationaux attribuent spécialement le nom de Bretons. On ne sait trop quel fut le lieu de leur établissement. Plus tard encore, vinrent des Belges, puis des Coraniens, hommes de race teutonique, et c'est de tous ces peuples réunis que se formait, à la venue de César, ce qu'il nomme les Bretons.

C'est à César que nous devons les premières no-

tions positives qui nous restent sur l'île de Bretagne; avant lui, on parlait vaguement d'îles situées au nord-ouest de la Gaule, que l'on désignait sous le nom de Cassitérides (îles fournissant l'étain), et les Massaliotes et les Phéniciens venaient s'y approvisionner de cette denrée qu'ils revendaient aux autres nations.

L'an 55 avant notre ère, Jules-César, conquérant des Gaules, ayant aperçu, des côtes du nord de ce pays, les blanches falaises qui défendent l'Angleterre, résolut de la ranger sous le joug de Rome, et bientôt des légions romaines débarquèrent à la pointe orientale qui porte aujourd'hui le nom de pays de Kent. Ici, nous laisserons parler César lui-même, en faisant remarquer qu'on doit se défier de l'exactitude de ses observations faites avec des préventions d'ennemi et surtout de Romain, regardant comme barbare le reste du monde :

« Les Bretons avaient secouru les Gaulois dans
» presque toutes leurs guerres contre les Romains;
» César résolut de faire une descente dans leur île.
» Cette île était à peu près inconnue aux Gaulois,
» et des marchands seuls avaient osé l'approcher.
» Ces marchands eux-mêmes n'avaient guère visité
» que la côte, et César ne put apprendre d'eux ni
» quelle était la grandeur de l'île, ni le nombre et

» la force des peuples qui l'habitaient.................

» Instruits par les marchands du projet de des-
» cente de César, les Bretons lui envoyèrent des
» députés chargés de lui promettre obéissance et de
» lui offrir des ôtages. »

Il paraît que quelques peuples seulement avaient envoyé des députés; car, à son arrivée, César trouva la côte garnie de soldats en armes prêts à défendre les abords de l'île. Ces soldats barbares firent une vigoureuse résistance et surent admirablement profiter des avantages de leur position insulaire et de l'ignorance où se trouvaient les Romains sur l'état de ces mers.

Les Bretons étaient ou couverts de peaux, ou absolument nus; leur corps, souvent tatoué, était en outre peint d'une couleur de vert-de-mer qui leur donnait l'aspect le plus sauvage. Ils durent à cette dernière circonstance le nom de Pictes, que nous verrons plus tard figurer dans l'histoire. Ils se rasaient et ne conservaient que des moustaches, leurs cheveux étaient longs et flottants. Leur civilisation était peu avancée; mais ils étaient habiles dans l'art de la guerre. Leurs armes étaient la lance, l'arbalète et le javelot. César ne dit pas s'ils se servaient du bouclier comme les autres Gaulois; mais

comme rien dans leur armure ne semble l'étonner, on en peut conclure qu'elle était semblable à celle de leurs voisins, assez semblable elle-même à l'armure des Romains. César fait aussi mention de chariots de guerre qui portèrent plus d'une fois le désordre dans son armée, et dont nous lui empruntons la description :

« Ils avaient des chariots sur lesquels ils étaient
» montés, et avec lesquels ils couraient çà et là en
» lançant des traits. La crainte des chevaux et le
» bruit des roues mettaient souvent les rangs en
» désordre, et lorsque les Bretons avaient pénétré
» dans les escadrons, ils quittaient leurs chariots et
» combattaient à pied. Alors les conducteurs des
» chariots s'écartaient un peu et se plaçaient loin
» de la mêlée, mais à portée de leurs maîtres qui
» remontaient sur leurs chariots lorsqu'ils se trou-
» vaient trop pressés. Ainsi, ces Barbares ont l'agilité
» de la cavalerie et la fermeté de l'infanterie, et un
» exercice continuel les a si bien dressés à ce ma-
» nége, qu'ils peuvent arrêter court dans une des-
» cente, tourner leurs chariots à droite et à gauche,
» courir sur le timon, se tenir fermes sur le cou
» de leurs chevaux, et de là se rejeter très prompte-
» ment dans leurs chariots. »

Lorsque César arriva dans l'île de Bretagne, elle

était divisée en une multitude de petites tribus indépendantes dont les Romains nous ont conservé plus de quarante noms. Le conquérant ne porta ses armes qu'à quelques lieues sur la côte sud, et les peuples qu'il subjugua ne le furent qu'imparfaitement. Dans ces guerres, les Romains luttèrent de cruauté avec ceux qu'ils appelaient des barbares.

Peu de noms bretons surgissent au milieu des récits de leur ennemi ; mais nous n'omettrons pas de mentionner celui de Cassibelan ou Cassivellanus, roi de Cassie, qui, à la tête du parti patriotique, fit de sublimes efforts pour repousser les envahisseurs. Cassibelan se montra général habile dans cette guerre, où il eut à lutter contre le plus grand capitaine de la république romaine ; réduit à ses seules forces, il faisait encore d'héroïques efforts, lorsque la trahison vint au secours de César. Madrubatius, roi des Trinobantes, autrefois allié et maintenant ennemi de Cassibelan, Madrubatius, qui servait César contre la liberté de sa patrie et se trouvait dans l'armée du conquérant, donna aux Romains les moyens de vaincre les patriotes bretons, et Cassibelan fut contraint de payer un tribut.

César, obligé de retourner dans la Gaule et à Rome, abandonna l'île dont il avait à peine soumis une partie, et qui sut bientôt recouvrer sa liberté.

Depuis César jusqu'au règne de Claude, les Bretons conservèrent leur indépendance. Trois fois Auguste manifesta le désir de réunir la Bretagne à l'empire, sans que ce désir fût suivi d'aucune tentative de réalisation.

Tibère, qui trouvait l'empire trop étendu, imita ce qu'il appelait la prudence d'Auguste. Caligula prétendit posséder la Bretagne, et pour preuve de sa souveraineté fit fouetter, à Gessoriacum (Boulogne-sur-Mer), les flots de cet Océan, qui baignait également les côtes de la Gaule et celles de la Bretagne. Les soldats, contraints par l'empereur d'emporter des trophées de la victoire, revinrent chargés de coquillages. Un phare fut élevé en souvenir de cette ridicule expédition, pour laquelle Caligula se décerna à lui-même les honneurs du triomphe.

Les Bretons eurent encore à subir les horreurs de l'invasion, et ce fut la trahison d'un de leurs compatriotes qui attira sur eux les armes des Romains. Les chefs des Bretons, Caractacus et Togidumnus, firent d'inutiles prodiges de valeur, et le premier, livré aux Romains par sa belle-mère Cartismandua, alla à Rome orner le triomphe de l'empereur. La renommée de Caractacus était grande, il avait, pendant neuf années de lutte coûté bien du sang aux Romains ; ils le distinguèrent de la foule des princes

qui, à différentes époques, avaient suivi le triomphe des empereurs. On dit que Claude traita noblement Caractacus, et que même il lui donna le gouvernement d'une partie de la Bretagne. Plautius, Ostorius Scapula, Aulus Didius, Veranius, Suetonius Paulinus, Tupilianus, Trebellinus Bolanus, Petilius Cerealis et Julius Frontestus se succédèrent dans le gouvernement de la Bretagne. Tous eurent à lutter contre les indigènes, et on doit signaler l'héroïsme de la reine Boadicée, qui souleva presque tous les Bretons contre le joug impérial. Elle harcelait depuis longtemps les Romains, lorsque ceux-ci surent amener les Bretons à une bataille générale, où la supériorité de leurs forces et de leur discipline leur assurait une victoire d'autant plus facile que la jeunesse bretonne avait été transportée de force dans les contrées étrangères. La victoire fut chèrement disputée pourtant. Les Bretons vinrent au combat réunis autour de leurs chefs ; les femmes et les enfants, placés à l'arrière-garde sur une longue file de chariots, les excitaient en frappant l'air de leurs cris. Immobiles et silencieux, les Romains les laissent approcher ; puis, s'élançant en bataillon triangulaire, ils renversent tout ce qui se trouve sur leur passage. Vainqueurs après une longue bataille, les Romains ne firent aucun quartier ; les Bretons

perdirent quatre-vingt mille hommes, et Boadicée, ne voulant pas survivre à sa défaite, se donna la mort.

A l'arrivée d'Agricola, les Bretons n'étaient qu'imparfaitement soumis aux Romains, et, toujours prêts à la guerre, ils vivaient dans un état presque sauvage. Pour les accoutumer à la paix et au repos, Agricola les amena à construire des temples, des places publiques et des maisons; il y réussit par ses exhortations, par quelques avances des deniers publics et par les louanges qu'il donnait à ceux qui se livraient à ces travaux, en même temps qu'il reprochait aux autres leur inaction. Les rivalités de gloire lui tenaient lieu de contrainte. Il ne manqua pas, non plus, de faire instruire dans les beaux-arts les enfants des chefs, et il leur insinuait qu'il préférait l'esprit naturel des Bretons aux talents acquis des Gaulois. Bientôt des hommes qui, à son arrivée, ne voulaient pas même se servir de la langue latine, se piquèrent de la parler avec grace; les Bretons prirent les manières romaines; la toge devint à la mode, et ils en vinrent insensiblement à adopter toute la civilisation de leurs vainqueurs.

Mais les arts de la paix ne suffirent pas pour les amener à la soumission. Agricola fut souvent

obligé d'employer les armes; il fit huit campagnes consécutives, soit contre les nations déjà subjuguées, soit contre de nouveaux peuples, parmi lesquels on doit mentionner les Calédoniens (habitants de l'Écosse), qui, vaincus par la discipline et les armes supérieures des Romains, ne perdirent jamais courage. L'exemple des Calédoniens et leur résistance désespérée redonnèrent quelque espoir aux autres Bretons. Oubliant les haines qui, jusque-là, avaient servi leurs ennemis en les divisant, ils se réunirent pour une défense commune, et, dans sa huitième campagne, le préfet eut à combattre plus de trente mille Bretons. Il remporta une victoire que les Romains purent croire décisive, et bientôt il ordonna au commandant de la flotte de faire le tour de l'île. Il avait fait monter sur les vaisseaux une partie de ses troupes, et cette expédition porta la terreur chez les nations insoumises en même temps que le général victorieux, pour frapper plus encore les Bretons, revenant lentement du lieu témoin de sa victoire, traversait la Bretagne à la tête de son armée triomphante.

Agricola, dont les conquêtes s'arrêtèrent au pied des monts Grampiens, aurait peut-être achevé la soumission de la Bretagne ; mais ses succès portèrent ombrage à l'empereur Domitien ; il fut rappelé à

Rome, et la civilisation de cette île fut reculée de plusieurs siècles.

Cependant la puissance romaine était solidement établie en Bretagne, et voici l'esquisse du système de gouvernement qu'y avaient établi les conquérants. Le gouverneur, qui portait le titre de préfet ou celui de propréteur, exerçait un pouvoir suprême sur toute l'île; il avait sous lui un procurateur ou questeur chargé de lever les taxes et d'administrer les revenus de la province.

A l'époque de leur plus grande puissance sur la Bretagne, les Romains la divisèrent en provinces d'une étendue irrégulière, gouvernées par des préteurs choisis par le préfet. Ces provinces portaient les noms de *Britannia prima*, *Britannia secunda*, *Flavia cæsariensis*, *Maxima cæsariensis*, *Valencia* et *Vespasiana*. Cette sixième province ne resta que fort peu de temps au pouvoir des Romains. Toutes étaient comprises dans la partie appelée *Britannia romana*, par opposition à la *Britannia barbara*, partie insoumise. La première comprenait l'Angleterre proprement dite et le pays de Galles, et elle était habitée par différents peuples, dont nous donnons ici le tableau, avec les noms de leurs capitales et ceux des villes modernes auxquelles elles correspondent.

PEUPLES DE LA BRITANNIA ROMANA.

	PEUPLES.	CAPITALES.	VILLES MODERNES.
Peuples du Nord.	Damnii. Macœtæ. Navantæ. Selgovæ. Ottatini. Parisii. Brigantes.	Colaniam. Alta Castra. Rerigonium. Trimontium. Segedunum. Petuaria. Eboracum.	Rien ne répond aux quatre premières. Seton. Beverley. Yorck.
Peuples du Centre.	Ordovices. Cornavii. Contani. Dematæ. Silures. Dobuni. Catycuchlani. Trinobantes. Iceni.	Seguntium. Deva. Lindum. Maridunum. Isca. Clevum. Durocobriva. Londinium. Venta.	.... Chester. Lincoln. Caer-Marten. Caer-Leon. Glocester. Herfort. Londres. Caster.
Peuples du Sud.	Dumnonii. Durotriges. Belgæ. Atrebates. Regni. Cantii.	Isco. Durnovaria. Magnus-Portus. Colva. Noviomagnus. Durovernum.	Echester. Dorchester. Portsmouth. Wallingford. Woncotte. Cantorbery.

Les Calédoniens, défaits par Agricola, comme nous l'avons dit plus haut, n'étaient pourtant pas subjugués, et, l'an 120 de notre ère, l'état de la Bretagne exigea la présence de l'empereur Adrien. L'histoire est muette sur ses exploits; mais on voit encore, de la baie de Solway à l'embouchure de la Tyne, les traces d'un mur fortifié, de soixante milles environ, que cet empereur fit élever pour servir de rempart contre les invasions des Calédoniens. La tranquillité, rétablie par Adrien, fut souvent troublée sous le règne de son successeur Antonin. Quelques tribus subjuguées reconquirent leur indépendance, et un nouveau mur fut élevé du Forth à la Clyde. Tous les ans les Calédoniens attaquaient cette muraille, qu'ils forçaient souvent, et le mécontentement des légions donna des craintes sérieuses pour la sûreté de la Bretagne.

Le gouvernement de cette île donnait à celui qui en était revêtu une puissance qui devait alarmer les empereurs. Sévère le partagea entre deux préfets qui, se trouvant trop faibles pour s'opposer aux incursions des Calédoniens et des autres tribus indépendantes, leur achetèrent la paix, expédient qui, en leur procurant un repos temporaire, n'était propre qu'à provoquer de nouvelles entreprises. En

207, l'état de la province nécessita la présence de l'empereur, et Sévère y arriva avec des troupes nombreuses. Dans cette expédition, les Romains perdirent cinquante mille soldats, et n'eurent d'autre avantage que l'abandon nominal d'une partie du territoire occupé par les Bretons. Sévère fit élever une troisième muraille fortifiée, et il venait d'envoyer une nouvelle armée pour les exterminer, lorsqu'il mourut à Yorck, où il faisait sa résidence.

Aussitôt après la mort de Sévère, son fils Caracalla licencia l'armée et quitta la Bretagne pour retourner à Rome, où il voulait disputer la pourpre à son frère Géta.

L'histoire se tait sur la Bretagne pendant soixante et dix ans.

En 284, les ravages des Saxons et des Danois obligèrent Rome d'instituer un comte ou gouverneur des rivages saxons, chargé de réprimer les brigandages des pirates. Le premier de ces comtes, Carausius, sut se rendre indépendant, et s'emparant de la Bretagne et d'une partie de la Gaule, il prit audacieusement le titre d'Auguste. Carausius repoussa les Calédoniens et déploya de grands talents pendant les huit années que dura son règne, auquel la trahison mit fin. Il fut assassiné par les ordres d'Allæctus, son ministre, qui lui succéda. Allæctus

était loin d'avoir les talents de Carausius, et la Bretagne lui fut enlevée, au bout de trois ans, par le césar Constance, qui y rétablit l'autorité impériale au nom des empereurs Dioclétien et Maximien.

II.

Christianisme. — Persécutions. — Le nom de Calédoniens est remplacé par ceux de Pictes et de Scotts. — La Bretagne secoue le joug de Rome. — Organisation bretonne. — Divisions intestines. — Vortigère. — Hengist et Horsa. — Invasions saxonnes. — Fondation des royaumes d'Est-Anglie, de Northumbrie et de Mercie. — État religieux.—Bretwaldas.—Invasions danoises.

DE 293 A 867.

Nous sommes arrivés depuis longtemps à l'un des plus grands faits que présente l'histoire, à l'établissement du christianisme. A des religions de sang, à des cultes impurs, avaient succédé les notions les plus élevées sur Dieu et la morale. Jusqu'à la venue du Christ, l'homme avait adoré,

dans ce qu'on nommait le monde civilisé, la force et la beauté physiques; parmi les Barbares, c'était encore la force, puis la vengeance, le meurtre, la haine. On avait divinisé les éléments, on avait également divinisé les passions humaines. La plupart des religions contenaient la croyance confuse de l'immortalité, et faisaient la vie future semblable à la vie actuelle, moins ses contrariétés et ses douleurs. On ne sait rien de positif sur les idées des Druides à cet égard; mais ceux qui croyaient être agréables à leur dieu en lui offrant des sacrifices humains s'étaient probablement fait un paradis digne de leur sombre divinité, et leur religion devait bien peu se rapprocher de celle dont la première loi est : *Aimez-vous tous comme des frères.*

Le christianisme s'introduisit de bonne heure en Bretagne. Il y fut sans doute importé par les Romains, et la religion des faibles et des opprimés ne tarda pas à faire de rapides progrès dans cette île accablée sous le joug du colosse romain. On ignore l'époque précise où elle y fut introduite; mais, dès les premiers siècles, il existait des chrétiens en Bretagne, et, au IIe siècle, la foi nouvelle avait pénétré même dans les tribus indépendantes du nord. Une hiérarchie régulière avait été instituée en Bretagne avant la fin du IIIe siècle, et dans

l'un des premiers conciles occidentaux, celui d'Arles, tenu en 314, on trouve les noms de trois évêques bretons : celui d'Yorck, dont relevait la province *Maxima*; celui de Londres, dans la juridiction duquel était la province *Flavia*; enfin celui de Richborough, qui gouvernait spirituellement la *Britannia prima*. Il paraît que dès lors les chrétiens étaient nombreux dans l'île, et ce fut probablement à leur éloignement du siége de l'empire qu'ils dûrent d'éviter pendant assez longtemps les persécutions que les empereurs dirigeaient contre la nouvelle religion.

Au commencement du quatrième siècle, Dioclétien et Maximien, les plus ardents persécuteurs du christianisme, ordonnèrent la destruction des églises dans toutes les provinces et déclarèrent crime punissable de mort le refus d'adorer les dieux du paganisme. Constance, qui gouvernait alors la province, fit ce qu'il put pour adoucir l'exécution des édits impériaux; cependant plusieurs églises furent rasées et beaucoup de chrétiens se virent obligés de chercher un refuge dans les forêts et les montagnes, tandis que d'autres supportèrent la torture et la mort plutôt que de renoncer à leur foi. La mémoire de saint Alban, le premier martyr de la Bretagne, fut longtemps hono-

rée dans sa patrie et dans les pays environnants.

Quelques lâches chrétiens avaient ostensiblement abandonné leur culte, lorsque l'avènement de Constance et de Galère leur rendit la liberté de professer publiquement une religion qui, persécutée d'abord, puis tolérée et peut-être protégée sous ces deux empereurs, devait revêtir la pourpre avec leur successeur Constantin, et devenir trop souvent persécutrice à son tour.

La Bretagne fut paisible pendant les règnes de l'empereur Constantin et de ses fils; mais nous devons remarquer ici qu'à dater de cette époque, le nom de Calédoniens disparaît et est remplacé, sans qu'on sache trop pourquoi, par les noms de Scotts et de Pictes qui, appliqués au même peuple, subsistent jusqu'au douzième siècle.

L'an 360, les Pictes (ce nom leur fut probablement donné à cause des peintures dont ils se couvraient le corps) et les Scotts pénétrèrent dans la Bretagne romaine, et cette première incursion, qui leur fit connaître l'état de faiblesse où étaient tombés ces Romains si redoutables à leurs ancêtres, fut suivie de plusieurs invasions successives dont ils revenaient victorieux et chargés de dépouilles. A chaque expédition, ils entraient plus avant dans la province romaine qu'ils ravageaient, et leurs inva-

sions durèrent avec des fortunes diverses, selon l'habileté des gouverneurs de la Bretagne, jusqu'au moment où la puissance romaine succomba sous son propre poids autant que sous les armes des hordes du nord.

Pendant les dernières convulsions de l'empire, les Bretons de la *Britannia romana*, fatigués des ravages de leurs voisins du nord, avaient fréquemment sollicité les secours de l'empire; n'en recevant pas, ils résolurent de repousser une autorité incapable de les protéger : en conséquence, ils déposèrent les magistrats romains, proclamèrent leur indépendance, prirent les armes et, dans leur ardeur de liberté, chassèrent en même temps de leur territoire les Barbares et les Romains. Ceci se passait dans la première moitié du v[e] siècle, au moment où Rome concentrait vainement toutes ses forces pour repousser Ethel ou Attila, héros du nord, que, dans sa terreur, le sud surnomma *le fléau de Dieu*.

Avec la puissance romaine disparurent les institutions fondées par elle; l'autorité des chefs de tribus reparut, et ils prirent la place des magistrats romains. D'anciennes généalogies désignèrent à l'élection les candidats propres à devenir chefs de canton et de famille, mots synonymes dans la langue des Bretons, où l'organisation politique était encore

fondée sur les liens de la parenté. Une seule famille, un seul *clan* occupait telle ou telle partie du sol, et personne n'en pouvait posséder la moindre parcelle sans être membre du clan. C'était donc une fédération de petites souverainetés électives ou héréditaires au dessus de laquelle les Bretons affranchis élevèrent une haute souveraineté publique. Ils créèrent un chef des chefs, un roi du pays, et ce roi fut électif. La création de cette magistrature, par laquelle les Bretons avaient espéré acquérir de la force, contribua à leur perte par les rivalités qu'elle excita non seulement entre les hommes, mais encore entre les peuples. A la faveur des guerres intestines soulevées par ces rivalités, les Pictes et les Scotts, forçant les deux grands murs bâtis par les Romains, portèrent de nouveau le ravage dans la Bretagne, et les Bretons, ayant imploré en vain le secours des Romains contre ces terribles voisins, eurent bientôt recours aux Saxons qui, d'abord auxiliaires, s'emparèrent enfin du pays.

Les Saxons, Germains d'origine, habitaient la Saxe à laquelle ils avaient donné leur nom qui veut dire *hommes aux grands couteaux*. Ils faisaient le métier de pirates et ravageaient les côtes de la Bretagne, lorsque Guorteyrn ou Vortigère, qui en était le chef suprême, se détermina à faire re-

pousser les Pictes et les Scotts par des troupes étrangères qu'on solderait en terres ou en argent.

Au moment où Vortigère prenait cette fatale résolution, l'an 449, le hasard amena sur la côte de Bretagne trois vaisseaux de corsaires saxons commandés par Hengst ou Hengist et par son frère Horse ou Horsa. Vortigère leur fit proposer un engagement militaire pour eux et pour une armée de leur pays, et les pirates promirent de fournir un corps de troupe considérable pour lequel ils stipulèrent la propriété de la petite île de Thanet. Peu de temps après, les troupes arrivèrent et colonisèrent l'île qu'elles se partagèrent sous le commandement d'Hengist et d'Horsa (1).

Les Saxons combattirent vaillamment les Pictes et les Scotts; mais enfin la mésintelligence éclata entre eux et les Bretons. Ils demandèrent un accroissement de territoire qui leur fut refusé, et ils appelèrent à leur aide de nouvelles bandes de Saxons, puis s'alliant aux Pictes contre lesquels ils avaient été appelés, ils chassèrent les Bretons d'une partie de l'île dont ils s'emparèrent et à laquelle ils donnèrent le nom de Kent (477).

Vers le même temps, un autre chef saxon, nom-

(1) Hengst veut dire étalon; Horsa, cheval en général.

mé Ælle (1), amena de la mère-patrie de nouveaux colons qu'il établit au midi du territoire de Kent, où il fonda le royaume des Saxons du sud ou Sussex, l'an 495. Puis Kerdic ou Cerdic amena une armée de Saxons plus considérable que toutes celles qui étaient jusqu'alors venues en Bretagne, et avec laquelle il s'établit sur la côte méridionale à l'ouest des Saxons du sud, et fonda le royaume de Saxe occidentale ou Wessex, d'où il s'étendit jusqu'à la Saverne. Là, il se vit arrêté par les Cambriens réfugiés dans le pays de Galles. En 530, d'autres émigrés s'emparèrent de la ville de Londin ou Londres, dont ils firent la capitale d'un nouveau royaume, qu'ils appelèrent royaume de Saxe orientale ou d'Essex.

On sait bien peu de choses des Bretons pendant ces temps d'oppression; quelques uns résistèrent valeureusement; mais les historiens contemporains, tous Saxons, se sont gardés de raconter les nobles efforts des patriotes bretons. Peu de noms surgissent au milieu de leurs récits; mais on ne doit pas oublier celui d'Arthur, roi de la Cornouaille, auquel les romanciers ont fait une renommée qui ne le cède en rien à celle des Roland et des Cid. En laissant de côté des fables qui servent au moins à prouver ce que ce prince fut dans l'esprit

(1) Ælle veut dire *très grand*.

de ses contemporains, on trouve qu'il vainquit les Saxons dans plusieurs batailles et qu'il sut défendre contre eux l'indépendance de son petit royaume. Comme il arriva pour plusieurs héros du moyen-âge, le peuple ne voulut pas croire à la mort d'Arthur tué en combat singulier, et, pendant plusieurs siècles, les Bretons, gémissant sous le joug de l'étranger, attendirent, pleins de foi, le retour de ce prince qui devait les délivrer : touchante illusion, et l'un des plus nobles hommages qu'un peuple puisse rendre à un grand homme.

Les émigrations saxonnes furent suivies de celle des Angles, peuple voisin de la mer Baltique, qui, après avoir tenté quelques invasions sur la côte nord-est de la Bretagne, y arriva en masse sous la conduite d'un chef nommé Ide (Ide veut dire heureux). Les Angles firent alliance avec les Pictes. Un chef breton, nommé Urien, déploya le plus grand courage dans les combats qu'il leur livra, ce qui n'empêcha pas la cause bretonne d'être encore vaincue, en 560, dans une grande bataille où périrent beaucoup de chefs portant le collier d'or, marque du haut commandement chez les Bretons. Les Angles s'établirent dans la contrée orientale, et les Bretons vaincus, mais non soumis, se réfugièrent dans le pays de Galles.

Les Saxons avaient fondé, sur le territoire de la Bretagne, quatre colonies qu'ils décoraient du titre de royaumes. Les Angles en fondèrent trois qui prirent les noms d'Estanglie, de Northumbrie et de Mercie. Ces différents royaumes sont désignés sous le nom d'Heptarchie (c'est à dire les sept royaumes).

La race celtique ne disparut pas complètement de la Grande-Bretagne après l'établissement des Saxons et des Angles ; elle conserva la Cornouaille, la plus grande partie du pays de Galles, le Cumberland et quelques autres parties de territoire où elle se défendit. Les Pictes et les Scotts conservèrent aussi leur indépendance, en sorte que l'île fut loin d'être entièrement soumise aux hommes de race germanique.

Arrêtons-nous ici un moment pour jeter un rapide coup d'œil sur l'état religieux de la Grande-Bretagne. Chrétienne depuis plusieurs siècles, elle se vit conquise par des peuples idolâtres contre lesquels la haine religieuse s'unit à la haine nationale. Cependant les Bretons, en proie à l'invasion étrangère durant tout le cours du VIe siècle, ne cessaient pas pour cela de se livrer aux disputes théologiques pour lesquelles ils étaient passionnés. Des hérésies naquirent de ces disputes, et entre autres celle de Pélage qui niait le péché originel.

De plus, presque tous les évêques déclinaient la suprématie de Rome. Le pape Grégoire III, surnommé *le Grand*, résolut de convertir les Barbares, espérant pouvoir se servir d'eux contre les hérétiques et les schismatiques. A cet effet, il envoya dans la Grande-Bretagne une mission sous les ordres du moine Augustin, et les Saxons étaient à peine chrétiens de nom, lorsque le légat du pape les fit marcher contre les Bretons hérétiques, dont ils firent un épouvantable massacre.

On les vit tuer de sang-froid des moines agenouillés près du champ de bataille, où ils priaient pour les leurs : « Puisqu'ils invoquent leur dieu » en faveur de mes ennemis, dit le chef bar- » bare, ils combattent contre moi, » et il donna ordre d'assassiner deux cents hommes qui ne se défendaient même pas. On ne voit nulle part qu'Augustin se soit opposé au massacre, et sa mémoire doit en rester entachée, quoiqu'il ne le prévit peut-être pas lorsqu'il appela à son secours, contre les Bretons pélagiens, les Saxons, presque idolâtres encore.

Nous ne ferons pas l'histoire des rois de l'heptarchie, dont la plupart n'ont aucune signification historique. On trouve fréquemment parmi eux un prince dont l'autorité était reconnue

des autres, sans qu'on sache si cette autorité était héréditaire ou élective. Ce roi des rois se nommait le *bretwalda*, et l'on compte sept de ces bretwaldas dont nous donnerons ici les noms, en indiquant la date de leur avènement :

480. Ælla, le chef dont nous avons déjà parlé, qui fonda le royaume de Sussex.

568. Ceawlin.

593. Ethelbert ; c'est à sa cour que vinrent d'abord les missionnaires envoyés par le pape Grégoire III.

616. Redwald.

616. Edwin.

634. Oswad.

642. Oswio.

Oswio fut tué dans une des nombreuses batailles que se livraient les petits souverains saxons, bretons et autres qui s'étaient partagé le territoire de la Grande-Bretagne appelée dès lors Angleterre, nom qui lui vint des Angles, les plus faibles de ses envahisseurs. Avec Oswio, disparurent, en 670, le titre et l'autorité de bretwalda, magistrature qui n'avait pas duré moins de cent quatre-vingt-dix ans.

Après la mort d'Oswio, on compte des rois de Kent, de Northumberland, d'Estanglie, de Mercie, d'Es-

sex, de Sussex et de Wessex. Nous passerons rapidement sur ces princes qui n'ont guère plus d'importance que nos anciens seigneurs féodaux, et si quelques uns ont été véritablement grands, si leurs règnes ont eu quelque importance historique, ils trouveront naturellement place dans notre récit.

Hengist et Horsa avaient fondé, depuis plus de trois cents ans, la domination saxonne, et les petits rois de l'heptarchie se livraient entre eux des guerres presque continuelles, lorsque de nouveaux pirates vinrent débarquer sur une terre qui semblait, en dépit de la mer qui l'environne, destinée à devenir l'éternelle proie des conquérants. Des hommes inconnus vinrent, l'an 787, aborder avec trois vaisseaux sur la côte orientale. Ils se contentèrent d'abord de piller et de ravager les habitations voisines de la mer, après quoi ils remontèrent sur leurs vaisseaux et partirent chargés de butin. C'étaient des Danois ou des Normands (North-menn, hommes du nord, ancien nom national des Norwégiens qu'on appelait aussi Scandinaves); ils avaient une origine commune avec les Saxons, de la langue desquels leur idiome différait peu.

Plusieurs petites expéditions semblables à celles dont nous venons de parler se succédèrent jusqu'à

l'an 835. Mais à cette époque ce ne furent plus quelques pirates venant chercher du butin, mais une puissante armée de Danois et de Normands, qui débarqua en Angleterre. Ils furent repoussés encore; mais ils revinrent en 835, en si grand nombre, qu'aucune force ne put les empêcher de pénétrer au cœur de l'Angleterre.

Les Scandinaves se contentèrent de piller jusqu'en 867, époque où ils établirent leur première colonie sur le territoire de la Northumbrie, dont ils tuèrent ou bannirent les chefs, en faisant les habitants serfs ou tributaires. La défense des Anglo-Saxons fut désespérée : ils étaient devenus catholiques zélés; les nouveaux envahisseurs étaient encore idolâtres; la guerre fut donc religieuse en même temps que patriotique, et les évêques, les prêtres et les moines marchèrent eux-mêmes au combat.

III.

Les Danois s'établissent en Angleterre.— Alfred. — Edouard l'ancien.—Athelstan.—Edmond Ier.—Edred.— Edwy.— Edgar.—Edouard le martyr.—Ethelred II.—Edmond II.— Invasion danoise. — Les rois anglo-saxons sont remplacés par les chefs danois.

DE 872 A 1017.

Tous les rois de l'heptarchie furent tués ou chassés par les Danois, qui s'emparèrent de la presque totalité des terres des Saxons. Les Bretons, réfugiés dans le nord et dans le pays de Galles, se joignirent aux nouveaux envahisseurs, avec l'aide desquels ils espéraient repousser leurs oppresseurs ; cette attente fut trompée, et ils ne firent que changer d'ennemis quand une fois les Danois se furent établis sur le territoire anglais.

Au milieu des désastres de l'Angleterre s'éleva un homme, auquel il ne manqua peut-être qu'un plus vaste théâtre pour acquérir une renommée égale à celle du puissant Charlemagne.

Alfred ou Elf-red était, depuis plusieurs années, roi de Wessex, lorsque les pirates danois s'établirent en Angleterre. Jusque-là ce prince n'avait brillé que dans les arts de la paix, et, loin d'être chéri de son peuple, il en était haï et presque méprisé à cause de ses qualités mêmes. Ainsi Alfred avait une grande culture littéraire, tandis que les Anglo-Saxons ne regardaient les lettres que comme une occupation de moine. Il rendait la justice avec une inflexible impartialité et avait fait pendre plusieurs magistrats prévaricateurs, et son peuple, plus avide d'indépendance que de justice, n'avait considéré ces exécutions que comme des actes arbitraires qui avaient coûté la vie à des hommes libres. De plus, Alfred passait pour n'aimer que les gens d'un esprit cultivé; et il était également haï des grands et des petits; des premiers, à cause de sa sévère équité, qu'ils craignaient; des seconds, à cause de la froideur avec laquelle il accueillait leurs suppliques : aussi se trouva-t-il seul lorsqu'il fit appel à son peuple contre les envahisseurs danois.

Abandonné des siens, Alfred se vit obligé de fuir. Il erra longtemps dans les bois et dans les vallées; puis, ayant rassemblé quelques hommes dont il n'était pas connu, il en forma une bande à la tête de laquelle il harcela et pilla également les Danois et les lâches Saxons qui s'étaient soumis à eux.

Après avoir mené cette vie pendant six mois, l'ancien roi de Wessex résolut de faire un appel à tout le pays de l'ouest et d'attaquer les Danois sous l'étendard anglo-saxon; s'étant donc assuré qu'il pouvait réunir autour de lui un assez grand nombre d'hommes, et décidé à attaquer les Danois, il voulut d'abord connaître leur force. Il se déguisa en joueur de harpe, il pénétra dans le camp ennemi, qu'il divertit par ses chansons en même temps qu'il remarquait soigneusement ses côtés faibles. Il sortit après s'être longtemps promené de tente en tente; et aussitôt après il fit un appel aux Saxons et particulièrement à ses sujets, qui, depuis longtemps, comparant son règne à la tyrannie des pirates danois, en étaient venus à regretter amèrement le roi qu'ils avaient abandonné.

Les Saxons arrivèrent au lieu du rendez-vous que leur avait assigné Alfred, et bientôt les Danois virent flotter leur bannière. Le camp fut attaqué,

et, selon les expressions de la chronique, Alfred resta maître du champ de carnage. Les Danois vaincus se dispersèrent pour ne plus se rallier, et leur chef, nommé Gothrun, promit de se faire chrétien et de se retirer sur les côtes de l'est. Alfred, qui n'était pas assez fort pour combattre à outrance, accorda la paix à ces conditions, et servit lui-même de parrain à Gothrun, qui se fit baptiser avec un grand nombre des siens. La guerre ne cessa point pourtant; d'autres Danois la continuèrent dans une autre partie du royaume de Wessex. Alfred chassa encore ces ennemis, ainsi que ceux qui occupaient les royaumes de Sussex et de Kent, qui, délivrés par lui, le reconnurent pour roi. Ces trois royaumes réunis étaient tout ce qui restait aux Saxons de leur ancienne heptarchie.

Alfred s'occupa bientôt de régulariser le gouvernement de ses États, et surtout d'y organiser l'administration de la justice. C'est dans les lois qu'il promulgua qu'on trouve les plus anciennes traces du jugement par jurés, qui semble cependant n'être qu'une antique institution remise alors en vigueur.

Les Danois de l'Estanglie violèrent leur traité de paix à l'apparition du fameux pirate danois Hasting, que les vieux chants appellent le *roi de la mer*, titre

qui semble avoir été celui des chefs maritimes des Scandinaves. Alfred repoussa les pirates et les Danois de l'Estanglie; les derniers furent obligés de se réfugier dans la Northumbrie et dans l'Estanglie, et les premiers, remontant sur leurs vaisseaux, suivirent Hasting à de nouveaux combats.

Alfred mourut en 901, et les Anglo-Saxons élurent pour roi son fils Edouard qui s'était distingué dans la guerre contre Hasting : n'oublions pas de faire observer que les rois saxons étaient élus par le peuple, quoique toujours choisis dans la même famille.

Edouard reconquit les côtes de l'est et enferma les Danois dans leurs terres du nord par une ligne de forteresses.

Athelstan, qui succéda à Edouard en 925, porta le titre de roi d'Angleterre. Il réunit la Northumbrie aux royaumes d'Alfred et d'Edouard; il soumit le pays de Galles au tribut; enfin, après de nombreuses victoires, il reçut le serment de fidélité de tous les princes écossais, cambriens et bretons.

Les Danois se liguèrent avec les Écossais et les Bretons; tous voulaient secouer le joug que leur avait imposé Athelstan; mais les confédérés furent vaincus, et Athelstan put avec raison se vanter d'avoir soumis dans l'île de Bretagne

tous les peuples étrangers à la race saxonne.

Edmond 1er succéda à Athelstan en 941, et son règne, moins glorieux que celui de son prédécesseur, n'en fut guère que la continuation.

Edred succéda à Edmond en 948. A sa mort, on élut roi son neveu Edwy, surnommé le *Bel Edwy*, et fameux par ses débauches et sa tyrannie, qui le firent chasser en 959.

Edgar, frère d'Edwy, fut élu roi à sa place. Son règne fut glorieux, et nous n'oublierons pas de dire que l'Angleterre lui dut la destruction des loups qui la ravageaient. Au lieu du tribut que ses prédécesseurs avaient imposé aux Gallois, dont le pays, couvert de forêts, était le repaire des bêtes fauves, Edgar exigea d'eux un présent annuel de trois cents têtes de loups. Quatre ans après, les loups avaient complètement disparu de l'Angleterre.

Le fils d'Edgar, Edouard, auquel on a ridiculement donné le surnom de *Martyr*, monta sur le trône en 975, à peine âgé de quatorze ans. Quatre ans après son avènement, il fut assassiné par ordre de sa belle-mère, qui, par ce crime, assura la couronne à son propre fils.

Éthelred, frère d'Edouard, qui n'avait que dix ans lorsque son frère mourut, eut un règne long et déplorable. Les Danois recommencèrent leurs excur-

sions en Angleterre. On s'en défit d'abord à prix d'argent; ils revinrent l'année suivante; mais on avait préparé une armée pour les recevoir : malheureusement, cette armée était commandée par un traitre ligué secrètement avec les hommes du nord, qui, avertis par lui, prirent la fuite avant le combat. Les Danois continuèrent leurs ravages les années suivantes, et, en 994, deux chefs plus puissants que tous ceux qui avaient paru jusque-là, Sweyn, roi de Danemarck, et Olave, roi de Norwége, reparurent sur les côtes de l'île. Le faible Ethelred offrit encore de l'argent et des cantonnements dans l'île, et les pirates lui accordèrent la paix à ces conditions. Sweyn s'établit sur le territoire qui lui avait été assigné; une nouvelle somme d'argent l'en chassa. Expédient ruineux qui ne faisait qu'attirer d'autres Barbares et donner de nouvelles forces à ceux dont on croyait se défaire.

Les Danois étaient désormais établis dans l'île, et vers la fin du xe siècle, ils se firent presque tous chrétiens sans renoncer à leurs habitudes de rapine, outrageant les femmes des Saxons, et les tuant eux-mêmes quand l'occasion s'en présentait.

Cette oppression révolta enfin les Saxons. Ne pouvant compter sur leur roi pour les délivrer de leurs ennemis, ils se confièrent à la force de leurs bras; et

au même jour et à la même heure, les Danois, attaqués à l'improviste, furent tous égorgés, sans qu'on épargnât ni les femmes ni les enfants au berceau. Ce massacre, qui eut lieu l'an 1003, ne s'étendit qu'aux provinces du sud, et fut vengé par Sweyn, roi de Danemarck, que nous avons déjà vu figurer dans de précédentes invasions.

Sweyn, qui débarqua en Angleterre en 1004, y mit tout à feu et à sang, et le misérable Éthelred et ses conseillers n'eurent pas honte de lui offrir encore de l'argent pour prix d'une honteuse paix.

Au milieu de la lâcheté générale, surgit un noble exemple de patriotisme, et ce fut le clergé qui le donna. Le siége archiépiscopal de Canterbury était occupé par le Saxon Elf-eg ou Elphége, qui, fait prisonnier par les Danois, semblait décidé à rester perpétuellement dans les chaînes plutôt que d'offrir une rançon aux ennemis de sa patrie. Fatigués de sa patience, les Danois lui proposèrent de lui rendre la liberté moyennant trois mille livres, s'il promettait d'engager Éthelred à leur en donner douze mille. « Je ne possède point tant d'argent, répondit le » prélat saxon, et je ne veux rien prendre à qui » que ce soit, ni rien conseiller à mon chef qui soit » contre l'honneur de mon pays. » Après cette cou-

rageuse réponse, Elphège fut reconduit en prison, où les Danois vinrent souvent le solliciter de racheter sa liberté. « Vous me pressez en vain, répon-» dit-il ; je ne suis pas homme à fournir de la chair » de chrétien aux dents païennes, à vous livrer ce » que les pauvres ont amassé pour vivre. » Et le noble prêtre supportait sans murmure une captivité que les Danois s'efforçaient de rendre plus dure de jour en jour.

Les ennemis d'Elphège perdirent enfin patience ; ils le firent venir, à la suite d'une orgie, et s'écrièrent en le voyant : « De l'or, évêque, donne-nous » de l'or, ou nous allons te faire jouer un rôle qui te » rendra fameux dans le monde. » Elphège, resté inébranlable, tomba sous les coups des Danois. Les Anglo-Saxons rachetèrent à prix d'or le cadavre de celui qu'ils considéraient comme un saint, et qui doit être vénéré comme un martyr de la plus noble des causes, celle de la patrie et de la liberté.

La lâcheté d'Éthelred reçut sa récompense. Le peuple anglo-saxon, qui méprisait son roi, aima mieux passer d'un seul coup sous la domination danoise que de lutter douloureusement contre un sort inévitable. Quelques provinces du centre de l'Angleterre se rendirent volontairement aux Danois en 1013, et bientôt Sweyn prit le titre de roi

de toute l'Angleterre sans qu'une seule épée sortît du fourreau pour le lui disputer.

Au bout d'un an, Sweyn mourut; les Anglo-Saxons rappelèrent leur ancien roi, qu'ils commençaient à regretter, et Éthelred leur envoya son fils Edmond, qui fut élu roi à la mort de son père, l'an 1016. Mais désormais la race saxonne devait disparaître de l'histoire, et les vainqueurs des vieux Bretons, vaincus à leur tour, firent place à un peuple nouveau destiné lui-même à disparaître bientôt.

IV.

Monarchie danoise. — Canut, Hard-Canut, Godwin, Alfred, Edouard le Confesseur.—Les courtisans normands.—Luttes de Godwin et des Normands.—Godwin meurt et est remplacé par son fils Harold.

DE 1014 A 1066.

Sweyn était mort en 1014, et nous avons dit comment finit la race des rois anglo-saxons, de ceux qui s'intitulèrent *fils de Cerdic,* après s'être nommés *fils d'Odin.*

A la mort de Sweyn, ses soldats proclamèrent roi son fils Knut ou Canut, qui eut à lutter contre Éthelred, et surtout contre le fils de ce prince, Edmond, surnommé *Côte-de-fer.* Ces deux rois saxons reprirent quelques unes des terres occupées par les Danois, et

régnèrent sur une partie de l'Angleterre, dont Canut, qui était en même temps souverain du Danemarck, possédait une autre partie. Ce partage donna lieu à des guerres cruelles, qui durèrent jusqu'à la mort d'Edmond, en 1016, époque où Canut, proclamé roi d'Angleterre, bannit tous ceux qu'il considérait comme ses ennemis, et surtout les parents des derniers rois.

Parmi les magistrats qui furent alors chassés, on en trouve un que les chroniqueurs qualifient de *roi des paysans*, sans qu'on sache au juste quelles étaient ses attributions.

Canut sut s'attirer la protection du clergé par ses largesses; et, malgré sa tyrannie, les moines, qui alors écrivaient seuls l'histoire, lui ont décerné le surnom de *grand*, sans tenir compte des larmes versées par le peuple opprimé sous son joug de fer.

L'empire de Canut, qui s'étendait sur les royaumes d'Angleterre, de Danemarck et de Norwége, et généralement sur tout le pays situé au nord de la mer Baltique, cet empire si vaste fut démembré à sa mort, et les Danois d'Angleterre élurent pour roi un des fils de Canut, nommé Harold, tandis que Canut avait désigné pour son successeur un autre de ses fils nommé Hard-Canut, c'est à dire Canut *le Dur* ou *le Fort*. Hard-Canut

réclama son héritage, et les Anglais fomentèrent autant qu'ils le purent la division entre les Danois établis sur leur territoire. Ceux-ci se partagèrent en deux camps. Le nord de l'Angleterre se déclara pour Harold et le sud pour Canut; mais la lutte engagée sous le nom de ces deux princes était au fond la lutte des Danois et celle des Anglo-Saxons, et, dans cette lutte, Canut, roi de Danemarck, était celui auquel se rattachaient les derniers.

Le Wessex était alors gouverné par Godwin, qui, de simple paysan, s'était élevé au plus haut rang par une de ces fortunes dont l'histoire n'offre que de rares exemples, et qui, trop souvent, sont justifiées par des talents plutôt que par des vertus. Godwin se mit à la tête des partisans de Canut, qu'il fit reconnaître roi par toute la population du sud, tandis que celle du nord jurait fidélité au roi Harold. Cependant Elfnoth, évêque de Canterbury, ayant refusé de sacrer un monarque étranger, Harold se couronna de sa propre main, et soit par suite du refus de l'évêque, soit pour toute autre cause, il prit le christianisme en horreur, quoique sans persécuter les chrétiens.

Le parti de Canut, qui, comme nous l'avons dit, était le parti national, fut obligé de se soumettre et d'ajourner son affranchissement; pourtant il

subsistait toujours; toujours espérant, toujours attendant une occasion favorable. Un des fils d'Éthelred vint en Angleterre avec l'espérance de soulever en sa faveur le parti anglo-saxon. Il vit Godwin, véritable chef de ce parti; Godwin, qui aurait pu prendre la couronne pour lui-même, et dont le cœur nourrissait la noble ambition de la donner au plus digne. Ce chef patriote trouva le jeune Alfred entouré de chevaliers français qu'il avait amenés de la cour de Normandie, et, comprenant que le prince, élevé dans cette cour, n'était pas plus Anglais que les Danois, il dédaigna de faire une révolution par laquelle le peuple anglais aurait changé d'oppresseurs sans recouvrer sa nationalité. Alfred, abandonné par Godwin, fut fait prisonnier par les Danois, et condamné à perdre la vue comme violateur de la paix de l'Angleterre; il périt des suites de son supplice.

Harold mourut l'an 1040, et les Anglo-Saxons se réunirent aux Danois pour l'élection de Canut. Rien n'égale la cruauté de ce prince, si ce n'est son avarice; sous son règne, les Anglais subirent la plus lourde oppression; chaque Danois devint tyran, et il n'y eut aucun recours contre ce peuple de despotes. Les Anglais seuls payaient les impôts, et quand le roi prenait pour logement la maison

d'un Danois, celui-ci était indemnisé à leurs dépens. La maison du Saxon était l'hôtellerie du Danois, qui y prenait gratuitement le feu, la table et le lit; insultant la femme à son plaisir, et forçant le chef de famille à se tenir debout devant lui : si ce dernier, poussé à bout, se vengeait de tant d'outrages, il se voyait mis hors la loi et n'échappait à la mort que pour mener la triste vie du proscrit.

L'oppression devint trop lourde enfin. A la mort de Canut, arrivée en 1041, les Saxons se soulevèrent, et sous la conduite d'un chef nommé Hown, ils attaquèrent les Danois. Godwin et son fils Harold ne tardèrent pas à lever, de leur côté, l'étendard de l'indépendance nationale, et les Danois, chassés de ville en ville, furent obligés de remonter sur leurs vaisseaux et d'aller chercher un refuge dans leur mère-patrie. L'Angleterre fut à jamais délivrée d'eux, et le grand patriote Godwin, véritable promoteur d'une insurrection qu'il avait faite au nom de la liberté, assembla le grand conseil national, qui, à son instigation, élut pour roi le dernier fils d'Éthelred, Edouard, frère du malheurenx Alfred, élevé, comme lui, à la cour de son oncle, le duc de Normandie. Édouard eut l'habileté de venir en Angleterre avec peu d'hommes, et de choisir pour épouse la fille de Godwin, la belle Édith, jeune, instruite

dans les lettres et pleine de modestie et de douceur, dit la chronique.

A l'avènement d'Edouard, surnommé *le Confesseur* à cause de sa grande piété, les lois danoises disparurent et firent place aux vieilles lois saxonnes. Les Danois restés sur le territoire anglais étaient des hommes paisibles qui, se soumettant à ces lois, furent traités comme les Saxons eux-mêmes. L'Angleterre respira un moment; mais le calme dont elle jouit n'était que le précurseur du plus terrible orage qu'elle eût jamais essuyé.

Le roi Edouard, fils d'Éthelred, appartenait au sang normand par sa mère Emma, sœur du duc de Normandie. Élevé à la cour de son oncle, il rapportait en Angleterre des mœurs, un langage étranger et de vives sympathies pour le pays où il avait passé sa jeunesse. Ceux qui l'avaient accueilli dans son malheur devinrent ses favoris, et quiconque sollicitait en langue normande était sûr d'être écouté. Bientôt toutes les charges militaires, politiques et ecclésiastiques furent au pouvoir des Normands. Les courtisans saxons changèrent leurs mœurs et leurs vêtements pour adopter ceux des Normands, et tous les usages nationaux furent abandonnés au bas peuple. Ainsi se préparait la conquête normande, ainsi disparaissait peu à peu

la nationalité tant de fois changée dans un pays tant de fois conquis.

Quelques Anglais restaient fidèles aux antiques usages, et à leur tête se montrait Godwin, le vieux chef du parti national, qui sembla oublier les liens qui l'unissaient à son royal gendre pour se souvenir que, sorti du peuple, il devait secourir le peuple, et continuer de consacrer sa vie à la défense de son pays.

Bientôt les Normands, forts de la protection du roi, ne mirent plus de bornes à leur insolence, et, lorsque les Anglais se plaignaient de leurs outrages, le faible roi protégeait juridiquement les étrangers contre ceux qu'ils opprimaient.

Godwin soutint courageusement ses concitoyens, et le roi, fatigué des remontrances que lui adressait le patriote, le fit citer à comparaître devant un grand conseil, comme accusé de désobéissance et de rébellion. Godwin se préparait à se rendre à la citation, lorsqu'il apprit que, sans avoir égard à son innocence, on prononcerait un arrêt de bannissement contre lui et ses quatre fils. Alors le vieux chef résolut d'opposer sa popularité aux manœuvres de ses ennemis. Levant donc une armée, il se mit à sa tête, et fit demander au roi que plusieurs Normands, coupables d'exactions, fussent livrés

au jugement de la nation. A son tour, Edouard leva une armée qu'il fit marcher contre celle de Godwin, et le roi et le chef du parti national traitèrent de puissance à puissance, jusqu'à ce qu'enfin Edouard, devenu le plus fort, fit condamner au bannissement Godwin et ses fils, qui allèrent chercher refuge à l'étranger, tandis que la malheureuse reine était emprisonnée dans un cloître comme fille et sœur des proscrits.

Les Normands purent croire leur triomphe complet; car, après l'expulsion de Godwin, ils occupèrent le petit nombre de places qui jusque-là étaient restées entre les mains des Anglais. Le jeune duc des Normands, Guillaume, vint faire visite à son royal parent, et il put, selon l'expression d'un grand historien, « croire un moment qu'il n'avait pas quitté sa propre terre, » tant il trouva de Normands établis sur le territoire anglais.

Cependant Godwin, dans l'exil, n'oubliait pas les intérêts de son pays. Un an après son expulsion, il reparut en Angleterre, où il fut bientôt à la tête d'une armée nationale. Avant de tirer une seule flèche, il envoya un message au roi, et celui-ci se décida à revoir la sentence qui l'avait condamné à l'exil. Bientôt Edouard et Godwin firent la paix, et ils se donnèrent réciproquement des otages de leur foi

Au premier bruit de cette réconciliation, les Normands prirent la fuite, et un grand conseil national les bannit tous comme ennemis de la paix publique, fauteurs de discordes et calomniateurs des Anglais près de leur roi. La reine reprit sa place, et il en fut de même de tous les Anglais qui avaient été chassés injustement de leurs charges pour faire place aux étrangers.

Un an après cette victoire (1053), Godwin mourut subitement, frappé de mal pendant un banquet, et son fils Harold se mit à sa place à la tête du parti national.

L'histoire offre peu de caractères aussi purs que celui d'Harold, qui sut à la fois servir fidèlement son pays et son roi; mais désormais l'Angleterre était destinée à tomber sous le joug des Normands, et les vertus mêmes d'Harold servirent l'astucieux duc Guillaume.

Deux des parents de Godwin donnés en otage à Édouard avaient été envoyés en garde au duc de Normandie; Harold demanda au roi la permission d'aller les chercher pour les ramener en Angleterre. Edouard craignait les résultats de ce voyage, qui, effectivement, aida puissamment le duc de Normandie dans l'exécution des projets qu'il avait depuis longtemps formés sur l'Angleterre.

Guillaume fit un excellent accueil à Harold; mais un jour où il lui marquait plus d'affection encore que de coutume, il lui dit confidentiellement que, dans le temps où Edouard, chassé d'Angleterre par les Danois, était l'hôte de son père, il lui avait promis à lui-même de le faire son héritier si jamais il devenait roi d'Angleterre. « Harold, ajouta-t-il, » j'aimerais que tu m'aidasses à réaliser cette promesse. » Harold, étonné, murmura quelques paroles d'adhésion, et bientôt Guillaume trouva moyen de lui faire jurer qu'il l'aiderait à obtenir le royaume d'Angleterre après la mort d'Edouard. Harold n'avait cru jurer que sur l'Évangile, ce qui, dans ce temps, était considéré comme l'un des serments les moins redoutables qu'on pût faire; mais l'astucieux Guillaume avait fait mettre sous l'autel où le livre était posé une cuve remplie de reliques; en sorte qu'Harold, qui croyait ne prêter qu'un serment simple qu'il se réservait de violer au besoin, vit avec terreur qu'il avait juré sur des reliques dont quelques unes avaient, selon les idées superstitieuses de ce temps, lapropriété de punir immanquablement la violation du serment.

Edouard cessa de vivre peu de temps après le fatal voyage d'Harold en Normandie; il ne laissait pas d'enfants; et comme il déclara en mourant qu'Ha-

rold était l'homme qu'il croyait le plus digne de lui succéder, celui-ci fut élu roi et sacré en 1066, le lendemain même du jour où mourut Edouard.

Harold est le dernier Saxon qui ait régné sur l'Angleterre, et son règne n'ayant été qu'une lutte héroïque contre Guillaume, les événements en trouveront naturellement place dans l'histoire de la conquête de l'Angleterre par les Normands; toutefois, nous ne nous séparerons pas des anciens possesseurs de la vieille Bretagne sans jeter un rapide coup d'œil sur les époques que nous venons de parcourir, en ajoutant à ce que nous avons dit quelques détails sur l'état de la civilisation, sur les arts et les sciences d'un pays alors si voisin de la barbarie, et qui depuis s'est mis, avec la France, à la tête de la civilisation européenne.

Jusqu'à l'époque de l'invasion saxonne, la Bretagne n'a pas d'histoire nationale, et le peu que nous en savons nous a été transmis par les Romains ou par des écrivains postérieurs qui ont reconstruit, à l'aide des chants des bardes et des traditions populaires, une histoire souvent fabuleuse.

Les Bretons étaient passionnés pour la poésie, et les fragments qu'ils nous ont laissés, et qui sont de beaucoup postérieurs à la conquête saxonne, profondément empreints de mélancolie, sont bien en

harmonie, ce semble, avec la nature du pays qui les a vus naître.

Il ne nous reste guère que de petits poèmes nationaux écrits dans la vieille langue des Bretons, qui est à peu près celle que parlent encore aujourd'hui les Bas-Bretons français et les habitants de la principauté de Galles.

Les Bretons et les Scotts avaient une musique pour laquelle ils étaient aussi passionnés que pour la poésie, et dont on retrouve encore des fragments pleins d'originalité et de mélancolie dans le pays de Galles, dans l'Écosse et dans l'Irlande. La musique et la poésie furent d'abord cultivées d'une manière exclusive par les druides, desquels elles passèrent aux bardes, qui, dans le principe, leur furent affiliés. En descendant ensuite des bardes au peuple, elles devinrent, à des degrés différents, l'apanage de tous les Bretons et de tous les Scotts qui alors habitaient non seulement l'Écosse, mais encore l'Irlande. Le génie poétique et musical est encore aujourd'hui populaire parmi les montagnards d'Écosse et chez les Irlandais, qui, ne se contentant pas de répéter les airs nationaux et l'antique poésie des bardes, composent eux-mêmes des chants qu'on trouve ravissants lorsqu'on sait sortir de la routine et oublier le convenu.

Les Saxons ont laissé de nombreux monuments historiques, parmi lesquels nous citerons la *Chronique saxonne*, l'*Histoire sacrée de l'Angleterre*, de Bède le vénérable, qui vivait dans le VIIe et le VIIIe siècle; la *Vie d'Alfred*, par Asser, et enfin des légendes de saints dans lesquelles on trouve une multitude de faits historiques.

Au temps de la domination saxonne remontent aussi les *Triades*, poèmes gallois qui ont peut-être une très haute antiquité, quoique leur forme actuelle ne date que du IXe ou même du XIe siècle, et les légendes sur Arthur, roi de Cornouaille, qui ont servi de base aux romans et aux poèmes dont ce prince et les chevaliers de la Table-ronde sont les héros.

Les Saxons ont aussi laissé des chants nationaux, et dans beaucoup de ces chants, postérieurs à l'invasion danoise, les descendants d'Hengist et d'Horsa, vaincus à leur tour et devenus serfs sur la terre qu'ils avaient jadis conquise, gémissent douloureusement sous le joug étranger, comme les pauvres Bretons avaient gémi sous le leur.

Les Danois n'occupèrent que peu de temps le sol anglais, où leur passage a été constaté, non par leurs propres historiens, mais par ceux de la nation saxonne.

Les monuments de l'architecture abondent sur

le territoire anglais, et il n'est pas toujours facile d'assigner l'époque de leur origine. On y trouve quelques unes de ces énormes constructions attribuées aux Pélasges dans la Grèce et dans l'Italie, et que presque partout le peuple appelle *œuvre des géants*. Des pierres carrées soutenues sur des piliers de nombre impair y attestent le passage des druides. Des débris de chaussées et de murs sont les vestiges de la domination romaine; enfin, les Bretons et les Saxons, convertis à la foi chrétienne, ont laissé, sur une terre qui a produit tant de saints, de nombreux couvents et de belles églises, chefs-d'œuvre d'architecture gothique.

La langue des vieux Bretons semble avoir été le celtique, dont quelques mots passèrent dans l'idiome saxon avec lequel ils se combinèrent. L'invasion scandinave vint ajouter de nouveaux éléments à une langue qui ramassait de tout côté les mots de son dictionnaire.

L'usage de la monnaie était inconnu aux anciens Bretons, et des anneaux de fer ayant plus ou moins de valeur, selon leur poids et leur grandeur, leur en tinrent lieu lorsqu'ils eurent abandonné le commerce d'échange.

Les chefs saxons avaient le titre et les attributions des rois. Les premiers de ces chefs étaient

considérés par leur peuple comme les descendants d'Odin, le Jupiter de la mythologie scandinave, qui resta pour eux le type du héros guerrier, et dont ils s'appelèrent les fils lorsqu'ils furent devenus chrétiens. Les rois, tout-puissants en temps de guerre, étaient, pendant la paix, obligés de soumettre toutes leurs décisions à un conseil national appelé *wittena-gemot* (*assemblée des sages*), et composé des évêques, des comtes (*eorls*), de quelques seigneurs (*thanes*) et de tous les grands propriétaires. Son consentement était indispensable à la validité des lois; mais il paraît qu'outre le wittena-gemot il y avait une assemblée populaire qui, par ses acclamations, consacrait la loi.

Les habitants, divisés en hommes libres et en esclaves, étaient subdivisés en un assez grand nombre de classes qu'il n'est pas aujourd'hui facile de reconnaître.

La punition des crimes était rachetable par une amende proportionnée à la qualité de la partie lésée.

Telles sont, à peu près, les seules notions qui nous restent sur les mœurs et la constitution des Saxons, notions incertaines qui, depuis longues années, offrent de nombreux sujets de débat aux historiens, aux publicistes et aux archéologues anglais.

Terminant ici ce court aperçu, nous reprendrons immédiatement le récit des faits, et entrerons dans ce qu'on considère comme étant plus spécialement l'histoire d'Angleterre : non sans remarquer toutefois que c'est sur le territoire de notre France que naquit le héros qui commence cette histoire, et qui sut à la fois conquérir l'Angleterre et lui donner une puissante nationalité.

DEUXIÈME PARTIE.

V.

Origine des Normands.—Harold.—Invasion norwégienne.—Tostig.—Invasion normande.—Bataille d'Hastings.—Destruction de la nationalité anglo-saxonne.

1066.

La conquête de l'Angleterre par le duc de Normandie ne fut pas seulement un changement de dynastie; elle bouleversa complètement la constitution et les mœurs du pays sur lequel elle s'étendit, et s'empara même de la langue, qui, pendant long-

temps, fut remplacée par le français dans les actes publics.

Les hommes du nord (north-men, *men* hommes, *north* le nord) s'étaient établis en France vers le commencement du xe siècle, et le roi Charles le Simple leur avait cédé la Neustrie, dont ils changèrent le nom en celui de Normandie. Cette province était entre leurs mains et portait le titre de duché lorsque Guillaume le Bâtard, un de ses ducs, prétendit avoir des droits sur la couronne d'Angleterre, dévolue à Harold, fils de Godwin.

Nous avons vu se préparer la conquête, d'abord par l'invasion lente des favoris normands du roi Edward, et ensuite par le malencontreux voyage d'Harold en Normandie, et le serment que lui fit faire le duc Guillaume, serment qui, pour lui avoir été extorqué, n'était pas moins considéré comme obligatoire.

A peine Harold eut-il été couronné roi d'Angleterre, que Guillaume l'envoya sommer, en ces termes, de lui céder le trône : « Guillaume, duc de » Normandie, te rappelle le serment que tu lui as juré » de ta bouche et de ta main sur de bons et saints re- » liquaires. » Harold répondit au message : « Il est » vrai que j'ai fait un serment à Guillaume; mais » je l'ai fait me trouvant sous sa force; j'ai promis

» ce qui ne m'appartenait pas ; car ma royauté n'est » point à moi, et je ne saurais m'en démettre sans » la volonté du pays..... » L'ambassadeur porta la réponse d'Harold à Guillaume, qui répliqua par un second message dans lequel il reprochait à Harold son parjure et le sommait de nouveau de tenir son serment. Harold n'ayant pas fait droit à ce second message, Guillaume jura que, dans l'année, il viendrait punir son manque de foi.

Le parjure d'Harold, blâmable, non parce que le serment avait été prêté sur de redoutables reliques, mais bien parce qu'en le prêtant Harold avait eu la pensée de le violer, et qu'il ne l'avait fait que pour se débarrasser de Guillaume qu'il redoutait, ce parjure, disons-nous, avait soulevé contre lui toute la chrétienté, et particulièrement le pape Grégoire VII, qui aimait mieux voir l'Angleterre au pouvoir des Normands, fidèles sujets du saint-siége, qu'entre les mains des Saxons, souvent révoltés contre sa souveraine puissance.

Grégoire VII approuva l'expédition que Guillaume projetait contre l'Angleterre, et sur laquelle celui-ci avait eu l'habileté de l'envoyer consulter ; et, de plus, le pape envoya au duc un étendard béni et un anneau contenant un cheveu de saint Pierre enchâssé dans un diamant de prix.

Guillaume trouva les Normands moins favorables à son entreprise ; il eut peine à les décider ; et, pour y parvenir, il promit des terres à tous les gentilshommes qui le suivraient, puis il fit publier à son de trompe, dans les contrées voisines, qu'il offrait une forte solde et le pillage de l'Angleterre à tout homme robuste et de haute taille qui voudrait le servir de la lance, de l'épée ou de l'arbalète. Tous les aventuriers de l'Europe accoururent à cet appel ; tous firent leurs conditions, et Guillaume n'en refusa aucun.

Le printemps de l'année 1066 fut employé à la construction des vaisseaux qui devaient transporter en Angleterre l'armée du duc de Normandie, dont le lieu de rendez-vous fut fixé à l'embouchure de la Dive, petite rivière qui se jette dans l'Océan entre la Seine et l'Orne. Les vents contrarièrent longtemps les projets de Guillaume. Constamment, pendant la traversée, le vaisseau qui le portait se trouva séparé du reste de la flotte, et le duc n'eut pas trop de tout son courage pour vaincre la tristesse de ses soldats qu'alarmaient ces sinistres présages, signes certains, disaient-ils, du peu de faveur que Dieu accordait à une entreprise injuste.

Pendant que l'Angleterre était menacée par le duc de Normandie, elle se vit assaillie par un ennemi sur lequel elle ne comptait pas. Une flotte

conduite par le roi de Norwége fit voile vers le rivage oriental de l'Écosse, où elle se combina avec une autre flotte commandée par Tostig, l'un des fils du patriote Godwin, qui, pour venger les souffrances d'une ambition que son frère, le roi d'Angleterre, n'avait pas pu ou n'avait pas voulu satisfaire, ne craignit pas d'appeler les étrangers dans son pays.

Le roi d'Angleterre se préparait à repousser Guillaume, lorsqu'il apprit qu'une partie de son royaume était envahie par les Norwégiens. Ne voyant pas arriver la flotte normande, il abandonna la côte qu'il gardait et marcha contre les Norwégiens. Tout à coup ceux-ci aperçurent un nuage de poussière qui s'élevait à quelque distance d'eux, et le roi de Norwége demanda à Tostig ce que ce pouvait être : le Saxon répondit que ce ne pouvait être que des Anglais qui venaient demander grâce, et lorsque l'armée d'Harold arriva, elle surprit l'armée norwégienne qui, à cause de la chaleur, s'était dépouillée de ses armes. Le roi scandinave ne se découragea pas pourtant, il déploya son étendard qu'il appelait *le ravageur du monde*, et, parcourant les rangs, monté sur son cheval noir, il chanta, selon la coutume de son pays, des vers improvisés dont il nous est resté ce fragment :

« Combattons, marchons, quoique sans cuirasses, » sous le tranchant du fer bleuâtre; nos cas» ques brillent au soleil, c'est assez pour des gens » de cœur ! »

Avant de commencer le combat, Harold envoya des messagers offrir à son frère Tostig la paix et ses anciens honneurs. « Voilà de bonnes paroles, dit » Tostig, mais qu'y aura-t-il pour mon fidèle allié, » le roi de Norwége? —Il aura, reprit le messager, » sept pieds de terre anglaise ou un peu plus, car » sa taille passe celle des autres hommes. — Dis » donc à mon frère, répondit Tostig, qu'il n'y aura » jamais qu'un menteur qui puisse raconter que le » fils de Godwin a délaissé le fils de Sigurd (le roi » de Norwége). »

Harold livra la bataille, et l'armée norwégienne, complètement défaite, perdit Tostig, la plupart de ses chefs et même son roi nommé Harold comme le monarque anglais. Ce dernier lui offrit la paix qu'elle accepta, et Olaf, le fils du roi mort, remonta sur ses vaisseaux pour retourner en Norwége avec les débris de l'armée.

Trois jours après cette victoire d'Harold, le 28 septembre 1066, les troupes normandes abordèrent sans résistance dans la baie de Pevensey, sur la côte sud-est de l'Angleterre. Toute l'armée étant débar-

quée, le duc de Normandie quitta son navire et descendit sur la terre d'Angleterre. Au moment où son pied touchait le sol, il trébucha et tomba. « Dieu nous garde, crièrent quelques voix, mais » voilà un mauvais signe! » Guillaume se releva et dit d'une voix ferme : « Qu'avez-vous? Quelle » chose vous étonne? J'ai saisi cette terre de mes » mains, et, par la splendeur de Dieu, aussi loin » qu'elle puisse s'étendre, elle est à moi, elle est à » vous! » Le calme du duc rendit l'assurance à son armée, qui se mit en marche vers la ville d'Hastings, peu distante de Pevensey.

Harold, vainqueur des Norwégiens, n'eut pas plutôt appris le débarquement du duc de Normandie, qu'il se mit en marche pour aller à sa rencontre. Il pressait le pas, pour éviter à ses sujets les ravages des terribles Normands devant lesquels tout fuyait, et il ne voulut pas attendre les troupes que devaient lui amener les gouverneurs de différentes provinces, en sorte qu'il se présenta devant Guillaume avec une armée quatre fois moins considérable que celle du duc. Des espions envoyés dans le camp normand racontèrent avec étonnement qu'il s'y trouvait plus de prêtres que de soldats. Ils avaient pris pour des prêtres les soldats normands qui portaient les cheveux courts et la barbe rasée. « Ceux que vous avez

» trouvés en si grand nombre, répondit Harold, » ne sont pas des prêtres, mais de braves gens de » guerre qui nous feront voir ce qu'ils valent. » Vainement conseilla-t-on à Harold de se retirer vers Londres en ravageant le pays : il craignait de faire souffrir le peuple qui s'était confié à lui, et il préféra tenter les chances de la bataille.

Guillaume envoyait à Harold message sur message, pour le sommer de lui rendre la terre d'Angleterre, dans laquelle il lui offrait ensuite les plus grands avantages. Mais Harold sentait qu'il ne s'agissait pas seulement de la perte de sa couronne, mais bien de celle de la nationalité saxonne; il fit appel à tous les patriotes, et, chaque jour, on voyait arriver à son camp des volontaires, gentilshommes et bourgeois, armés à la hâte, et même des moines qui sortaient de leur couvent pour se rendre à l'appel du pays. Mais ces hommes, peu nombreux et mal disciplinés, étaient bien peu capables de résister à l'armée normande.

Lorsque l'heure du combat fut prochaine, un des frères d'Harold, nommé Gurth, tenta de le détourner d'y assister. « Harold, lui disait-il, tu ne peux » nier que, soit de force, soit de bon gré, tu aies » fait au duc Guillaume serment sur le corps des » saints. Pourquoi t'aventurer aux hasards d'un

» combat avec un parjure contre toi? Nous qui n'a-
» vons rien juré, la guerre est pour nous de toute
» justice, car nous défendons notre patrie. Laisse-
» nous donc seuls livrer bataille; tu nous se-
» courras si nous plions, et, si nous mourons, tu
» nous vengeras. » Mais Harold n'écouta rien et il résolut de conduire lui-même ses troupes au combat.

Le 13 octobre 1066, les deux armées se trouvèrent en présence au point du jour. Les Normands commencèrent l'attaque et furent d'abord repoussés. Un moment, les envahisseurs furent frappés d'une terreur panique; le bruit courut que Guillaume avait été tué, et l'armée se débandait lorsque le duc, se découvrant la tête, s'élança au devant des fuyards qu'il rallia en les menaçant de sa lance et en leur criant : « Me voilà, regardez-moi, je vis
» encore, et je vaincrai avec l'aide de Dieu. »

Les troupes normandes retournèrent vainement à l'assaut; elles ne purent entamer le camp ennemi jusqu'au moment où Guillaume donna ordre à mille cavaliers de sembler prendre la fuite; les Saxons les poursuivirent, et le duc de Normandie n'eut pas beaucoup de peine à les mettre en déroute lorsqu'une fois ils se furent laissé prendre à son stratagème.

Les Anglais firent d'incroyables et inutiles efforts; Harold et ses frères tombèrent morts au pied de l'étendard national qui fut arraché et remplacé par le drapeau béni envoyé par le pape. Les débris de l'armée anglaise, sans chef et sans drapeau, prolongèrent la lutte jusqu'à la fin du jour, tellement que les combattants ne se reconnaissaient plus qu'au langage.

Le lendemain, le duc de Normandie, qui, pendant la bataille, avait eu un cheval tué sous lui, fit faire l'appel des combattants normands; il en manquait beaucoup qui gisaient morts ou mourants à côté des Anglais. Ceux qui survécurent eurent pour premier butin la dépouille des ennemis.

Les femmes des Saxons morts pour la patrie vinrent, en tremblant, ensevelir leurs cadavres; on eut peine à reconnaître celui du roi Harold complétement défiguré par les blessures. Il fut racheté au prix de dix marcs d'or par les religieux d'un monastère qu'il avait fondé.

Longtemps après ce fatal combat, le peuple crut voir, par une touchante illusion, des traces de sang à l'endroit où il s'était livré. Le vainqueur fit vœu d'y ériger un couvent, et, lorsqu'il accomplit ce vœu, le grand autel du nouveau monastère fut élevé au lieu même où avait été planté l'étendard saxon.

Ce monastère, dédié à saint Martin, prit le nom d'*Abbaye de la bataille*, et jusqu'ici ce nom est resté à toute la partie du pays qui servit de théâtre à cette mémorable action.

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

VI.

Guillaume.— Edwin et Morkar.— Edgar.—Stigand.—Sacre de Guillaume.— Il passe en Normandie.—Soulèvement.— Retour du roi. — Concessions aux habitants de Londres.— Pacification de l'Ouest.—Conquête du Nord.—Le fils d'Harold.—Prise d'Yorck.—Eldred.—Nouveaux soulèvements. —Soumission.—Guerre, famine, peste.—Outlaws.— Pacification générale.

DE 1066 à 1071.

Après la victoire d'Hastings qui mettait l'Angleterre entre les mains de Guillaume, le premier soin du conquérant fut de soumettre la côte pour s'assurer des communications faciles avec la Normandie. Il assiégea et prit la ville et le château de Douvres et bientôt soumit la province de Kent qui stipula

qu'elle conserverait la liberté dont elle avait joui sous les anciens rois.

Cependant le reste de l'Angleterre était encore en armes, et Guillaume se dirigea vers Londres, centre de la résistance. Le parti national manquait de chef; les frères d'Harold étaient morts en combattant pour la patrie, et ses deux fils en bas âge ne furent pas même proposés. Le nord de l'Angleterre voulait élire Edwin et Morkar, chefs de la Northumbrie et de la Mercie, et beaux-frères d'Harold, tandis que le sud et Londres désignaient un jeune neveu du roi Edward, Edgar, surnommé *Etheling* ou *l'illustre*, parce qu'il descendait d'un grand nombre de rois.

Quelques évêques patriotes soutinrent ce dernier concurrent, tandis que la plupart des prélats voulaient qu'on reconnût pour roi l'homme qui venait avec une bulle du pape. Cependant Edgar fut nommé par le conseil national; mais, à peine fut-il proclamé roi, qu'Edwin et Morkar, qui avaient promis de le mettre à la tête des troupes, rétractèrent leur promesse et se retirèrent avec leurs soldats. Cette défection affaiblit le parti national, Guillaume s'empara facilement des environs de la capitale, et bientôt le roi Edgar, les prélats, les gentilshommes et les principaux citoyens de Londres, for-

cés par la nécessité, se rendirent au camp normand où ils firent leur soumission, livrant des otages et faisant serment de fidélité à l'envahisseur qui, en retour, leur promit d'être doux et clément, ce qui n'empêcha pas ses troupes de tout dévaster en se rendant à Londres, où Guillaume n'entra que lorsqu'on y eut construit une forteresse qui fut destinée à devenir sa résidence.

Le duc de Normandie, possesseur de Londres, prit le titre de roi d'Angleterre, et bientôt il songea à se faire couronner selon l'ancien usage. Stigand, archevêque de Canterbury, qui s'était courageusement montré dans les rangs des patriotes, refusa de venir sacrer le nouveau roi dans l'église de Westminster (monastère de l'ouest), et la cérémonie fut faite par l'archevêque d'Yorck, sans que l'élection préalable eût eu lieu; l'assentiment du peuple fut pourtant demandé, vain simulacre, souvenir des anciens temps.

Au commencement de la cérémonie, l'évêque de Coutances, s'adressant en langue française aux Normands, leur demanda s'ils voulaient que leur chef prît le titre de roi, en même temps que l'archevêque d'Yorck demanda aux Anglais s'ils acceptaient pour chef le duc de Normandie. Les bruyantes acclamations par lesquelles les Saxons et les Normands ré-

pondirent furent entendues des cavaliers normands postés au dehors de l'église, et prenant ces cris joyeux pour un commencement de révolte, ils mirent le feu à la ville, selon l'ordre que leur en avait donné le duc. Le tumulte suspendit la cérémonie, et il ne resta pour l'achever en hâte que Guillaume, l'archevêque d'Yorck et quelques prêtres tremblants, seuls témoins du serment que fit le nouveau roi de traiter le peuple anglais aussi bien que l'avait fait le meilleur des rois élus par lui.

Le jour même du couronnement, les otages qu'on avait livrés furent emprisonnés et les citoyens subirent un énorme tribut de guerre. Morkar et Edwin, effrayés, vinrent rendre hommage à Guillaume, sans que les provinces qu'ils gouvernaient se soumissent au joug étranger.

Le nouveau roi ne s'occupa pas d'abord de subjuguer les provinces insoumises, et le premier soin de son armée fut de se partager les richesses du territoire conquis. On fit l'inventaire de toutes les propriétés. On s'enquit des noms des Anglais morts en combattant, de ceux qui avaient survécu à la défaite, et même de ceux qui avaient eu dessein de se rendre sous les drapeaux. Les biens de ces trois classes d'hommes furent saisis et ils furent, eux et leurs enfants, déshérités à tout jamais. Les

immenses richesses que produisit cette spoliation servirent de paie aux soldats du duc de Normandie, qui retint pour sa part le trésor des anciens rois, l'orfèverie des églises et tout ce qu'on trouva de plus précieux dans les magasins des marchands. Une portion de butin fut envoyée au pape avec l'étendard d'Harold, et les églises normandes, dans lesquelles on avait prié pour le succès de l'expédition, furent dotées aux dépens des églises d'Angleterre. Les capitaines eurent de vastes domaines, des châteaux, des bourgades et des villes entières, et les simples vassaux eurent de petites portions de territoire. Un seul Normand ne voulut rien accepter, alléguant, pour motiver son refus, « qu'il avait » suivi son seigneur en Angleterre parce que tel » était son devoir; mais que le bien volé ne le tentait » pas. » Ce chevalier, pauvre et d'obscure origine, se nommait Gilbert, fils de Richard.

On ne sait pas précisément quelles étaient à cette époque les provinces soumises à l'autorité de Guillaume; mais, quelque temps encore après la conquête, une partie de l'Angleterre reconnaissait pour roi le jeune Edgar, captif du duc de Normandie.

Les commencements du règne des Normands furent ce que sont d'ordinaire les dominations conquises à la pointe de l'épée; d'autant plus violentes

qu'elles se sentent moins de racines dans le pays; d'autant plus brutales, que nul lien d'affection ou de parenté ne lie les envahisseurs aux habitants du sol, d'autant plus avides de jouir, qu'établies d'hier sur cette terre, elles ne sont pas sûres d'y être encore demain. D'ailleurs, certains d'être haïs du peuple subjugué, peu importe aux conquérants de se rendre plus haïssables.

Depuis longtemps, l'impôt levé comme tribut de soumission au saint-siége, et appelé *denier de saint Pierre,* ou *Romescot,* avait été aboli; Guillaume le rétablit, en reconnaissance de l'aide que lui avait prêtée le pape.

Les Saxons du sud de l'Angleterre, en proie aux exactions et aux outrages, semblaient soumis au conquérant dont le joug les écrasait. Guillaume résolut de ranger sous son obéissance les provinces du nord, pour être réellement roi de toute l'Angleterre. Mais, avant de courir les chances d'un nouveau combat, il voulut mettre en sûreté ses richesses acquises et résolut de les transporter en Normandie. A cet effet, le roi d'Angleterre s'embarqua à Pevensey, au lieu même où, six mois auparavant, il avait mis le pied sur le sol britannique, avec le simple titre de duc de Normandie.

Le conquérant laissait, comme gouverneur de

son nouvel État, son frère Odon, évêque de Bayeux; les places fortes et les villes de quelque importance étaient confiées à des chevaliers normands; enfin, Guillaume traînait à sa suite, comme pour leur faire honneur, mais, en effet, pour s'assurer de leurs personnes, tous les Anglais qui lui inspiraient quelque crainte, parmi lesquels on distinguait le jeune Edgar-Etheling, l'archevêque Stigand et les deux frères Edwin et Morkar.

Le retour de Guillaume en Normandie fut signalé par de brillantes fêtes, au milieu desquelles il ne tarda pas à apprendre qu'une partie de ses nouveaux sujets s'était soulevée. Les Anglais révoltés avaient appelé pour les secourir Eustache, comte de Boulogne, sans songer que, s'ils parvenaient à s'affranchir à l'aide d'un étranger, cet étranger voulant à son tour régner sur eux, ils n'auraient fait que changer de maître.

La nouvelle de la révolte engagea Guillaume à hâter son retour en Angleterre, où il trouva la ville de Londres dans la plus grande fermentation. N'espérant pas vaincre l'esprit patriotique de la capitale par la force, il résolut de séduire le peuple par des fêtes et surtout par les apparences d'une douceur qui était loin de son esprit. Profond politique, il était aussi astucieux que violent; il savait obtenir par la

ruse ce qu'il désespérait d'obtenir par la force. Il rassembla autour de lui, aux fêtes de Noël, les chefs et les évêques saxons; il les accabla de caresses, et, après avoir ainsi gagné une partie des gens en crédit, il se tourna vers le peuple de Londres, auquel il adressa une proclamation en langue saxonne : « Apprenez tous, y disait-il, quelle est » ma volonté; je veux que tous, tant que vous êtes, » vous jouissiez de vos lois nationales comme dans » les jours du roi Edouard, que chaque fils hérite » de son père après les jours de son père, et que » nul de mes hommes ne vous fasse tort. » Il y avait loin de là aux violences passées. Le peuple est oublieux, il crut à la sincérité des promesses de Guillaume.

Après s'être ainsi assuré la fidélité de la capitale, le nouveau roi songea à réduire les provinces révoltées ou non encore soumises, et il dirigea ses armes contre le comté de Devon dont les habitants, soutenus de ceux du comté de Cornwall et encouragés par la présence de la famille d'Harold, refusaient de reconnaître son autorité. Vaincus à plusieurs reprises, les révoltés furent enfin obligés de se soumettre.

Les provinces du nord n'avaient pas encore subi le joug normand; pas un soldat étranger n'avait été

au delà de l'Humber, lorsque Guillaume marcha à la fois contre les provinces du nord et contre celles du centre.

Le jeune Edgar s'enfuit de la cour où, tout en le comblant d'honneurs, on le tenait captif. Il se réfugia en Écosse, et le roi de ce pays, Malcolm *Caenmore*, n'hésita pas à épouser sa sœur Marguerite : alliance menaçante pour Guillaume qui, en l'apprenant, se mit en marche et réduisit successivement Oxford, Warwick, Nottingham, Leicester, Derby et Lincoln, ce qui n'empêcha pas quelques villes du nord de proclamer roi le jeune Edgar.

On ignore où s'arrêtèrent les conquêtes du Normand dans cette seconde campagne, où il combattit l'armée anglaise non seulement dans les villes où les vieux patriotes s'étaient réfugiés, mais encore en plein champ. Dans ces rencontres, le parti national fut presque toujours vaincu par les forces supérieures et mieux disciplinées de l'étranger. Une fois, un des fils d'Harold, à la tête d'une petite armée saxonne, eut l'avantage et menaça de ranimer la guerre dans les provinces de l'ouest qui se soulevèrent en sa faveur. Mais le fils d'Harold voulait être roi, comme, de son côté, Edgar prétendait l'être. Il était soutenu par les populations de l'ouest comme Edgar l'était par celles du nord, et les prétentions

rivales de ces deux jeunes hommes, qui ne surent pas sacrifier leur ambition personnelle au salut de la patrie, contribuèrent à la ruine totale du parti national. Le fils d'Harold, réduit à toute extrémité par Guillaume, se vit forcé de chercher un refuge en Irlande.

Yorck, qui pendant deux ans était restée au pouvoir du parti national, fut prise par les Normands qui y bâtirent une de ces citadelles dont ils hérissaient le pays à mesure qu'ils s'en emparaient. Situées au sein des villes, ces redoutables forteresses les dominaient, et les troupes qui y étaient enfermées pouvaient, à la moindre apparence de révolte, ruiner les malheureuses places qu'elles semblaient protéger. Ces citadelles étaient comme des aires d'où, semblables à l'aigle, les vainqueurs fondaient sur leur proie, et où ils se retiraient chargés de butin, après avoir porté le fer et le ravage dans toute la contrée.

Les exactions des Normands n'avaient pas de bornes; rien n'était respecté, et l'archevêque d'Yorck, ce même Eldred que nous avons vu sacrer Guillaume, au refus du patriote Stigand, sentit vivement ce qu'était le joug de l'étranger. Désespéré des malheurs de sa patrie, il se rend au quartier du roi auquel il parle en ces termes : « Ecoute-

» moi, roi Guillaume, tu étais étranger, et, malgré » cela, Dieu voulant punir notre nation, tu obtins, » au prix de beaucoup de sang, le royaume d'An- » gleterre. Alors je t'ai consacré roi, je t'ai cou- » ronné et béni de ma propre main ; mais aujour- » d'hui, je te maudis toi et ta race, parce que tu l'as » mérité, t'étant fait le persécuteur de l'Église de » Dieu et l'oppresseur de ses ministres. » Le roi normand écouta sans se troubler l'impuissante malédiction du vieux prêtre, qui mourut de douleur et de remords d'avoir contribué à l'établissement de la domination étrangère.

L'Angleterre était toujours insurgée sur quelque point ; les vainqueurs eux-mêmes se sentaient fatigués de leur conquête, et plusieurs chevaliers retournèrent en Normandie, n'osant faire venir leur famille sur une terre hostile où ils ne se sentaient pas fermement établis.

Les fils du roi Harold, réfugiés en Danemarck, firent, sur les côtes du sud-ouest, une descente qui ne servit qu'à les convaincre que leur cause était à jamais perdue. Peu de temps après leur vaine tentative, les provinces de l'ouest furent complètement pacifiées.

De plus heureux efforts furent tentés dans le nord, et le parti national, réuni aux Danois et aux Écos-

sais qu'il avait appelés à son secours, repoussa une armée normande dirigée contre la ville de Durham et parvint même à s'emparer d'Yorck. Cet avantage ne fut pas de longue durée, et la reprise d'Yorck fut, pour l'armée normande, le signal de noveulles victoires. Durham conquise fut dévastée ainsi que tout le territoire environnant, et les Normands ne s'arrêtèrent qu'après la soumission de toute l'Angleterre proprement dite, c'est à dire du territoire de l'île, à l'exception de l'Écosse et du pays de Galles, éternels refuges de la liberté. La dernière ville soumise fut Chester, et de la forteresse que les Normands y bâtirent, ils inquiétèrent puissamment leurs voisins du pays de Galles avec lesquels ils eurent de fréquentes guerres.

Lorsque Guillaume fut véritablement roi d'Angleterre, l'oppression n'eut plus de bornes, et parce qu'il pouvait tout, il se crut tout permis. Le pays fut dévasté, d'Yorck à Durham il ne resta pas un seul village habité. Le feu et le meurtre firent un désert de cette contrée, et quelques murs restés debout attestaient seuls qu'autrefois elle avait été habitée. Les champs restèrent sans culture, et les laboureurs, fuyant l'oppression et dédaignant de travailler pour leurs maîtres, se réfugièrent dans les bois et dans les montagnes, y menant une vie de

bandits pour échapper au pillage. Les Saxons ainsi réfugiés furent proclamés *outlaws*, c'est à dire *hors la loi*, et ce mot, resté dans la langue anglaise, signifie encore un bandit. Les *outlaws* devinrent, aux yeux du peuple, les véritables représentants du parti national, et leurs exploits furent célébrés dans les ballades et les légendes populaires.

La disparition des laboureurs et tous les autres malheurs de la conquête amenèrent une famine dont les Anglais souffrirent seuls, la Normandie servant de grenier aux conquérants. On vit des malheureux, affamés jusqu'à la démence, se nourrir de chair humaine, après avoir épuisé celle des chevaux, des chiens et des animaux immondes. Ce terrible fléau fut suivi de la peste qui s'étendit jusqu'aux provinces qu'avait respectées son affreuse compagne. Dignes auxiliaires de Guillaume, ces deux fléaux moissonnèrent ce que l'épée avait épargné.

VII.

Camp d'Ély. — Despotisme du clergé. — Walthcof. — Révolte de Robert. — Arrestation d'Eudes. — Doomesday. — Book. — — Assemblée générale. — État de la population. — Retour de Guillaume en France. — Sa mort et ses funérailles. — Caractère du duc de Normandie. — Système féodal.

DE 1071 A 1086.

Cependant les Danois s'étaient retirés en abandonnant leurs malheureux alliés. Le roi d'Écosse s'était soumis ainsi qu'Edwin et Morkar; en un mot, il n'y avait plus de rebelles dans un pays resté sans habitants.

A partir de ce moment, les Normands possé-

dérent presque tout le territoire, et il n'y eut sorte de persécutions qui ne s'exerçât contre les Anglo-Saxons soupçonnés d'être riches. Beaucoup quittèrent le sol de la patrie et furent mettre au service de seigneurs étrangers une épée dont ils ne pouvaient plus se servir pour la liberté.

Outre la multitude de Saxons fugitifs dont nous avons parlé précédemment, un puissant rassemblement se forma dans la partie marécageuse du comté de Cambridge connue sous le nom d'*île d'Ély*. Herward, l'un des plus braves des chefs saxons, en prit le commandement et se fortifia dans ce lieu qui prit le nom de *Camp du refuge*. Les outlaws des forêts et les réfugiés de l'île d'Ély, également outlaws, firent aux Normands une guerre de partisans dont ceux-ci finirent par triompher.

L'assujettissement de l'Angleterre aurait été incomplet sans celui du clergé. Presque tous les membres de l'Église d'Angleterre étaient d'ardents patriotes ; les évêques anglo-saxons se virent dépossédés sous différents prétextes. Le premier prélat déposé fut Stigand, archevêque de Canterbury, que nous avons vu refuser de sacrer Guillaume. Son siége fut donné, en 1071, à Lanfranc, moine lombard, que Guillaume voulait récompenser des services qu'il lui avait rendus près du pape, et pour

lequel l'évêché de Canterbury fut érigé en primatie.

Le reste des évènements du règne de Guillaume n'a guère d'importance historique. Quelques barons normands établis en Angleterre, mécontents du lot qui leur était échu en partage, se soulevèrent contre leur duc devenu roi et se réunirent à des Anglais mécontents. Guillaume réprima leur révolte et fit mettre à mort, en 1075, Waltheof, chef saxon, auquel il avait donné récemment en mariage sa propre nièce Judith. Dans la suite, les Saxons célébrèrent, comme un martyr de la cause nationale, ce Waltheof dont le seul titre était d'avoir pris part à une vaine conspiration tramée pour la défense d'intérêts purement personnels, et non pour la liberté du peuple anglais.

En 1076, Guillaume crut l'Angleterre assez tranquille pour retourner sur le continent où il avait à repousser les envahissements de plusieurs de ses voisins et la révolte de son fils aîné Robert, dit *Courte Heuse* ou *Courte Botte*. Sur le point de faire voile pour l'Angleterre, Guillaume avait promis à ce jeune prince de se démettre en sa faveur du duché de Normandie, si lui-même conquérait l'Angleterre. Robert le somma de tenir sa parole, et le vieux roi lui répondit *qu'il n'était pas dans l'usage de*

se déshabiller avant de se mettre au lit ; alors le fils se souleva contre le père, révolte coupable qui, dans ces siècles barbares, n'excitait point la juste horreur qu'elle inspire aujourd'hui.

Guillaume assiégea son fils dans la forteresse de Gerberoi où il s'était retiré, et on raconte que, dans une sortie de la garnison, Robert, armé de toutes pièces et la visière baissée, comme c'était alors l'usage, s'avança vers un guerrier également couvert de fer auquel il offrit le combat. Ils se battaient à outrance quand l'adversaire de Robert, touché au bras, fut renversé de cheval. Le jeune prince reconnut son père au cri que poussa le chevalier blessé, et, sautant à terre, il vola à son secours et le remit en selle en implorant son pardon. Rien ne put vaincre la colère de Guillaume contre son fils et en le quittant il le maudit.

Philippe Ier avait assisté Robert dans sa rébellion. Le monarque français, s'apercevant trop tard qu'il aurait dû user de tous ses moyens pour empêcher l'accroissement de puissance de son redoutable vassal, cherchait à l'affaiblir par des guerres intestines. Guillaume se porta en armes sur les terres de son suzerain, et c'est ainsi que la conquête de l'Angleterre par les Normands donna naissance à la longue rivalité qui coûta tant de sang à

deux peuples dignes de se comprendre et destinés à marcher à la tête des nations.

Pendant que Guillaume était sur le continent, son frère Eudes ou Odon, évêque de Bayeux et comte de Kent, qu'il avait laissé pour gouverner l'Angleterre, eut à réprimer quelques révoltes partielles, et en châtiant cruellement les Saxons rebelles il les aliéna plus encore. Guillaume, que d'autres causes de mécontentement animaient contre lui, résolut de le faire condamner pour crime de haute trahison, et comme personne ne voulait se saisir de lui à cause du caractère sacerdotal dont il était revêtu, ce fut Guillaume lui-même qui l'arrêta. Odon, saisi par ses vêtements, s'écria vainement qu'il était clerc, ministre du Seigneur, et que nul autre que le pape n'avait le droit de le juger. Guillaume répondit que ce n'était point un clerc qu'il jugeait, mais bien le comte de Kent son serviteur, et Odon fut jeté en prison, où il languit jusqu'à la mort de son frère.

L'an 1086, vingt ans après la première descente de Guillaume à Pevensey, on rédigea le recensement des propriétés, autrement dit le grand terrier de l'Angleterre, appelé le *doomesday book* ou livre du dernier jugement par les Anglo-Saxons dont il fut l'acte de dépossession définitif. Ce terrier, qui servit à régulariser la distribution des propriétés et

à asseoir l'impôt, est un des plus beaux monuments administratifs, non seulement du règne de Guillaume, mais encore de son siècle. Le nouveau roi voulut que les domaines tenus par les Normands lui payassent l'impôt que ces mêmes domaines payaient aux rois saxons. Les Normands regardaient la franchise des impôts comme un droit de conquête, et ils considéraient la condition de contribuable comme l'état spécial de la nation subjuguée. Plusieurs résistèrent avec succès aux réclamations de leur chef, et il se passa longtemps avant qu'on pût dire les Normands soumis à l'impôt territorial. Quant aux Anglais, outre l'impôt qu'ils payaient à leurs anciens rois, ils furent frappés d'une redevance nommée *taille* ou *taillage*.

Guillaume promulgua les lois les plus cruelles contre les braconniers ; mais ces lois ont rarement été appliquées en Angleterre, grâce à l'institution du jugement par jury dont l'origine se perd dans la nuit des temps et qui ne fut que rarement suspendue.

La chasse était une véritable passion pour les Normands. Des contrées entières furent converties en forêts, et toutes les forêts firent partie du domaine royal.

Il y eut, vers la fin de l'année 1086, une assem-

blée de tous les conquérants ou fils de conquérants convoqués pour renouveler leur serment de fidélité au roi Guillaume. Cette réunion ne présenta pas moins de soixante mille Normands, tous possesseurs d'une portion de terre au moins suffisante pour l'entretien d'un homme et d'un cheval, et le duc Guillaume lui-même avait pour sa part de conquête plus de quinze cents manoirs.

Quel était alors l'état des Anglo-Saxons soumis à la domination normande ? Les chefs avaient perdu leur pouvoir, les riches leurs biens, les hommes libres leur indépendance ; les esclaves eux-mêmes, devenus serfs de l'étranger, se voyaient moins bien traités par les conquérants qu'ils ne l'étaient par leurs anciens maîtres ; en un mot, tout ce qui n'était pas Normand sentait durement que l'Angleterre avait changé de maître.

L'an 1087, Guillaume quitta l'Angleterre qu'il ne devait plus revoir. Il voulait tirer vengeance des déprédations que le roi de France exerçait en Normandie, et une folle plaisanterie de ce prince l'anima plus encore contre lui. Guillaume était malade à Rouen, et comme il avait le ventre fort gros, Philippe demanda *quand la bonne dame d'Angleterre relèverait de ses couches. — Par la splendeur et la naissance de Dieu,* répondit Guil-

laume, *les cierges de mes relevailles seront vus de Paris !* Il tint parole, et, à peine rétabli, il ravagea la ville de Mantes. Comme il courait au milieu des ruines, son cheval s'abattit et le blessa grièvement au ventre. Le roi d'Angleterre fut transporté à Rouen, où il mourut au bout de six semaines, le 10 septembre 1087, en regrettant les injustices qu'il avait commises.

Les dernières paroles du conquérant furent : « Je » me recommande à madame Marie, sainte mère de » Dieu. » Il avait partagé son héritage entre ses fils : le duché de Normandie et toutes ses dépendances appartenaient à Robert avec lequel il ne s'était pas réconcilié ; l'Angleterre fut pour Guillaume, tandis que son plus jeune fils, Henri, eut pour sa part cinq mille marcs d'argent, somme très forte alors, mais faible héritage pour le fils d'un tel monarque. On dit que ce jeune prince s'étant plaint à son père de ce qu'il ne lui laissait aucun domaine, celui-ci lui répondit : « Sois tranquille et aie confiance en Dieu, » souffre que tes aînés te précèdent, ton temps » viendra après le leur ; » mais il est probable que cette prédiction fut inventée après l'évènement, lorsque, par la mort de ses aînés, Henri devint à la fois roi d'Angleterre et duc de Normandie.

Aussitôt que Guillaume fut mort, ceux qui l'en-

touraient l'abandonnèrent pour veiller à leurs intérêts. Les valets enlevèrent le mobilier qui se trouvait autour de lui et laissèrent son cadavre nu sur le plancher, où il resta plusieurs heures. Le clergé vint enfin prendre soin des restes abandonnés de celui qui, vivant, avait eu autour de sa personne tant de serviteurs empressés, et la dépouille mortelle du conquérant fut transportée de Rouen à Caen, sans qu'aucun parent ou aucun ami prît soin des obsèques ; personne n'avait aimé Guillaume, et il fut abandonné de tous quand on n'attendit plus rien de lui.

L'inhumation eut lieu dans l'église Saint-Étienne de Caen, et une simple dalle indique aujourd'hui cette sépulture. On allait descendre le corps dans la fosse, lorsqu'un bourgeois nommé Asselin se leva du milieu de la foule et dit à haute voix : « Clercs, évêques, ce terrain est à moi ; c'é-
» tait l'emplacement de la maison de mon père ;
» l'homme pour lequel vous priez me l'a pris de
» force pour bâtir son église. Je n'ai point vendu
» ma terre, je ne l'ai point donnée, je la réclame
» au nom de Dieu ; je défends que le corps du ra-
» visseur y soit placé et qu'on le couvre de ma
» glèbe. » La cérémonie fut suspendue ; les évêques s'entendirent avec Asselin, auquel on paya soixante

sous pour le lieu de la sépulture en s'engageant à le dédommager équitablement pour le reste du terrain.

Telle fut la fin du conquérant de l'Angleterre; pas une larme ne fut versée sur sa tombe, et sa fidèle épouse, la reine Mathilde, le regretta, seule peut-être. Elle se retira à Caen, fonda le couvent de l'abbaye aux dames, où elle se fit religieuse. C'est là, probablement, qu'aidée de jeunes filles normandes et saxonnes, elle broda de ses mains le fameux monument connu sous le nom de tapisserie de Bayeux, où sont retracés les évènements de la conquête.

Guillaume fut le premier homme de son temps en guerre aussi bien qu'en administration. Également remarquable par la sagacité, la circonspection, la prévoyance et le courage, il possédait à un haut degré la connaissance des hommes et avait un grand ascendant sur eux. Sa perfidie et sa cruauté n'avaient pas de bornes; mais il ne faut pas oublier que ces vices furent, en partie, ceux de son temps. Plusieurs de ses ennemis périrent par le poison, et on ne peut pas douter que ce ne fût par sa volonté. Il est curieux de lire aujourd'hui ce que dit de lui l'auteur de la *Chronique saxonne*, qui avait vécu à sa cour. « Il fut sage, énergi» que, majestueux, splendide, doux et généreux

» envers le clergé; mais si sévère et si violent, » que personne n'osait le contredire. Il mit des » comtes en prison et chassa des évêques de leurs » siéges. Il ravagea l'Écosse, et, s'il eût vécu deux » ans de plus, il aurait conquis l'Irlande. Les » hommes souffrirent beaucoup sous son règne. » Tous les moyens lui étaient bons pour avoir de » l'argent. Il fit de grands parcs qu'il emplit de gi- » bier, et quiconque tuait un cerf ou une biche » était condamné à perdre la vue. Il défendit de » tuer les cerfs et les sangliers et ordonna qu'on » les laissât en liberté. Les riches pleurèrent le plai- » sir qu'on leur enlevait, et les pauvres frémirent » de terreur; mais Guillaume était si dur, qu'il ne » s'inquiétait de la haine de personne. »

C'est à Guillaume que l'Angleterre dut l'introduction régulière du système féodal, dont il existait probablement quelques vestiges chez les Saxons, comme chez tous les peuples de race germanique. Ce système, dont nous avons parlé au long dans un précédent ouvrage (1), n'eut en Angleterre ni la même extension, ni les mêmes inconvénients qu'en France; aussi a-t-il subsisté bien plus longtemps dans le premier pays que dans le second;

(1) *Histoire de France abrégée, etc.*, par P. Roland; 1 vol. in-12, chez Armand Pougin, 49, quai des Augustins.

d'ailleurs, le pouvoir des seigneurs anglais se trouvait naturellement contre-balancé par celui du parlement, institution qu'on trouve en Normandie, mais à un état bien éloigné de la puissance du Wittena-gemot des Anglo-Saxons.

VIII.

Guillaume II, *le Roux*. — Robert lui dispute la couronne. — Opposition du clergé. — Lois de chasse. — Mort de Guillaume II. — Henri Ier, *Beauclerc*. — Robert. — Bataille de Tinchebray. — Edgar Atheling. — Guillaume, fils de Robert. — État des Anglo-Saxons. — Naufrage de la Blanche-Nef. — L'impératrice Mathilde. — Origine des Plantagenets. — Mort de Henri I.

DE 1087 A 1135.

Aussitôt que les fils du conquérant eurent entendu les dernières volontés de leur père, ils l'abandonnèrent pour courir chacun à sa part d'héritage. Guillaume se mit immédiatement en route pour l'Angleterre, et il apprit, à Calais, la mort de son

père. Il se hâta donc d'arriver à Winchester où était le trésor royal, dont il s'empara; puis, ayant fait assembler les chefs normands, il leur annonça la mort de Guillaume, fut élu roi par eux, et sacré dans la cathédrale de Winchester, par l'archevêque Lanfranc.

Robert songea à disputer la couronne à son frère, et les barons normands se trouvant presque également partagés entre eux, Guillaume sentit la nécessité de s'appuyer sur les Anglo-Saxons. Il leur fit de séduisantes promesses de liberté, et lorsque le ban de guerre fut publié, il ne s'en présenta pas moins de trente mille. La guerre ne dura qu'un an et elle se termina par un traité entre les deux frères. Les domaines que les amis de Robert avaient perdus pour avoir embrassé sa cause leur furent rendus, et ce prince fit l'abandon de ses prétentions pour des propriétés territoriales, et sous la condition que celui des deux frères qui survivrait à l'autre serait son successeur. Le roi d'Angleterre ne songea pas à tenir les promesses qu'il avait faites aux Anglo-Saxons, et lorsqu'ils cessèrent de lui être utiles, le joug retomba lourdement sur eux.

L'un des plus actifs promoteurs de la guerre entre les deux frères fut cet Eudes, évêque de Bayeux et comte de Kent, dont nous avons vu précédemment

l'arrestation. Guillaume mourant avait ordonné son élargissement, et le turbulent évêque profita de sa liberté pour fomenter la guerre civile; il embrassa le parti de Robert. Lorsque la guerre entre les deux frères fut terminée, il fut obligé de quitter l'Angleterre, poursuivi des imprécations du peuple, qui se souvenait qu'il avait su appesantir encore le joug du conquérant.

Outre la guerre entre Guillaume et son frère, le monarque anglais en poursuivit inutilement une autre contre les Gallois, toujours rebelles à l'autorité étrangère; et ces guerres firent écraser d'impôts le peuple épuisé. La chronique saxonne, que nous avons déjà eu l'occasion de citer, dit que « Guillaume II fut détesté de son peuple et odieux » à Dieu. »

Une sourde résistance se fit sentir pendant presque tout son règne et fut spécialement le lot du clergé. Des couvents entiers furent cruellement punis de ce que le fils du conquérant appelait leur rébellion; et des moines normands vinrent remplacer les moines saxons dans ces couvents dont Guillaume les dépouillait aussi facilement que les autres princes de son temps dépouillaient de leurs biens leurs sujets laïques. L'exemple de semblables rigueurs était inoui dans ces siècles de supers-

tition religieuse, où la cléricature était considérée comme un refuge assuré contre les puissants. Le pape souffrait patiemment des exactions qui, en d'autres temps, auraient attiré sur leur auteur les foudres du Vatican; parce que, comme nous avons déjà eu l'occasion de le remarquer, il protégeait le clergé normand bien plus soumis à Rome que celui de l'Angleterre.

La paix qui régnait entre les Normands fut encore troublée en 1094. Quelques chefs se soulevèrent contre le roi, et l'une des causes de leur révolte fut le droit exclusif sur les forêts d'Angleterre, que le conquérant s'était arrogé, et que Guillaume II maintenait rigoureusement.

La rigueur des lois de chasse fut sans contredit une des choses dont le peuple et les grands se plaignirent le plus sous le règne du *roi Roux,* nom sous lequel les chroniques désignent Guillaume. Il y eut bien aussi de lourdes corvées à faire pour l'érection de quelques monuments; mais le peuple, bon juge des rois, murmure surtout des actes de tyrannie qui ne tournent qu'au profit de leurs plaisirs. Une énorme étendue de terrain avait été dévastée et plantée en bois destinés aux chasses royales; bien des cabanes avaient été détruites, et les bêtes fauves avaient remplacé les pauvres Anglo-Saxons. On nommait ce lieu la *Forêt-*

Neuve, et il n'y avait sorte de contes superstitieux que le peuple ne fit sur un endroit arrosé de tant de larmes. Le ciel sembla vouloir sanctionner la haine des opprimés en rendant la Forêt-Neuve funeste à la race du conquérant. L'an 1081, Richard, fils aîné de Guillaume I, s'était blessé mortellement en chassant dans cette forêt; un autre Richard, fils aîné du duc Robert, y fut tué l'an 1100 par une flèche imprudemment tirée; enfin, la même année, Guillaume le Roux y périt lui-même de la manière que nous allons raconter.

Le roi avait ordonné une grande chasse à laquelle assistaient son frère Henri et plusieurs seigneurs, parmi lesquels on remarquait Gaultier Tyrrel, ami de Guillaume et son compagnon assidu. Les chasseurs se dispersèrent; mais Gaultier resta près du roi, et leurs chiens chassèrent ensemble. Un grand cerf s'avança entre eux; Guillaume essaya vainement de l'atteindre; la corde de son arbalète se brisa, et il s'écria : « Tire donc, Gaultier; tire donc, de par le diable. » Au même instant, une flèche vint le frapper dans la poitrine, et il expira sans prononcer un seul mot. Était-ce la flèche de Gaultier, était-ce celle d'un *outlaw* placé en embuscade? On ne l'a jamais su; mais le peuple et les moines n'ont pas manqué de la croire lancée par une main invisible,

peut-être même par le diable dont Guillaume avait prononcé le nom. Quoi qu'il en soit, Tyrrel s'enfuit en Normandie et gagna les terres de France, où il se crut à peine en sûreté.

Au premier bruit de la mort de Guillaume II, chacun courut à ses affaires, et son cadavre resta par terre, abandonné comme autrefois celui de son père. Des charbonniers qui le trouvèrent le mirent sur leur charrette, et ce fut ainsi que les restes du second roi normand s'acheminèrent vers le château de Winchester.

Au terme du traité conclu entre Guillaume et Robert, la couronne d'Angleterre appartenait à ce dernier; mais Robert était alors à la croisade, et quelques années avant la mort du roi d'Angleterre, il lui avait engagé son duché de Normandie, afin de se procurer de l'argent pour son expédition.

Henri, le plus jeune des fils du conquérant, résolut de s'emparer de la couronne, et il commença par se saisir violemment du trésor royal. Les partisans de Robert, qui se trouvaient sans chef, ne purent tenir contre ceux de Henri, qui, trois jours après la mort de son frère, fut solennellement couronné roi « par la grâce de Dieu et du consentement » de tous les barons du royaume, » comme il le dit

lui-même dans une charte datée du lendemain de son avènement.

Les partisans de Henri, que sa science littéraire a fait nommer *Beauclerc*, arguèrent en sa faveur que, seul des fils du conquérant, il était né en Angleterre. Mais Henri pensa qu'il lui fallait s'assurer le suffrage des Anglo-Saxons pour s'en appuyer contre les prétentions de son frère, qui revenait de la Palestine avec l'intention de revendiquer la couronne. Faisant donc ce qu'avait fait Guillaume II, il feignit de tendre la main aux Anglais, auxquels il s'adressa en ces termes : « Mes amis et féaux, na-
» tifs de cette terre où je suis né, vous savez que
» mon frère en veut à mon royaume. C'est un
» homme orgueilleux et qui ne peut vivre en paix.
» Il vous méprise manifestement, vous traite de lâ-
» ches et de gloutons, et ne désire que vous fouler
» aux pieds. Mais moi, comme un roi doux et pa-
» cifique, je me propose de vous maintenir dans
» vos anciennes libertés, et de vous gouverner,
» d'après vos propres avis, avec modération et sa-
» gesse. J'en ferai, si vous le demandez, un écrit
» signé de ma main, et je le confirmerai par
» serment. Tenez donc ferme pour moi, car si
» la bravoure des Anglais me seconde, je ne

» crains plus les folles menaces des Normands. »

L'écrit ou plutôt la charte promise par Henri fut en effet dressée; mais elle ne servit guère, et dès que Henri ne craignit plus rien, il la fit enlever des lieux où elle avait été déposée, et viola impudemment son serment.

Dans le temps où le roi faisait ces séduisantes promesses, il donnait aux Anglo-Saxons un autre gage d'alliance en épousant une femme de race anglaise, Édith, fille orpheline de Malcolm, roi d'Écosse, et de la reine Marguerite, sœur d'Edgar Atheling. On changea le nom tout saxon de la jeune reine en celui de Mathilde, qui sonnait mieux aux oreilles de ses sujets normands; ce qui ne les empêcha pas de se trouver offensés d'avoir pour reine une femme de cette race saxonne, qu'ils considéraient comme fort inférieure à la leur.

Robert arriva en Normandie, et Henri trembla sur son trône; mais ce monarque, que l'histoire nous représente comme un homme plein de ruse, sut bientôt amener à un traité celui dont il redoutait l'influence. Robert, se contentant du duché de Normandie, se désista de ses droits sur l'Angleterre, moyennant une pension annuelle de trois mille marcs d'argent. Le duc de Normandie stipula, en outre, le pardon de ceux qui l'avaient assisté; enfin

il fut arrêté, comme cela avait eu lieu déjà entre Robert et Guillaume, que les deux frères hériteraient réciproquement l'un de l'autre au détriment de leurs enfants. Robert abandonna à la jeune reine, sa belle-sœur, la pension, seul prix de son désistement, et, de retour en Normandie, il regretta cet acte de générosité et exprima ses regrets d'une manière peu flatteuse pour Henri. Celui-ci saisit ce prétexte pour envoyer une armée contre son frère. Vainement Robert, effrayé, offrit de se soumettre; Henri ne voulut rien entendre, il fallut tenter les chances de la guerre. Robert déploya en vain toutes les qualités d'un soldat et d'un capitaine, il fut vaincu à la bataille de Tinchebray, le 27 septembre 1106, et la Normandie passa entre les mains du roi d'Angleterre, qui, lâchement cruel au milieu de son triomphe, fit enfermer son malheureux frère dans la forteresse de Cardiff. Robert fut traité assez doucement jusqu'à ce qu'ayant, un jour, tenté de s'évader, le cruel Henri lui fit brûler les yeux. Le malheureux Robert survécut vingt-neuf ans à cet affreux supplice, et il supporta noblement une captivité qui ne finit qu'avec sa vie. Ce fut, sans contredit, le plus noble et le meilleur des fils du conquérant, et ses qualités, parmi lesquelles on doit compter la bonté et la bravoure, ne contribuèrent

pas moins que sa légèreté et sa prodigalité au désavantage constant qu'il eut sur ses deux frères inflexibles, habiles et intéressés.

Henri fit également prisonnier, à la bataille de Tinchebray, l'un des compétiteurs de son frère, cet Edgar Atheling qui sut si mal faire valoir ses droits à la couronne d'Angleterre. Edgar avait suivi Robert en Palestine, et, à la bataille qui décida du sort de celui-ci, il combattait à ses côtés. Henri qui ne redoutait rien de lui l'humilia par le pardon, et le descendant des anciens rois saxons, celui que sa naissance avait fait surnommer *l'illustre*, traîna, loin de la cour où il devait régner, une vie qu'il dut à la petite pension que lui faisait son heureux rival.

Le fils de Robert, nommé Guillaume, était encore enfant lorsque son père fut fait prisonnier. Il se retira à la cour du roi de France, et Louis VI, qui s'apercevait trop tard de la faute qu'il avait faite en laissant le roi d'Angleterre s'emparer d'une province française, tenta de reprendre en son nom la Normandie. Cette tentative échoua, et l'armée française perdit la bataille de Brenneville, en 1119. Louis VI renouvela vainement ses efforts au moment où il crut Henri frappé de stupeur par le naufrage de la *Blanche-Nef*, dont nous aurons occasion

de parler : la Normandie resta entre les mains des rois d'Angleterre jusqu'au règne de Jean-sans-Terre.

Le joug de Henri était devenu lourd aux Anglais dès qu'il n'avait plus eu d'ennemis extérieurs à redouter. Le roi haïssait ses sujets anglo-saxons qu'il accablait d'exactions. Il exigeait sans cesse de nouveaux tributs, et ces injustices devenaient chaque jour plus intolérables, puisqu'elles s'adressaient à un peuple dépouillé de tout, entièrement ruiné, et contre lequel on s'irritait de ce qu'il n'avait plus rien à perdre. On dit que des troupes de laboureurs se présentèrent plusieurs fois au roi et jetèrent à ses pieds leurs socs de charrue, comme pour déclarer qu'ils renonçaient à cultiver la terre.

L'oppresseur devait enfin trouver sa punition, et l'on ne doit pas s'étonner si le peuple considéra comme un jugement du ciel l'horrible malheur qui vint le frapper. Henri avait terminé glorieusement la guerre que le roi de France lui suscitait en Normandie. Une de ses filles était mariée à l'empereur d'Allemagne; son fils Guillaume, héritier présomptif de la couronne d'Angleterre, était reconnu duc de Normandie par le roi de France; en un mot, tout semblait lui sourire, lorsqu'une terrible catastrophe vint le frapper.

Le roi repassait de Normandie en Angleterre, et,

sur un autre vaisseau, se trouvaient Guillaume et plusieurs enfants naturels de Henri, suivis de tout leur cortége. Le vaisseau qui portait le roi partit, à la fin du jour, du port de Barfleur, et, quelques heures après, celui qui portait les princes mit également à la voile. Avant le départ, les matelots avaient demandé du vin, et les jeunes passagers leur en avaient fait distribuer avec profusion. Animés par le vin, les matelots faisaient force de rames pour atteindre le vaisseau du roi, lorsque arrivée au *Ras de Catte*, aujourd'hui le Ras de Catteville, la Blanche-Nef se brisa contre un écueil. On entendit du vaisseau du roi un long cri qu'on prit pour un signe de joie ; c'était le cri que poussaient les passagers de la Blanche-Nef, au moment de disparaître pour toujours au sein des flots. Tous ceux qui se trouvaient sur le vaisseau périrent au nombre de trois cents ; deux hommes se retinrent quelque temps à la grande vergue qui flottait sur l'eau ; mais un seul survécut : c'était un boucher de Rouen, nommé Bérauld, et ce fut de sa bouche qu'on apprit les détails de ce terrible naufrage.

On dit que, depuis ce temps, on ne vit plus sourire le roi Henri ; sa femme reposait à Winchester, sous une tombe où se lisait cette épitaphe : « Hic » jacet Mathildis regina.... ab Anglis vocata *Mold*

» *the gode quene.* Ci-gît la reine Mathilde, appelée » par les Anglais Mold la bonne reine. » Henri contracta un second mariage qui fut stérile, et toute sa tendresse se concentra sur sa fille Mathilde, impératrice d'Allemagne.

Six ans après le naufrage de la Blanche-Nef, c'est à dire l'an 1126, Mathilde devint veuve, et elle revint près de son père, qui la fit reconnaître héritière du royaume, en cas qu'il mourût sans postérité mâle. Le roi d'Écosse et Étienne, comte de Boulogne, furent les premiers qui prêtèrent serment de fidélité à la future reine. Mathilde épousa, l'an 1128, Geoffroy, fils aîné du comte d'Anjou, qui reçut le nom de Plante-genet ou Plantagenet, de l'usage où il était de mettre à son chaperon une branche de genêt fleuri en guise de plume. Les fêtes du mariage de Mathilde, qui ne durèrent pas moins de trois semaines, donnèrent lieu à l'une des plus bizarres proclamations dont l'histoire fasse mention. A l'ouverture de ces fêtes qui eurent lieu en Normandie, des hérauts en grand costume parcoururent les rues en criant à chaque carrefour : « De par le roi Henri, » que nul homme ici présent, habitant ou étranger, » riche ou pauvre, noble ou vilain, ne soit si hardi » que de se dérober aux réjouissances royales ; car » quiconque ne prendra pas sa part des divertisse-

» ments et des jeux sera coupable d'offense envers
» son seigneur le roi. »

L'an 1133, Mathilde donna le jour à un fils qui fut nommé *Henri-Fitz-Empress*, Henri fils de l'impératrice, titre que, par courtoisie, les Normands conservaient à la future reine. Les gentilshommes normands prêtèrent serment de fidélité à cet enfant, auquel Mathilde donna, bientôt après, deux frères, qui semblèrent assurer irrévocablement la couronne d'Angleterre à la postérité de Henri.

Ce monarque avait enfin atteint la paix qui l'avait fui pendant un règne de trente-six ans, lorsqu'il mourut, à Rouen, d'une indigestion, le 1er décembre 1135, à l'âge de soixante-sept ans.

IX.

Étienne.—Troubles du règne d'Étienne.—Mathilde.—Guerre civile. — Mort d'Étienne. — Mode de succession à la couronne.— Avènement de Henri II Plantagenet.—Possessions françaises de Henri.—Il fait hommage au roi de France.— Guerre de France.

DE 1135 A 1163.

A la mort de Henri I, Étienne, comte de Blois, que nous avons vu précédemment, avant tous les autres seigneurs, prêter serment à l'impératrice Mathilde et à son fils, Étienne neveu de Henri I, qui l'avait comblé de grâces, ne craignit pas de rechercher la couronne pour lui-même.

L'ordre de succession au trône n'était pas bien établi en Angleterre; plusieurs exemples avaient montré que, si le roi était toujours choisi dans la famille du conquérant, ce n'était pas invariablement le fils aîné du dernier roi. Étienne prétendit que Henri mourant l'avait déclaré son héritier au détriment de sa propre fille; et, comme Mathilde et son fils étaient en Normandie, et que Boulogne est moins éloigné de Londres que Rouen, il profita de ses avantages et obtint les suffrages du peuple anglais par de séduisantes promesses. La couronne d'Angleterre était soumise à l'élection, en même temps qu'elle était héréditaire; il fut proclamé roi et sacré à Westminster le 22 décembre 1135, vingt-deux jours après la mort de Henri I.

Le règne d'Étienne, si l'on peut donner le nom de règne à la déplorable anarchie qui suivit son avènement, fut un temps de malheurs pour l'Angleterre. Mathilde revendiqua ses droits et ceux de son fils; et la plupart des gentilshommes, même ceux qui avaient prêté serment à Étienne, se rangèrent du côté de l'impératrice. Toutefois, à travers l'obscurité de ces temps où manquent les historiens contemporains, il nous semble entrevoir que le peuple et le clergé étaient du parti d'Étienne.

Les Écossais profitèrent de la guerre civile pour faire une irruption en Angleterre, sous la conduite de leur roi David, oncle de l'impératrice Mathilde : ils étaient encore presque barbares, et leur cruauté n'eut pas de bornes.

Pendant qu'ils ravageaient l'Angleterre, Étienne était occupé à conquérir la Normandie, dont il s'empara à l'aide de ses sujets d'Angleterre et de bandes de Bretons-Français et de Flamands qu'il avait engagés à son service. Mathilde se vit donc complètement privée de son héritage.

Le chef du parti de Mathilde était Robert, comte de Glocester, son frère naturel, l'un des plus habiles capitaines de son temps. Il résolut de réintégrer sa sœur dans son héritage, et à cet effet, il la conduisit en Angleterre, quatre ans après l'usurpation d'Étienne. Après bien des combats dont on ne connaît pas les détails, Étienne fut fait prisonnier dans une bataille livrée près de Lincoln, l'an 1141, à la suite de laquelle Mathilde fut déclarée reine.

Il paraît que, durant les six années qu'avait duré le règne d'Étienne, il s'était aliéné à la fois le peuple et le clergé ; car Mathilde fut reçue avec acclamation par les habitants de Londres.

Ivre de sa victoire, la reine ne sut pas la ména-

ger, et en même temps qu'elle refusait à la femme d'Étienne de rendre la liberté à son époux, bien que celui-ci offrît de renoncer à toutes ses prétentions, elle repoussa avec dédain la sommation qui lui fut faite de rétablir les lois du roi Edouard. Les citoyens de Londres résolurent de la faire prisonnière et de ne lui rendre la liberté que lorsqu'elle consentirait à ce qu'ils désiraient. Avertie à temps, elle s'échappa de Londres pendant la nuit, et établit son quartier général à Oxford. Les habitants de Londres se joignirent alors au parti d'Étienne; l'armée de la reine fut défaite; Robert de Glocester fut fait prisonnier, il n'obtint la liberté qu'en échange de celle du roi Étienne, et Mathilde elle-même n'échappa qu'en se faisant passer pour morte et porter dans un cercueil au château de Glocester.

La lutte continua entre les deux partis avec des vicissitudes diverses. De romanesques aventures y trouvèrent place, et l'impératrice, assiégée dans Oxford en 1142, s'échappa à la faveur d'une nuit neigeuse pendant laquelle elle sortit de la ville, couverte de vêtements blancs, ainsi que les trois personnes qui la suivaient.

Cette malheureuse guerre, également lourde aux Anglais et aux Normands, dura, presque sans relâche, jusqu'à l'an 1147, où Mathilde retourna

dans le duché de Normandie, qui, arraché à Étienne, était revenu dans ses mains.

Henri était âgé de quatorze ans, lorsque mourut son oncle, le comte de Glocester, qui depuis trois ans l'avait amené en Angleterre, où il avait pris soin de son éducation. Le jeune prince retourna en Normandie, et Étienne semble avoir régné paisiblement pendant les deux années qui suivirent la mort de Robert.

Henri II fut de bonne heure un puissant prince ; il tenait la Normandie du chef de sa mère, et la mort de son père l'avait laissé comte d'Anjou. L'an 1150, il épousa Éléonore d'Aquitaine, femme répudiée de Louis VII, l'une des plus riches héritières de l'Europe, et par ce mariage il réunit à ses domaines paternels et maternels ceux de sa femme qui s'étendaient de la Loire aux Pyrénées. Le mariage de Henri avec Éléonore fut une cause de plus ajoutée à toutes celles qui préparaient la longue et cruelle rivalité de la France et de l'Angleterre, rivalité dont notre France souffrit plus encore que l'Angleterre, puisqu'elle fut presque toujours le théâtre de la lutte.

Après s'être débarrassé de quelques petites guerres qu'il eut à soutenir pour la Normandie et pour l'Anjou; après avoir fait la paix avec le roi de

France, et s'être ainsi assuré la tranquille possession des domaines qu'Éléonore lui avait apportés en dot, Henri songea à tourner ses armes contre l'Angleterre. Il y débarqua avec une armée ; mais les seigneurs des deux partis amenèrent bientôt les compétiteurs à conclure la paix. Étienne ne demandait pas mieux, et dans un conseil général tenu à Winchester au mois de novembre 1153, il fut convenu qu'il conserverait la couronne, sa vie durant, et qu'il adopterait pour fils Henri, qui serait roi après la mort d'Étienne ; le fils d'Étienne devait lui succéder au comté de Boulogne, et recevoir de Henri un brillant apanage. Étienne mourut peu de temps après cet arrangement qui fut suivi de point en point.

Sous le règne de ce prince, nous avons vu le conseil national disposer presqu'à son gré de la couronne qu'il donna d'abord à Étienne, puis à Mathilde quand celui-ci lui sembla avoir démérité. Peu de temps après, Étienne redevint roi par la volonté de ce conseil, et enfin, lorsque la paix fut conclue entre Étienne et Henri, ce ne fut pas l'impératrice Mathilde qui fut élue reine, mais bien son fils qui fut proclamé roi sous le nom de Henri II. Ces faits divers servent à constater l'importance de la volonté du peuple anglais dans le choix de ses rois, et ils

montrent comment, dans son origine, cette couronne fut à peu près élective.

A la mort d'Étienne, Henri II monta sur le trône d'Angleterre sans qu'on soulevât aucune difficulté contre lui, et le nom de Plantagenet qu'avait porté son père devint celui d'une race qui régna sur l'Angleterre jusqu'au XV[e] siècle.

Aucun prince ne donna à son avènement d'aussi brillantes espérances que le roi Henri II; les Anglo-Saxons espérèrent un peu plus de bonheur et de liberté qu'ils n'en avaient goûté sous les règnes précédents; ils se disaient que dans ses veines coulaient quelques gouttes de sang saxon, que ce prince devait à son aïeule, la *bonne reine Mold*. Du reste, Henri réalisa en partie les vœux de ses sujets, et c'est sous lui que commence la fusion de la race anglaise et de la race normande qui devait mettre plusieurs siècles à s'accomplir.

Les premiers pas de Henri furent ceux d'un habile réformateur. Il promulgua une charte qui confirmait celle de son aïeul, après quoi il prit possession des nombreux châteaux dont les turbulents seigneurs s'étaient emparés au milieu du chaos du règne précédent; et il fit abattre plusieurs forteresses construites au mépris des lois. Il chassa du royaume les armées mercenaires du roi Étienne. Il

fit refondre les monnaies, prodigieusement altérées. Enfin, pour éviter tout motif de guerre avec le roi de France, il lui fit hommage pour la Normandie, l'Aquitaine, le Poitou, l'Anjou et la Touraine.

Henri était plus puissant que le roi de France, non seulement comme roi d'Angleterre, mais encore comme seigneur des nombreux fiefs que nous venons de citer; il put donc sans humiliation acheter la paix au prix d'un hommage purement nominal. Pour consolider plus sûrement l'union des deux rois, on arrêta le mariage de Henri, fils aîné du roi d'Angleterre, et de la princesse Marguerite, fille du roi de France, qui, encore enfant, fut confiée à son futur beau-père qui dût la faire élever sous ses yeux. La ville de Gisors, dot de la jeune princesse, fut consignée entre les mains des Templiers jusqu'à l'accomplissement du mariage projeté.

Malgré tous ces motifs de paix, la bonne intelligence ne fut pas de longue durée entre le roi de France et celui d'Angleterre, et la guerre éclata par suite des prétentions de Henri sur le comté de Toulouse. Ses droits, ou plutôt ceux de sa femme, étaient loin d'être clairs.

L'an 1159, le monarque anglais fit une invasion sur les terres de Raimond V, comte de Toulouse,

qui appela à son secours Louis VII, son beau-frère. Henri, se sentant plus faible que ses adversaires, se retira devant ce puissant secours en alléguant le respect qu'il devait à son suzerain ; mais ce respect ne dura qu'autant qu'il le crut nécessaire à ses intérêts, et, l'année suivante, il se saisit de Gisors en faisant célébrer furtivement le mariage de Marguerite et de Henri, tous deux âgés de quatre ans. Louis VII, indigné de cette supercherie, bannit de son royaume les Templiers coupables d'avoir livré à son adversaire la place qu'ils avaient reçue en dépôt, et il s'ensuivit entre les deux rois une petite guerre sans résultat. Du reste, les démêlés de Henri II avec le roi de France et ses voisins ne sont que la partie la plus insignifiante de son règne, et c'est dans les débats du roi avec le saint-siége et avec le clergé que se déploya la profonde politique de ce prince, supérieur en habileté à tous ceux de son temps.

X.

Thomas Becket. — Immunités de l'église.

DE 1163 A 1171.

L'un des faits les plus importants du règne de Henri II est sa querelle avec le primat Thomas Becket, canonisé sous le titre de saint Thomas de Canterbury. Mais, pour bien comprendre les démêlés qui eurent lieu entre le roi d'Angleterre et ce prélat, il nous faut reprendre les choses de plus haut.

Thomas Becket n'était qu'archidiacre de Canterbury lorsque, vers l'an 1157, Henri l'éleva à la charge de chancelier d'Angleterre. Le jeune Thomas, né d'un Anglo-Saxon et d'une musulmane convertie, avait été élevé sur le continent, d'où il rapporta les qualités et les défauts les plus propres à le faire bien venir des conquérants de l'Angleterre. Gai, souple, caressant, poli, obséquieux, il devint le compagnon assidu du roi Henri, dont il partageait les jeux et les débauches. Thomas surpassait en luxe comme en dignité tous les Normands d'Angleterre, et les plus grands du royaume tenaient à honneur de le visiter. Avec tout cela, il se montrait vrai et loyal chancelier d'Angleterre, travaillant de tous ses efforts à augmenter le pouvoir du roi, et quoique membre du clergé, il entra plus d'une fois en lutte avec ce corps pour les intérêts du fisc ou de l'échiquier.

Le clergé anglais, composé en nombre à peu près égal de Normands et d'Anglo-Saxons, prétendait à des immunités excessives. Henri II résolut d'en finir avec toutes ces prétentions, et de le soumettre aux lois qui régissaient le reste de l'Angleterre. Il crut faire merveille en nommant son chancelier archevêque de Canterbury; lorsque ce siége

primatial devint vacant, il proposa Becket aux évêques chargés de l'élection du primat. Ceux-ci, soumis d'ordinaire aux volontés royales, ne craignirent pas d'y résister en cette circonstance, arguant pour motif de leur opposition les mœurs dissolues du candidat royal. Les seigneurs normands et la mère du roi s'opposaient également à cette élection à laquelle Becket lui-même était loin de consentir. Un jour que Henri et son chancelier étaient en Normandie, le roi dit à ce dernier qu'il devait se préparer à repasser bientôt le détroit pour une commission importante. « J'obéirai, avait répondu le chancelier, aussitôt » que j'aurai reçu mes instructions. — Quoi, ré» pondit le roi, tu ne devines pas ce dont il s'agit, » et que je veux fermement que ce soit toi qui de» viennes archevêque. » Thomas leva en riant un pan de son riche habit, et il dit au roi : « Voyez un » peu l'homme religieux, le saint homme que vous » voudriez charger de si saintes fonctions. D'ail» leurs, vous avez sur les affaires de l'Église des » vues auxquelles je ne pourrais me prêter; et je » crois que, si je devenais archevêque, nous ne se» rions bientôt plus amis. » Henri II ne se laissa pas ébranler, et l'an 1162, Thomas, ordonné prêtre le samedi de la Pentecôte, fut consacré archevêque le lendemain.

Aussitôt il dépouilla ses riches vêtements, démeubla sa maison et rompit avec les seigneurs dont il avait été le joyeux compagnon. Les pauvres et les Anglo-Saxons devinrent ses amis : son habit fut grossier comme le leur ; sa nourriture misérable comme la leur ; l'air cavalier de l'ancien chancelier fit place à une contenance humble et sombre ; en un mot, le changement fut complet, et il n'était guère possible de reconnaître dans cet austère ecclésiastique l'ancien compagnon de plaisir du roi Henri.

Le roi avait compté que Thomas garderait les sceaux ; mais celui-ci les lui renvoya aussitôt qu'il eut été promu à sa nouvelle dignité, et Henri, devinant l'hostilité que présageait cette apparente abdication de puissance, conçut, à partir de ce moment, une aversion violente pour son ancien favori.

Alors commença contre l'archevêque un système régulier d'oppression. Becket perdit l'archidiaconat qu'il cumulait avec l'archevêché de Canterbury ; et l'abbé normand d'un monastère relevant de Canterbury refusa de prêter serment d'autorité canonique entre les mains du prélat. Il n'y eut sorte de vexations qu'on ne se permît envers un homme dont le seul crime était de mener, avec ostentation

peut-être, une vie conforme à son ministère.

Thomas rendit guerre pour guerre. Il commença par réclamer les terres qui, à l'époque de la conquête, avaient été distraites du siége de Canterbury pour devenir l'apanage de quelques seigneurs normands. Selon l'ancienne coutume et au détriment des seigneurs qui depuis longtemps s'en arrogeaient le droit, il nomma aux cures vacantes dans le ressort de son siége, et il n'hésita pas à excommunier le premier seigneur normand qui refusa de reconnaître un de ces prêtres.

L'an 1164, les justiciers royaux, ne tenant aucun compte des immunités du clergé, citèrent à comparaître devant eux un prêtre accusé de crimes odieux. Becket déclara la citation nulle, et il fit saisir le coupable qui fut puni par ses propres agents. Les Saxons étaient pour Becket dans cette querelle qui leur semblait une lutte nationale, et, parmi les Normands, il se forma deux partis : l'un, composé du roi et des gens de cour et d'épée, se déclara contre le prélat, tandis que l'autre, formé du corps des évêques, se rangea de son côté.

Henri et Thomas étaient également opiniâtres, et tous deux tenaient excessivement à leurs prérogatives. Le premier convoqua une assemblée de grands et de prélats, à laquelle il exposa les abus

qui s'étaient introduits dans le clergé; après quoi il demanda aux membres de l'assemblée s'ils ne trouvaient pas bon qu'il fît revivre les coutumes de son aïeul. Les laïques y consentirent facilement; mais les évêques, Thomas Becket à leur tête, répondirent : « Sauf l'honneur de Dieu et de la sainte Église. — Il y a du venin dans ces paroles, » dit le roi; et aussitôt il quitta brusquement l'assemblée.

Henri amena séparément tous les prélats normands à ce qu'il voulait, et, désespérant de vaincre la résistance de Becket, il eut recours au pape, qui donna à l'archevêque l'ordre de se soumettre. Becket céda; mais, lorsque, dans une assemblée tenue à Clarendon, Henri lui commanda de se conformer à de prétendues lois de Henri I, Becket refusa de le faire malgré les supplications des autres évêques et les menaces des barons normands. Son opposition n'empêcha pas la publication de ces lois contraires aux immunités ecclésiastiques, mais très favorables à la bonne administration du royaume. Elles durent être exécutées dans toute l'étendue des domaines de Henri, et l'on ne peut trop louer ce monarque d'avoir soumis à la même loi les clercs et les laïques dans tout ce qui n'était pas de discipline ecclésiastique.

Le pape sembla appuyer Henri; mais, comme

tout ce que faisait Becket était parfaitement conforme aux principes de Rome, tous pouvoirs furent donnés au roi d'Angleterre, sauf celui de destituer l'archevêque. Henri sentit la portée de cette restriction, et il répondit au pape qu'il saurait seul terminer cette affaire.

La lutte devenait de jour en jour plus violente ; de jour en jour, elle faisait mieux éclater la grandeur d'ame du prêtre, en même temps que, du côté du roi, elle prenait de plus en plus le caractère d'une haine personnelle. Après de vains efforts pour ramener Henri à de meilleurs sentiments, Becket quitta l'Angleterre, où sa vie elle-même n'était plus en sûreté, et il se réfugia en France.

Lorsque Henri II apprit que son adversaire avait été bien reçu à la cour de Louis VII, il envoya à ce prince une ambassade chargée de lui exposer l'état de la querelle, et en même temps le pape reçut une députation chargée de la justification du roi d'Angleterre. Malgré cette démarche, Alexandre III continua à soutenir Becket, tout en semblant favoriser le roi, et il autorisa le premier à faire, contre les adhérents de Henri, ce que bon lui semblerait. Le jour de l'Ascension, Thomas Becket monta donc en chaire dans l'église de Vezelay, et il excommunia solennellement tous ceux qui se conformeraient aux

statuts de Clarendon. A quelque temps de là, on ménagea un accommodement entre le roi et son fougueux adversaire; mais la paix ne put être conclue, parce que Henri ne voulait la jurer qu'en ce qui n'attentait pas à l'honneur de son royaume, et que, de son côté, Becket faisait la restriction que nous l'avons vu faire précédemment : sauf l'honneur de Dieu et de la sainte Église. Henri demandait qu'au moins Becket promît de lui prêter l'obéissance que le plus grand des archevêques de Canterbury avait prêtée au moindre des rois normands. L'archevêque refusa, et tous les assistants le taxèrent d'arrogance.

Alors Henri somma le roi de France d'abandonner Becket; mais celui-ci répondit : « Si le roi d'Angleterre » tient si fortement à ce qu'il appelle les coutumes » de ses prédécesseurs concernant l'Église, il ne » trouvera pas mauvais que je m'en tienne également » aux usages des miens, qui protégèrent » toujours le fugitif et l'exilé. » Thomas Becket resta donc en France, d'où, fort du consentement du pape, il fit pleuvoir les excommunications sur l'Angleterre. L'évêque de Londres fut frappé le premier, et bientôt le diocèse de Canterbury, qui formait un quart du territoire de l'Angleterre, fut mis en interdit. Toutes ces censures furent à peu

près sans effet, et il n'y eut qu'un petit nombre de paroisses qui fermèrent leurs églises.

Cependant le roi de France voulait finir cette affaire, et Becket, sentant qu'il perdrait en lui le seul protecteur armé qui lui restât, courba la tête. Un misérable scrupule retarda encore l'accommodement. Becket demandait du roi un baiser de paix, qui devait être le garant de la sincérité de la réconciliation ; Henri refusait obstinément ce gage de paix, sous prétexte qu'il avait juré de ne jamais embrasser l'archevêque. Enfin, on conclut un arrangement dans lequel il ne fut nullement question des matières en litige, et qui fut le prélude de nouvelles dissensions.

Au mois de décembre 1170, Becket arriva à Canterbury, plein de soupçons, blessé dans son orgueil et ballotté entre la crainte et la satisfaction. A son retour, il refusa de lever les censures ecclésiastiques dont il avait précédemment frappé les prélats, et il ne voulut pas davantage prêter serment au roi pour les terres que le siége de Canterbury tenait de la couronne. Les prélats excommuniés vinrent en Normandie se plaindre à Henri, et bientôt il reçut avis qu'une nouvelle sentence d'excommunication avait été prononcée contre un de ses serviteurs, agissant d'après ses ordres. On dit que,

provoqué par ces actes imprudents, le monarque s'écria : « Quoi! un misérable qui a mangé mon pain, » un mendiant qui est venu à ma cour sur un cheval » boiteux, et portant tout son bien derrière lui, » insulte son roi, la famille royale et tout le » royaume, et pas un de ces lâches chevaliers que » je nourris à ma table n'ira me délivrer d'un » prêtre qui me fait injure!..... » De telles paroles ne sortent pas vainement de la bouche d'un roi.

Quatre gentilshommes, Guillaume de Tracy, Hugues de Morville, Richard le Breton et Regnault Fitz-Urse prirent les plaintes de Henri pour un commandement. Ils partent pour l'Angleterre et arrivent à Canterbury; ils se rendent à l'archevêché et requièrent durement Becket de lever ses censures et de prêter serment au roi. Il refusa. Les chevaliers se retirèrent, et pendant leur absence le prélat aurait pu s'échapper; mais une telle pusillanimité était loin de son cœur, et il se rendit aux vêpres malgré les prières de ses moines. Bientôt ses ennemis entrèrent dans l'église suivis de soldats, et ils s'élancèrent dans le chœur en s'écriant : « Où est-il » le traître? où est-il l'archevêque? » Becket, qui était debout devant l'autel, répondit : « Il n'y a » point de traître ici; mais voici l'archevêque. » Quel est votre dessein?... — Que tu meures. —

» Je m'y résigne ; mais je vous défends de toucher » à aucun de mes compagnons. » Vainement les hommes d'armes entreprirent de l'arracher de l'église où ils se faisaient scrupule de le tuer; il se débattit fortement contre eux, et déclara qu'il ne sortirait pas. Alors Tracy leva son épée, et du même coup trancha les mains d'un moine saxon et blessa Becket à la tête. Un second coup, porté par un autre Normand, renversa l'archevêque la face contre terre, et un troisième lui fendit le crâne. Alors un homme d'armes, appelé Guillaume Mautrait, poussa le cadavre du pied en disant : « Qu'ainsi meure le traître qui a troublé le » royaume. »

Après la mort héroïque de Becket, ses assassins, craignant le ressentiment du roi duquel ils n'avaient eu d'autre ordre qu'une exclamation échappée dans la colère, se retirèrent dans un château appartenant à Hugues de Morville, d'où ils ne sortirent que pour se rendre, selon l'injonction du pape, à la terre-sainte, où tous quatre moururent.

Henri craignit une excommunication que l'indignation de toute la chrétienté eût rendue redoutable. Il envoya donc vers le pape pour se justifier; et Alexandre III, plus jaloux d'établir son pouvoir que de l'accroître, se contenta d'une vaine cérémo-

nie, où Henri fit serment qu'il n'avait ni commandé ni voulu le meurtre de l'archevêque ; ce qui était vrai sans doute, puisqu'à l'époque où Becket fut tué, Henri s'occupait de le faire poursuivre juridiquement. Deux ans après sa mort, Thomas Becket fut canonisé, et, d'un bout de l'Europe à l'autre, on accourut en pèlerinage au tombeau de celui qui était mort pour la défense de la liberté du clergé. Henri sentit alors qu'il n'était pas suffisamment lavé d'un crime qui le rendait odieux à ses sujets et à l'Europe entière. Il se rendit donc, nu-pieds, au tombeau du saint, s'y dépouilla de ses habits, et reçut plusieurs coups de discipline de la main des prélats et des moines témoins de sa pénitence.

La querelle de Thomas Becket et de Henri II fut plus importante au fond qu'elle ne le semblait. Ce n'était pas un simple duel à mort entre deux hommes ; c'était la lutte du pouvoir royal et du pouvoir de l'Église, qui, sous le nom de *guerre des investitures*, embrasa toute l'Europe. C'était la question de l'indépendance du clergé qui prétendait ne relever que du pape : c'était aussi la lutte des pauvres Saxons opprimés et des orgueilleux Normands leurs oppresseurs, épisode de la grande lutte du peuple et de la féodalité. Doit-on donc s'étonner que le peuple ait pris les devants sur

Rome en plaçant le noble martyr au nombre des saints dès l'heure de sa mort. Des miracles s'opérèrent au tombeau de l'archevêque, et en même temps que des prélats normands ne craignaient pas de dire en chaire : « Que le corps du traître ne de-
» vait pas reposer en terre sainte, et qu'il fallait
» le jeter dans le bourbier le plus infect ou le
» laisser pourrir au gibet, » les pauvres Anglo-Saxons et les autres opprimés de l'Europe se rendaient en foule à la tombe du saint, par l'intercession duquel ils espéraient obtenir le soulagement de leurs misères.

XI.

Confédération contre Henri II.—Trois de ses fils en font partie.—Éléonore.—Soumission de l'Écosse.—Mort de Henri II. — Richard I, Cœur-de-Lion. — Massacre des Juifs.— Richard part pour la Croisade. — Exploits de Richard. — Il quitte la Palestine.

DE 1171 A 1192.

La mort de l'archevêque de Canterbury sembla être le signal des malheurs qui devaient accabler Henri II dans sa vieillesse. Ce prince était alors le plus puissant monarque de l'Europe; son amitié était avidement recherchée par les autres rois : des souverains soumettaient à son arbitrage les différends qui s'élevaient entre eux. On craignait son

ressentiment, et, depuis quelque temps, une partie de l'Irlande avait reconnu sa souveraineté. Une prospérité si complète le rendit un objet d'envie pour ses voisins, et ils formèrent secrètement une confédération contre lui. De quatre fils qu'il avait, trois entrèrent dans cette ligue, et le quatrième n'échappa, qu'à raison de son jeune âge, à la contagion de cet exemple dangereux.

La famille de Henri offrait le plus déplorable exemple de désunion. La vie privée de ce roi était excessivement licencieuse, et de nombreux adultères étaient venus ulcérer l'ame de l'orgueilleuse Éléonore. Elle avait su ranger ses fils de son parti, et tous avaient conçu contre leur père une haine dénaturée.

L'aîné des fils de Henri II, Henri *au court manteau*, avait épousé la fille de Louis VII. Il avait été nominalement associé à la royauté par son père, et le monarque français n'eut pas de peine à lui persuader qu'il devait demander quelques concessions de terres propres à relever son titre de roi. Henri II refusa, et le jeune prince entra dans la confédération qui s'organisait contre son père.

Chaque jour, cette confédération recrutait de nouveaux conjurés, et ses membres se croyaient assez certains de la victoire pour désigner les parties de

l'Angleterre qui appartiendraient à chacun d'eux. La Bretagne, dont Henri s'était emparé sous prétexte de marier Constance, héritière de ce duché, à son troisième fils Geoffroy, entra dans cette ligue, et l'Aquitaine, soulevée par la turbulente Éléonore, en fit également partie.

Les deux fils puînés de Henri II, Richard et Geoffroy, voulaient jouir d'une partie des domaines dont ils avaient été apanagés; mais leur père ne voulait pas plus que le conquérant *se dépouiller avant de se mettre au lit*. Ces dissentions durèrent deux ans, et, pendant ce temps, la Gascogne fut le siège de la guerre civile; la Bretagne en était révoltée, la Normandie assaillie à la fois par les Français et les Flamands, les provinces du sud de l'Angleterre troublées par des barons mécontents, tandis que celles du nord étaient dévastées par les Écossais; enfin les Brabançons, les plus célèbres troupes mercenaires de ce temps, complétaient le désordre en se mettant aux gages des deux partis.

Henri triompha pourtant. Le roi d'Écosse fut fait prisonnier et n'obtint sa liberté qu'en soumettant au roi d'Angleterre, comme seigneur suzerain, l'Écosse qui jusque-là avait été indépendante. Les Français et les Flamands furent obligés de lever le siège de Rouen, et bientôt un traité de paix fut

conclu entre le roi et ses fils, qui reçurent de riches donations comme gage de pardon et la grâce pleine et entière de leurs adhérents.

Lorsque le génie de Henri II eut ainsi triomphé de ses ennemis, il songea à accomplir ce qui lui restait encore de la pénitence que le pape lui avait infligée pour le meurtre de Becket, c'est à dire à aller à la Terre-Sainte. Mais Henri était trop habile pour laisser derrière lui un rival redoutable, et il fut convenu que le roi de France et celui d'Angleterre iraient en Palestine avec l'empereur d'Allemagne, Frédéric Barberousse.

Un nouveau débat s'éleva entre Henri et ses fils. Le roi voulut obliger Richard, duc d'Aquitaine, et Geoffroy, duc de Bretagne, à prêter serment de fidélité à leur frère aîné, Henri *au court mantel*. Il s'ensuivit une guerre pendant laquelle le jeune roi Henri mourut de maladie, ce qui n'empêcha pas la guerre de continuer entre le roi et les deux frères survivants, dont l'aîné, Richard, était désormais héritier présomptif de la couronne. On s'accommoda encore, et, l'an 1186, Geoffroy mourut, laissant une fille de son épouse Constance, duchesse de Bretagne, qui, quelque temps après sa mort, donna le jour au jeune Arthur, qui fut proclamé duc de Bretagne à sa naissance.

La guerre s'était encore ravivée, lorsque Henri mourut au château de Chinon, le 5 juillet 1189, dans la trente-cinquième année de son règne et la cinquante-septième de son âge, sans avoir accompli la croisade si longtemps projetée.

Richard Ier succéda à son père Henri II; on a dit avec justesse que ce monarque fut plutôt un chevalier errant qu'un roi, et que son histoire est bien plus une croisade qu'un règne. Nous n'écrivons pas ici l'histoire des rois, mais bien celle de l'Angleterre. Nous avons donc peu à nous occuper de ce brillant Richard, véritable héros de roman, grand et brave chevalier sans doute, mais roi médiocre, qui ne sut ni faire le bien de son royaume ni en extirper le mal.

Le couronnement de Richard donna lieu à une scène de fanatisme dont il fit poursuivre les auteurs avec toute la sévérité que lui permettaient ces temps de barbare superstition.

On sait que longtemps les Juifs furent constamment sous le couteau des chrétiens, dont, fidèles à l'esprit mercantile de leurs ancêtres, ils avaient su se faire les banquiers. Il n'était sorte d'humiliations et d'exactions qu'ils ne subissent. Flattés un moment, quand on avait besoin d'eux, ils étaient d'ordinaire foulés aux pieds comme des animaux im-

mondes, et le plus misérable serf aurait tenu à déshonneur de s'asseoir à la même table ou de voyager côte à côte avec l'un d'eux. Un si misérable état avait dû allumer au fond de leurs cœurs des désirs de vengeance, et on n'hésitait pas à leur accorder la puissance de nuire aux chrétiens, à l'aide du diable qu'on leur attribuait la faculté d'évoquer par des conjurations magiques.

Une proclamation de Richard avait défendu à aucun Juif de se trouver à son couronnement, qui devait avoir lieu à Westminster ; car le roi craignait d'être victime de quelque sortilége. L'usage des Orientaux est d'offrir des présents au nouveau roi qui monte sur le trône, et quelques Juifs qui, peut-être, ignoraient la proclamation, se rendirent au lieu du couronnement et obtinrent du roi la permission de déposer leurs dons à ses pieds, en le requérant de consentir à ce qu'ils demeurassent dans sa terre, comme ils l'avaient fait sous les rois ses prédécesseurs. Les malheureux suppliants étaient reconnaissables à leur habit particulier et surtout au bonnet jaune qu'on les forçait de porter. L'un d'eux fut frappé par un chrétien, et bientôt les courtisans tombèrent tous à la fois sur les Israélites et les entraînèrent violemment hors du palais. L'exemple fut contagieux. La populace de Londres

et beaucoup de gens, qui étaient accourus de tous côtés pour voir le couronnement, crurent que le roi avait ordonné l'extermination des Juifs, et ces malheureux, hommes, femmes, vieillards et enfants se virent assaillis avec fureur. Quelques familles se barricadèrent dans leurs maisons; la populace y mit le feu, et elles périrent dans les flammes. L'exemple de la capitale fut suivi dans les principales villes du royaume. A Yorck, quelques proscrits se réfugièrent dans le château, après avoir vu massacrer tous ceux de leurs frères qui refusaient de recevoir le baptême. Ils y firent une résistance désespérée, et, la nuit qui précéda le jour où l'on devait leur donner l'assaut, un de leurs *rabbins* (prêtres) leur parla en ces termes : « Hommes d'Israël, Dieu » nous commande de mourir pour sa loi, comme » l'ont fait jadis nos ancêtres. Si nous tombons » entre les mains de nos ennemis, ils nous feront » cruellement souffrir. Rendons pieusement et » volontairement à notre créateur cette vie qu'il » nous a donnée. » Presque tous applaudirent. Alors ils jetèrent dans les flammes leurs riches vêtements, leurs pierreries et leurs vases précieux, ils mirent le feu au château, et Jocen, le plus riche d'entre eux, coupa, le premier, la gorge à sa femme. Lorsque toutes les femmes eurent été ainsi sacri-

fiées, ce même Jocen se tua le premier, en signe d'honneur, et les autres suivirent son exemple, à l'exception de quelques malheureux auxquels le courage manqua, et qui, pris le lendemain par les assaillants, périrent dans d'affreux supplices. Les billets que les chrétiens avaient consentis aux Juifs furent tirés des lieux où ceux-ci les avaient déposés et réduits en flammes, comme pour attester que le fanatisme n'avait pas seul guidé les persécuteurs, qui avaient encore été mus par de misérables intérêts d'argent.

Richard fit poursuivre les coupables, et Ralph Granville, le premier légiste qu'ait eu l'Angleterre, fut chargé de ce soin. La haine qu'on portait aux victimes empêcha l'effet de l'enquête; trois coupables seulement furent condamnés, et encore ce ne fut pas pour les cruautés exercées contre les Juifs, mais bien pour le dommage qui en était résulté pour des chrétiens.

Nous avons insisté sur cet horrible massacre pour montrer quel était alors l'état des Juifs, non seulement en Angleterre, mais encore dans toute la chrétienté, où des scènes à peu près semblables se répétaient souvent.

Nous avons vu Henri II différer de jour en jour de se rendre à la croisade, et ne se décider à

partir que lorsqu'il fut certain d'emmener avec lui le roi de France. Mais l'aventureux Richard fut à peine monté sur le trône, qu'il songea à entreprendre une de ces brillantes expéditions. Louis VII était mort depuis longtemps, et la couronne de France avait passé entre les mains de son fils Philippe-Auguste, l'un des plus grands rois et des plus profonds politiques qu'ait eus la France. Philippe voulait aller à la croisade; mais il craignait Richard, peut-être à cause des projets d'envahissement que lui-même avait sur les domaines continentaux du roi d'Angleterre. Les deux princes convinrent de partir ensemble; ils réunirent leurs armées et se mirent en marche, chacun à la tête de la sienne.

La discorde ne tarda pas à éclater entre eux. Richard avait promis d'épouser une sœur de Philippe, qui, depuis longtemps, était en Angleterre. Il refusait de remplir sa promesse; les motifs qu'il alléguait étaient injurieux pour la princesse et pour la mémoire du roi Henri II. Ils étaient peut-être fondés; mais Philippe ne voulut pas les admettre, ce qui n'empêcha pas Richard de persister dans son refus et d'épouser Bérengère de Navarre.

Le voyage de Richard fut une suite d'aventures dignes de son caractère de chevalier errant. A

Messine, il délivra de prison sa sœur Jeanne, femme du dernier roi. Il soumit Chypre, pour se venger du peu de courtoisie qu'avait montré le chef de cette île, envers Jeanne et Bérengère que la tempête y avait jetées. Enfin, au mois de juin 1191, il fit voile pour Tyr, où il trouva les chrétiens de la Palestine en lutte pour la couronne de Jérusalem.

Les exploits de Richard dans la Terre-Sainte semblent fabuleux, et ils seraient mieux à leur place dans une histoire des croisades que dans cet ouvrage.

Philippe sentit bientôt combien il était utile en France, et, déclarant que la croisade était finie par la prise d'Acre, il repartit pour l'Europe, malgré les insultantes paroles de Richard.

Cependant, avant de quitter la Terre-Sainte, le monarque français jura qu'il n'attaquerait ni les possessions de Richard, ni celles d'aucun croisé. Il tint sa parole en apparence; mais ses intrigues contribuèrent puissamment à plonger l'Angleterre dans le trouble et la confusion qui, bientôt, obligèrent Richard à revenir dans ses États.

Depuis trois ans, Richard avait quitté son royaume pour la Palestine, lorsqu'il mit à la voile pour l'Angleterre qu'il ne devait revoir qu'après de longues souffrances.

XII.

L'évêque d'Ély. — Jean. — Philippe-Auguste. — Richard prisonnier. — Richard revient en Angleterre. — Coup d'œil général sur l'époque de la conquête.

DE 1189 A 1199.

Il nous faut constamment quitter l'Angleterre pour Richard, ou Richard pour l'Angleterre ; et cette séparation du roi et de l'État fut sans doute une des premières causes des troubles qui agitèrent le royaume : troubles féconds qui, se continuant sous le règne suivant, amenèrent la *Grande-Charte*,

l'une des plus belles conquêtes de la liberté au moyen-âge.

En partant pour la croisade, Richard avait confié le gouvernement de l'Angleterre à l'évêque d'Ély, Guillaume de Longchamp, chancelier et grand-justicier du royaume. Jean, comte de Mortain, frère du roi, connu dans l'histoire sous le nom de *Jean-sans-Terre*, avait compté exercer l'autorité souveraine en l'absence de son frère, et ce prince vain et ambitieux ne tarda pas à être en lutte ouverte avec le chancelier.

Bientôt le comte de Mortain convoqua à Londres le grand conseil des évêques et des barons du royaume, devant lequel il accusa le chancelier, qui fut destitué de la régence et perdit les sceaux.

En même temps, Jean, voulant s'assurer l'appui des citoyens de Londres, leur accorda la permission de fonder une *commune*. Les communes qui, sous Louis le Gros, avaient commencé à s'introduire légalement en France, étaient une sorte de municipalité, choisissant elle-même ses administrateurs et se gouvernant par ses propres lois. Après avoir obtenu le droit de s'organiser en commune, les citoyens de Londres jurèrent obéissance à Richard et au comte Jean, qu'ils promirent de reconnaître pour roi au cas où son frère mourrait sans enfants.

Cette dernière promesse était contraire aux vues de Richard, qui se plaisait à désigner comme son héritier le jeune Arthur, duc de Bretagne.

Richard était encore en Palestine lorsqu'une lettre de son chancelier lui annonça ce qui s'était passé, en le prévenant que le comte de Mortain se préparait à usurper son royaume. On avertissait en même temps Richard que Philippe se disposait à envahir ses domaines du continent, en donnant pour prétexte, à cette violation de serment, que Richard l'avait enfreint le premier en envoyant en France, pour le poignarder, deux de ces fanatiques de l'Orient connus sous le nom d'*Hassassis* ou *Assassins*, mot qui, depuis, est resté dans la langue française et dans la langue anglaise, où il signifie meurtrier. Richard, homme violent et ennemi particulier du roi de France, était fort capable d'appeler celui-ci en duel pour vider un différend, mais non de le faire assassiner lâchement; Philippe le savait; mais il lui fallait un prétexte, et peu lui importait lequel.

Richard était à la fois le plus imprudent, le plus violent et le plus brave des hommes. Son orgueil et ses beaux faits d'armes lui avaient aliéné presque tous les princes de l'Europe, en sorte qu'à son retour de la croisade, il ne savait par où passer sans courir la chance d'être arrêté. Il se décida enfin à dé-

barquer à Zara, en Esclavonie, et il y prit terre avec un baron normand, deux chapelains, plusieurs templiers et quelques serviteurs. Richard s'était déguisé en marchand, et lorsqu'il envoya demander un sauf-conduit au seigneur de Zara, il eut la maladresse de lui faire offrir en présent un magnifique rubis. En voyant ce bijou, le seigneur s'écria : « Ce marchand doit être Richard d'Angleterre ; » mais puisque, sans me connaître, il a voulu » m'honorer de ses dons, je ne l'arrêterai point : » je lui renvoie son présent et le laisse libre de par- » tir. »

Après avoir échappé à plusieurs embûches qu'on lui tendit, Richard fut fait prisonnier par le duc d'Autriche, Léopold, qu'il avait grossièrement insulté à la croisade. Des prisons de Léopold il passa dans celles de l'empereur d'Allemagne. Philippe-Auguste et Jean-sans-Terre faisaient ce qui était en leur pouvoir pour prolonger la captivité de Richard; Jean, afin de régner à sa place, et Philippe, parce qu'il préférait avoir à lutter contre un lâche usurpateur qui ne s'appuierait ni sur l'amour de ses sujets, ni sur son droit, ni sur son épée, que contre le valeureux Richard.

Richard resta longtemps prisonnier à Trifels, où il tâchait de charmer l'ennui de sa captivité en

composant et en chantant des romances en langue provençale. Un jour, une voix connue répondit à ses chants; c'était celle de Blondel, son ménestrel, que ses amis d'Angleterre avaient envoyé près de lui pour s'enquérir de sa situation. Blondel trouva le moyen d'entrer au service du commandant de la forteresse et de s'introduire dans la prison du roi, afin de s'entendre avec lui sur ce qui devait être fait pour obtenir sa liberté.

Bientôt Richard captif fut sommé de comparaître à Haguenau, devant une assemblée de princes, où il devait se disculper d'une foule de griefs. Il prouva la fausseté de plusieurs accusations et offrit de se justifier des autres par un combat singulier. Enfin, il s'accommoda avec l'empereur, moyennant une rançon de cent cinquante mille marcs d'argent, pour lesquels il donna soixante-sept ôtages. La rançon était énorme, et pour la payer, les monastères furent obligés de donner leur argenterie, et le royaume fut écrasé d'impôts.

On ne verrait pas quels heureux résultats eut pour l'Angleterre cette grande expédition de Richard, si l'on ne se rappelait que, des mains d'un noble chevalier dont le despotisme eût été entouré d'assez de gloire pour que le peuple le supportât, la couronne était tombée entre celles d'un miséra-

ble auquel il fut facile d'arracher, par la crainte, les concessions qu'il n'eût jamais faites de son plein gré. Les brillantes qualités des princes sont rarement des auxiliaires pour la liberté ; peu de chartes sont octroyées volontairement, et souvent le règne d'un imbécille tyran amène ce qu'on a vainement attendu de ceux que l'histoire appelle de grands rois.

Richard prit terre à Sandwich, le 13 mai 1194. La nation anglaise, dans son malheur, trouva encore des démonstrations de joie et d'amour pour un roi qu'elle aimait, et le seul Jean et ses adhérents maudirent le jour où Richard avait recouvré sa liberté.

Philippe-Auguste fomenta de nouveaux troubles en Angleterre et en Normandie, et le lâche Jean-sans-Terre qui, à l'arrivée de son frère, s'était enfui sur le continent, devint son instrument. L'hostilité subsistante entre les deux rois fut quelquefois suspendue par de courtes trêves, pendant lesquelles tous deux se préparaient à la guerre, et cet état de choses dura jusqu'à la mort de Richard tué au siége de Chaluz, obscur château d'un de ses vassaux du Limousin, le 26 mars 1199.

Le règne de Richard termine la seconde époque de l'histoire d'Angleterre, celle de la conquête normande, et nous nous arrêterons ici pour jeter un

coup d'œil sur l'état de l'Angleterre pendant cet espace de cent trente-trois années.

Comme nous l'avons dit, il y eut une puissante résistance contre les hommes de la conquête ; mais les pauvres Saxons devaient disparaître comme nation en même temps que leurs oppresseurs, se mêlant à eux, perdaient cette nationalité normande qui faisait leur force pour se confondre un jour tous ensemble sous le nom d'Anglais. Lorsque toute trace eut disparu, la race conquise ne se distingua de la race conquérante que par les places respectives qu'elles occupaient dans la hiérarchie sociale. « Des Nor- » mands descendent les hauts personnages de ce » pays, dit un ancien chroniqueur, et les hommes » de basse condition sont fils des Saxons. »

Cependant quelques nobles saxons étaient restés enfermés dans leurs châteaux, jusqu'au règne de Richard, où, fidèles jusqu'à la superstition aux coutumes de leurs ancêtres, ils repoussaient avec horreur les mœurs que les Normands, plus avancés en civilisation, leur apportaient en échange des biens qu'ils leur avaient pris. A la fin du règne de Richard, le nombre de ces vieux Saxons était considérablement diminué, et il était facile de prévoir leur extinction complète par la désertion de leurs fils qui, presque tous, se rangeaient avec ardeur

sous les bannières du roi Richard, considéré comme un modèle de chevalerie. Toutefois cette fusion entre les deux races ne s'opéra point sans que les Normands se modifiassent, de leur côté, par leur commerce avec les Saxons, et les lois faites après ce temps furent autant saxonnes que normandes.

Sous le règne de Henri II, l'Angleterre avait été divisée en six grandes provinces qui durent chacune être visitées par trois juges errants, sorte de *missi dominici*, chargés de rendre la justice et de faire exécuter les lois. L'absurde usage des épreuves judiciaires fut aboli, et le jugement par jurés commença à s'introduire.

La langue se formait peu à peu, et si le français du nord, la *langue d'Oui*, y domina longtemps, il s'y introduisait chaque jour bon nombre de mots saxons, et l'anglais moderne sortait de ces deux dialectes dans lesquels se trouvaient déjà des éléments romains et celtiques ; ce qui fait de l'anglais la langue la moins homogène qui ait jamais été parlée.

L'Angleterre, soumise au roi Richard, ne se composait que de l'Angleterre proprement dite. Le pays de Galles, refuge des anciens Bretons, avait conservé son indépendance, sa langue et ses mœurs. L'Écosse, retraite des Gaëls, était également indé-

pendante, quoique son roi se reconnût vassal de la couronne d'Angleterre. Enfin, l'Irlande, la Verte-Erin, à moitié soumise sous le règne de Henri II, attestait par de fréquentes révoltes qu'elle était loin de regarder comme consommée en droit l'union qui l'était de fait.

On douterait que des travaux littéraires et scientifiques aient pu trouver place au milieu des luttes sanglantes de la conquête, s'il ne nous était resté de précieux monuments en ce genre. Jean de Salisbury et Pierre de Blois, tous deux amis de Thomas Becket, se distinguèrent par une élégance étrangère à leur siècle et à leur pays. Lanfranc et Anselme, prélats italiens, introduits en Angleterre par les Normands, tiennent une place éminente parmi les fondateurs de la philosophie scolastique. Robert Wace de Jersey est probablement le premier poëte qui ait écrit de volumineux ouvrages en dialecte français. Il a composé des romans en vers, parmi lesquels on remarque le roman de *Brut*, qui contient l'histoire légendaire des Bretons, et le roman de *Rou* ou de Rollon, qui comprend presque toute l'histoire des Normands, depuis les expéditions de Rollon jusqu'à la défaite de Robert Courte-Heuse à la bataille de Tinchebray, en 1106. Robert Wace ne cherche pas à déguiser le caractère de ses ouvrages, dont il dit

lui-même : *Ne tot mançonge, ne tot voir ;* tout n'y est pas mensonge, tout n'y est pas vérité. Enfin, le roi Richard lui-même a laissé, en langue provençale, plusieurs pièces de poésie, qui sont une preuve de plus que, même dans ce temps, la plume était quelquefois la compagne de l'épée.

Les habitants du pays de Galles avaient, aussi bien que ceux de l'Écosse et de l'Irlande, conservé une poésie et une musique populaires. C'étaient les chants des bardes, poètes et musiciens, attachés aux grandes familles, dont ils devaient, dans l'origine, conserver la généalogie et célébrer les exploits. Plus tard, il s'établit des bardes ou ménestrels errants, qui, subsistant des aumônes du peuple, chantèrent pour le peuple ; et c'est probablement à ces bardes que sont dus les antiques chants où s'exhalent les plaintes des opprimés, et les légendes sur les saints et les héros aimés du peuple. Quelques-unes de ces ballades se trouvent encore aujourd'hui dans la mémoire des Anglais, non sous leur forme primitive, mais remaniées et mises en bon anglais au XVIe siècle. C'est au règne de Richard que se rapportent les fameuses ballades sur Robin Hood, Outlaw saxon, moitié voleur de grand chemin et moitié braconnier. Remarquons toutefois que le populaire Robin Hood ne combat plus pour

la nationalité anglaise, et que sa vie est bien autant la lutte du pauvre contre le riche, la lutte contre la société qu'une protestation contre la conquête. Du reste, ces ballades de Robin Hood sont parfaitement propres à peindre l'état de la lutte des Normands et des Saxons au temps où nous sommes arrivés dans notre récit. Les deux peuples se fondaient en un seul, et leur hostilité n'était plus que la lutte de celui qui n'a rien contre les riches de la terre.

XIII.

Jean-sans-Terre. — Arthur. — Meurtre d'Arthur. — Confiscation de la Normandie. — Excommunication. — Soumission des Gallois et des Irlandais. — Jean remet sa couronne au légat. — Révolte des barons. — Grande-Charte. — Louis, fils de Philippe-Auguste, roi d'Angleterre. — Mort de Jean.

DE 1199 A 1216.

A la mort de Richard, l'Angleterre n'avait pas encore, à proprement parler, de loi pour la succession au trône; et on ne savait trop si la couronne devait appartenir au frère vivant, ou au fils du frère aîné mort. Jean-sans-Terre se présenta donc comme candidat à la royauté, en même temps que son

neveu, le jeune Arthur, duc de Bretagne. L'Anjou, la Touraine, le Maine et le Poitou se déclarèrent pour Arthur; tandis que la Normandie et la Guienne reconnurent Jean. Les deux compétiteurs étaient alors sur le continent; mais Jean gagna le premier l'Angleterre et il s'empara du trésor royal.

On n'a pas oublié que la couronne était soumise à l'élection d'un conseil national. Ce conseil élut Jean, qui fut couronné à Westminster, le 23 mai 1199.

Un discours de l'archevêque de Canterbury annonça l'élection au peuple, et le prélat posa en principe qu'à l'avenir aucun prince ne pourrait être considéré comme héritier présomptif de la couronne, s'il n'était choisi par le roi et par le Conseil national. Jean appuya ce que disait le primat, et aussitôt le peuple acclama, en criant : « Vive le roi! »

On se rappelle les prétentions du jeune Arthur, duc de Bretagne, à la couronne d'Angleterre, et généralement à toute la succession de son oncle. La Bretagne reconnaissait la suzeraineté de la Normandie, qui relevait elle-même de la couronne de France. Arthur était donc ainsi vassal de Philippe-Auguste. Ce monarque résolut de se servir de lui comme d'un instrument propre à

l'aider dans ses desseins, et, à l'âge de quinze ans, Arthur fut fait chevalier, et reçut en mariage la princesse Marie, fille du monarque français. Bientôt le jeune prince entreprit le siége de Mirebeau à la tête d'une armée française, et la ville, prise d'abord, retomba presque immédiatement entre les mains du roi Jean. Cette affaire fut désastruese pour l'armée française; deux cents chevaliers, les seuls qui eussent échappé à la mort, devinrent prisonniers, et le jeune Arthur lui-même fut chargé de fers et conduit au château de Falaise. On dit que Jean visita son neveu dans sa prison, et que le fier jeune homme alluma sa colère en le sommant de lui rendre la couronne d'Angleterre; quoi qu'il en soit, peu de temps après, Arthur fut emmené au château de Rouen, où devait se terminer sa vie.

Huit mois environ après l'époque où le jeune prince avait été fait prisonnier, on l'éveilla subitement à minuit, en lui commandant de sortir de la tour. Arrivé au bord de l'eau, Arthur y trouva son oncle accompagné d'un écuyer, Guillaume de Mauluc, qui l'entraînèrent vivement dans une petite barque. Effrayé de l'air menaçant du roi et se ressouvenant des violences qu'on avait précédemment tentées, le jeune prince se jeta aux ge-

noux de son oncle, en le suppliant de l'épargner. On dit qu'alors Jean ordonna à son écuyer de tuer le jeune prince, et que celui-ci ayant refusé de le faire, il le massacra de ses propres mains.

Le sang innocent devait être vengé : Philippe-Auguste, dont les motifs n'étaient pas complètement purs de tout intérêt personnel, cita Jean à comparaître, comme duc de Normandie et d'Aquitaine, devant une Cour des pairs, pour y répondre du meurtre d'Arthur; Jean demanda un sauf-conduit, qui eût été pour lui une assurance d'impunité, et, comme cette sûreté lui fut refusée, il ne se rendit pas à la citation. Il fut déclaré contumace et condamné à perdre la tête. Les vastes provinces qu'il tenait, à titre de fief, de la couronne de France, furent, à l'exception de la Guienne, réunies à la monarchie française.

Le meurtre d'Arthur avait rendu Jean odieux à ses vassaux du continent, en sorte que la conquête des domaines confisqués fut facile à son heureux rival. Jamais meurtrier ne racheta son crime par moins de courage et d'habileté que ne le fit le misérable Jean, qui disait souvent « qu'il reprendrait » en un seul jour ce que Philippe lui prendrait en » plusieurs années; » vaine fanfaronnade à laquelle lui-même ne croyait pas.

Bientôt le roi d'Angleterre attira sur lui les foudres du Vatican, en nommant un archevêque de Canterbury; nomination que le pape prétendait appartenir au Saint-Siége. L'Angleterre fut mise en interdit, les églises furent fermées; on ne fit plus aucune cérémonie religieuse, et on ne donna plus de sacrements, si ce n'est le baptême aux enfants, et la confession et l'extrême-onction aux mourants. L'Angleterre resta deux ans sous le poids de cet anathème, et, au bout de ce temps, Innocent III, voyant qu'il ne pouvait vaincre la résistance de Jean, songea à l'excommunier, ce qui équivalait à une déposition, puisque l'excommunication déliait les sujets du serment de fidélité, frappait ceux qui avaient quelques relations avec l'excommunié, entraînait l'impunité de la révolte et annihilait le gouvernement et la loi.

Cependant Jean ne plia pas, et comme les prêtres seuls désertèrent sa cause, et que les seigneurs laïques lui restèrent attachés, il put, dans le temps même où le pape le croyait abattu, faire les deux seules expéditions glorieuses qu'offre son règne : l'une, contre les Irlandais, et l'autre, contre les Gallois, qu'il soumit.

Étonné de tant de résistance, le pape envoya à Jean deux légats; mais ces nouvelles sommations

et les excommunications qui les accompagnèrent furent aussi vaines que les précédentes. Alors Innocent, recourant à sa dernière ressource, transporta, au roi de France, la couronne d'Angleterre.

Ceci était une conséquence des monstrueuses prétentions que, depuis Grégoire VII, les papes affectaient sur le temporel des rois. Jean résista avec raison ; mais à peine le lâche monarque eut-il appris que le roi de France se disposait à le combattre, que, bien que lui-même se trouvât à la tête d'une puissante armée, il commença à trembler et implora la protection de Rome. Elle lui fut accordée à condition de reconnaître le pape comme suzerain et de remettre sa couronne entre les mains du légat ; celui-ci la garda cinq jours, au bout desquels il la remit au roi, à charge de payer au Saint-Siége un tribut annuel de sept cents marcs d'argent pour l'Angleterre et de trois cents pour l'Irlande.

Jean remplit l'humiliante formalité de l'hommage, et ce fut à genoux qu'il offrit son royaume au représentant du pape, auquel il présenta le tribut, que d'abord celui-ci rejeta avec mépris pour l'accepter ensuite. A quelque temps de là, le nonce passa en France pour annoncer à Philippe qu'il ne devait pas continuer la guerre contre un monarque désormais fidèle vassal du Saint-Siége, et le roi

de France, sentant qu'il ne réussirait pas dans son entreprise, et sachant que presque tous les rois de l'Europe se liguaient ensemble pour s'opposer à l'immense accroissement de sa puissance, obéit à cette injonction.

Innocent fut le dernier pontife qui continua l'œuvre d'Hildebrand, en soumettant les rois au Saint-Siége. A partir de ce prélat, le pouvoir des papes, autrefois protecteurs des faibles, commença à décroître, parce que, devenus égoïstes et perdant de vue leur céleste mission, ils cessèrent de marcher dans les voies de la Providence.

Jean avait été impopulaire dès le commencement de son règne; sa lâcheté le faisait mépriser d'une noblesse pour laquelle le courage était la première des vertus. Son libertinage n'avait pas de bornes, et les femmes, les filles et les sœurs de ses barons avaient été bien des fois les victimes de ses brutales débauches. Sa soumission au pape acheva de le perdre, et toutes ces causes réunies amenèrent la révolte, à jamais fameuse, sous le nom de *guerre des barons*.

Au moment où Jean avait été absous par le légat, l'archevêque de Canterbury lui avait fait jurer qu'il abolirait les lois injustes et qu'il rétablirait *les bonnes lois du roi Édouard*, éternellement réclamées par

les Anglais. Jean promit, mais en substituant le nom du roi Henri Ier à celui d'Édouard. Bientôt les barons mécontents se groupèrent autour du prélat, qui, fidèle à son saint ministère, se montrait l'appui du peuple contre celui qui l'opprimait. Une assemblée des mécontents eut lieu au monastère de Saint Edmond, et tous jurèrent solennellement qu'ils ne reconnaîtraient plus le roi pour souverain, jusqu'au moment où il leur aurait accordé, par une charte, les libertés qu'ils réclamaient. Après ce serment, ils élurent un général, auquel ils donnèrent le titre de *maréchal de l'armée de Dieu et de l'Église*, et s'avancèrent en armes vers la ville de Londres. Ayant été introduits en présence du roi, ils le requirent de leur rendre leurs anciennes lois, et de remplir ses promesses. Jean leur demanda un délai de deux mois, et ils le lui accordèrent.

Dans cette lutte, le pape s'était déclaré pour le roi; c'était un puissant auxiliaire; les barons ne comptaient pas amener Jean à ce qu'ils désiraient, et le temps du délai fut employé, des deux côtés, à se préparer à la guerre. Lorsque le terme fut venu, on envoya au roi les articles de la charte qu'on désirait obtenir de lui, en lui annonçant que, s'il ne garantissait pas immédiatement les libertés réclamées, les barons s'empareraient de ses

châteaux et de ses terres. L'archevêque servit d'intermédiaire entre Jean et les barons révoltés; et lorsque, d'une voix forte, le prélat répéta ce qu'il venait de lire, ce que probablement il avait lui-même rédigé, Jean s'écria, avec un rire d'indignation : « Et pourquoi ne demanderaient-ils » pas aussi mon royaume? » Puis il jura, avec d'horribles serments, « Que jamais il n'accorde» rait des libertés qui feraient de lui un esclave. » En apprenant ce refus, les barons se choisirent un général et ils marchèrent, comme ils l'avaient dit, vers les forteresses du royaume. Londres entra dans la ligue, et le roi fut obligé de fuir sa capitale, occupée par les confédérés.

Bientôt, effrayé de son abandon, il résolut de cacher, sous le masque de la conciliation, les desseins de vengeance qu'il nourrissait en secret. Il accorda ce qu'on lui demandait, et, le 19 juin 1215, la Grande-Charte fut promulguée de la manière suivante : les barons présentèrent au roi la liste de leurs griefs et celle des institutions qu'ils demandaient; le roi ordonna que les articles fussent rédigés en une charte; qu'il leur octroya ensuite, comme un don royal, avec toutes les formalités qui accompagnaient la promulgation des lois fondamentales. Des copies de cette charte

furent envoyées à tous les comtés et à tous les diocèses du royaume.

Pour assurer son exécution, les mécontents exigèrent que le roi leur livrât la ville et la tour de Londres ; vingt-cinq barons furent nommés gardiens des libertés du royaume, et, en cas d'infraction aux lois, ils furent autorisés à recommencer la guerre civile.

Une partie de la Grande-Charte a perdu son importance depuis la chute de la féodalité ; mais, en somme, elle contient un grand nombre de principes éternellement vrais et est bien digne de sa noble origine : la lutte d'un grand peuple contre un misérable despote. Entre autres articles importants, on y trouve celui ci : « Aucuns impôts ou » subsides ne peuvent être levés sans l'approbation » du Conseil général du royaume, excepté dans » les cas où ils seraient destinés à payer la rançon » du roi, la dot de sa fille aînée ou la *chevalerie* » de son fils aîné. » C'était l'acheminement vers la puissance du parlement. La Grande-Charte désignait les personnes qui devaient faire partie du Conseil national, et qui sont presque identiquement les mêmes qui aujourd'hui forment la Chambre des lords. La Chambre des communes ne devait prendre place que plus tard, et le gouvernement

d'Angleterre fut parlementaire avant d'être représentatif. Le trente-neuvième article de cette charte mérite surtout d'être cité : « Aucun homme libre ne » peut être emprisonné ou banni, jugé ou condamné, » en quelque manière que ce soit, que par le juge- » ment légal de ses pairs et par la loi du pays; » clause qui implique à la fois la loi de l'*habeas corpus* et le jugement par jury. Enfin, le dernier article dont nous ferons mention est celui qui accorde la liberté de commerce à tous les marchands étrangers, pourvu que la nation à laquelle ils appartiennent soit en paix avec l'Angleterre.

Jean ne put supporter l'idée d'être ainsi dépouillé du pouvoir; il se fit relever de son serment par le pape, et les barons, qui s'en tinrent aux termes de leur traité, furent excommuniés par le souverain pontife. Il s'ensuivit une horrible guerre entre les barons et le roi, aidé d'une armée de mercenaires qui dévastèrent le royaume. Les barons, réduits au désespoir, appelèrent aussi l'étranger à leur secours; ils offrirent la couronne à Louis, fils aîné du roi de France, et neveu de Jean par son mariage avec Blanche de Castille; et, pendant quelque temps, ce prince fut roi d'une faible partie de l'Angleterre. On ne peut guère excuser les barons d'avoir ainsi introduit l'étranger au sein de leur

pays; et peut-être cette imprudence aurait eu de funestes suites si l'Angleterre n'y eût échappé par la mort du roi, qui arriva le 19 octobre 1216, dans la cinquante-unième année de ce prince.

Il est peu de rois aussi méprisables que Jean, et l'histoire n'offre guère de règnes où il se soit passé d'aussi grandes choses. Dieu avait refusé à ce monarque les facultés qui auraient pu entraver la marche de la liberté, et son ardent désir de l'étouffer ne fit qu'en accélérer le développement.

XIV.

Henri III. — Le comte de Pembroke. — Hubert du Bourg. — Pierre des Roches. — Soulèvements des barons. — Simon de Montfort, comte de Leicester. — Introduction des représentants du peuple dans le parlement. — Réfugiés d'Ély.

DE 1216 A 1272.

Jean avait désigné pour lui succéder son fils Henri, à peine âgé de dix ans. Les barons sentirent que cet enfant n'était pas responsable des fautes de son père, et peut-être aussi pensèrent-ils que sa jeunesse serait favorable à leurs projets de liberté. Le jeune roi fut donc couronné à Glocester,

le 28 octobre 1217 ; et le comte de Pembroke, l'un des anciens chefs révoltés, fut nommé régent. Louis, qui se trouvait en Angleterre à la tête d'une armée lorsque le roi Jean mourut, fut obligé d'abandonner ses prétentions à la couronne, et tous les barons se rangèrent autour du trône du jeune roi.

La vie de Henri III ne fut qu'une longue minorité, et lorsque l'Angleterre cessa d'être gouvernée par un régent, elle tomba entre les mains d'un ministre ou d'un favori. Les mécontentements que soulevaient tour à tour ces gouvernants aidèrent la marche de la liberté, et l'on peut dire avec vérité que jamais roi si indigne n'eut un règne aussi fécond en heureux résultats.

Peu de noms brillent d'un éclat aussi pur que celui du comte de Pembroke. La multitude des partis qui s'agitaient autour du trône rendait sa tâche difficile, et il sut tenir d'une main ferme les rênes qui lui étaient confiées. L'un de ses premiers soins fut d'étendre à l'Irlande les bienfaits de la Grande-Charte, et cet acte de haute justice eût probablement été suivi de beaucoup d'autres, si la mort ne fût venue l'enlever à l'Angleterre l'an 1220, quatre ans environ après le couronnement du jeune roi.

Hubert de Burgh ou du Bourg, grand-justicier du royaume, succéda à Pembroke : c'était un homme habile; mais ce n'était pas un ami de la liberté comme le noble Pembroke. Élevé à la cour de Richard et à celle de Jean dont il avait été l'ami, il était partisan de la prérogative royale. Il réprima donc d'une main vigoureuse et souvent cruelle les soulèvements dont les barons avaient depuis longtemps pris l'habitude et qu'amenait à chaque instant une liberté mal affermie. N'oublions pas de dire, toutefois, que les auteurs de ces troubles n'étaient pas uniquement mus par l'amour de la liberté et qu'il s'en trouvait un bon nombre que le désir du gain et du pillage animait. Bientôt Hubert, fatigué des exigences des barons, obtint du pape une bulle par laquelle le saint-père déclarait majeur le jeune roi, âgé de dix-sept ans. Les actes qui suivirent déplurent probablement aux barons; car, la même année, ils réclamèrent du monarque une confirmation de la Grande-Charte.

L'an 1225, le roi d'Angleterre perdit la Rochelle; et cet événement força Henri à assembler son parlement pour obtenir les subsides nécessaires pour reprendre cette ville et reconquérir les provinces continentales perdues par le roi Jean. Hu-

bert du Bourg, qui portait la parole au nom du roi, demanda que la nation fût imposée à un quinzième de son revenu, et le parlement y consentit, à condition que la Grande-Charte serait confirmée. La tentative pour reprendre la Rochelle fut vaine, ce qui n'empêcha pas Henri de songer à profiter des troubles que soulevait, en France, la minorité de Louis IX, pour reprendre à la redoutable rivale de l'Angleterre les belles provinces dont s'était emparé Philippe-Auguste. L'incurie et la prodigalité de Henri rendirent cette guerre infructueuse, et au mois d'octobre il fut obligé de solliciter de nouveaux subsides. Le parlement les lui accorda encore ; mais, en 1232, il exerça véritablement son droit en refusant le troisième subside que Henri sollicitait pour les mêmes guerres.

Vers ce temps, Hubert du Bourg, qui, de régent, était devenu premier ministre, tomba dans la disgrâce du roi. Accusé de crimes odieux qu'on ne put prouver, il se retira loin de la cour, dans la solitude, où il eut souvent à souffrir des petites vexations du roi et de ses favoris.

Pierre des Roches, Poitevin d'origine et évêque de Winchester, succéda à Hubert du Bourg et s'attira la haine en donnant toutes les places à ses compatriotes. Les Normands de la conquête s'é-

taient impatronisés en Angleterre ; eux-mêmes se qualifiaient d'*Anglais*, et ils trouvaient mauvais que les charges de *leur patrie* devinssent le lot des étrangers.

L'histoire du règne de Henri est celle des ministres et des favoris qui, tour à tour, régnèrent sous son nom, et comme ces favoris furent presque toujours des étrangers, l'intérêt personnel se joignant à l'amour de la liberté, la colère des barons n'eut pas de bornes.

Henri épousa Éléonore de Provence en 1236, et de nouvelles bandes d'étrangers arrivèrent à la suite de la reine. Un des oncles de cette princesse devint premier ministre, un second fut nommé primat et un troisième reçut le comté de Richmont. Le gouvernement des étrangers fut oppressif; les barons sommèrent Henri de renvoyer ses conseillers étrangers, et toutes les fois qu'il sollicitait de nouveaux subsides, le parlement y mettait cette condition, que le misérable monarque acceptait pour la violer à la première occasion.

Les prodigalités du roi n'avaient pas de bornes : les impôts accordés pour des guerres utiles passaient entre les mains des favoris ou se trouvaient misérablement gaspillés dans d'injustes et absurdes agressions contre la France, qui avait alors pour

chef Louis IX, un des plus grands rois dont fasse mention l'histoire d'aucun peuple; aussi l'an 1242, le parlement, ayant accordé un nouveau subside, arrêta que les fonds en seraient confiés à la garde de quatre barons nommés par le parlement et chargés de veiller à ce que ces fonds ne fussent dépensés que pour le bien du royaume. Ce ne fut pas la seule conquête de ce parlement de 1442, qui statua encore que les biens du clergé seraient soumis à l'impôt comme ceux des laïques, exemple que n'avait encore fourni aucun État chrétien.

En 1244, Henri sollicita de nouveaux secours que le parlement lui refusa. Alors commença un système d'exactions contre les faibles et surtout contre les Juifs, auxquels on attribua d'incroyables forfaits pour lesquels ils furent condamnés par des magistrats vendus au roi, auquel revenaient les confiscations. Souvent, lorsque les jugements ne semblèrent pas assez productifs, on eut recours à des massacres en masse que personne ne songeait à venger, puisqu'ils s'élevaient contre des malheureux mis hors la loi par toute la chrétienté.

Le mal s'accroissait de jour en jour à l'étranger. L'Angleterre était couverte d'ignominie dans la personne de son indigne monarque; tandis qu'au dedans de nombreuses violations de la charte re-

mettaient tout en question à chaque instant. Pour porter remède à ces malheurs, le parlement nomma quatre barons *conservateurs des libertés de la nation*, chargés d'accompagner le roi, de surveiller l'administration de la justice et de régler les dépenses publiques. On statua, en outre, qu'à l'avenir le grand-justicier et le chancelier seraient élus par le parlement, ainsi que plusieurs autres hauts fonctionnaires.

Des étrangers qui s'étaient établis en Angleterre sous le règne de Henri, le plus fameux était Simon de Montfort, dont le père acquit une si hideuse célébrité dans la guerre des albigeois. A son arrivée en Angleterre, le jeune Montfort reçut la main de la sœur du roi, la comtesse douairière de Pembroke, et il devint comte de Leicester. Oubliant son origine étrangère, il se rangea du côté des barons, après une violente querelle qu'il avait eue avec son beau-frère l'an 1252, et, à partir de ce moment, il devint l'ame et le chef du parti national.

Il se passait peu d'années sans que Henri renouvelât son serment de fidélité à la Grande-Charte, et il le viola encore impudemment en 1258. Un faible avantage remporté en Gascogne par ses troupes l'avait encouragé à ce nouveau manque de foi, que les Anglais ne supportèrent pas patiemment.

L'an 1258, un parlement, qui s'assembla à Oxford, déclara au roi qu'il avait perdu la confiance de la nation ; que désormais le gouvernement devait être remis à des hommes auxquels elle pût avoir foi ; qu'en conséquence, le conseil du roi nommerait douze barons auxquels le parlement en adjoindrait douze autres, et que ces vingt-quatre barons seraient chargés du redressement des griefs et de la réforme de l'État, sous la surveillance d'un parlement qui s'assemblerait trois fois l'an. Chaque comté devait, en outre, élire un chevalier chargé de représenter aux barons et au parlement les griefs de leurs comtés respectifs.

Telles sont les fameuses *provisions d'Oxford* par lesquelles la nation anglaise fit un pas de plus vers le gouvernement représentatif ; car il est facile de reconnaître l'origine de la Chambre des communes dans les chevaliers dont nous venons de parler.

Cette administration dura plusieurs années, et Henri chercha vainement à lui échapper. Son fils Édouard, qui n'avait juré qu'à regret les provisions d'Oxford, voulut cependant tenir des promesses toujours sacrées ; et le monarque, abandonné de tout appui, fut obligé de se soumettre. Enfin les deux partis, ne pouvant s'accorder, résolurent de s'en remettre à l'arbitrage du roi de France, et ce-

lui-ci arrêta qu'on remettrait au roi les châteaux, les possessions et toutes les prérogatives royales dans l'état où ils étaient avant le parlement d'Oxford, sous la condition d'une amnistie générale et de la pleine jouissance des libertés garanties par la Charte. Cette sentence n'était qu'un redressement des griefs et non une assurance contre leur retour.

L'an 1265 donna lieu à une nouvelle révolte des barons, réprimée par le prince Édouard, qui se trouvait désormais à la tête du parti royal. Le comte de Leicester était chef du parti contraire, et jamais plus dignes rivaux ne se trouvèrent en présence. Le parti royal se composait de quelques grandes familles anglaises et de tous les étrangers établis en Angleterre, tandis que celui des barons, que nous n'hésiterons pas à appeler le parti national, comprenait presque tous les barons anglais. On se préparait, de part et d'autre, à une grande bataille, et les royalistes se renforçaient d'une troupe d'auxiliaires écossais conduits par Jean Baliol, Jean Comyn et Robert Bruce, qui, sous le règne suivant, prétendirent tous trois à la couronne d'Écosse. Le roi se vit obligé de quitter Londres et de se replier sur le château de Lewes, où les barons lui présentèrent leurs remontrances. Le

roi ne leur répondit qu'en réclamant une soumission immédiate : ce qui amena la fameuse bataille de Lewes, qui eut lieu le 14 mai 1264, et dans laquelle le roi Henri, le prince Édouard et un grand nombre de barons de l'armée royale furent faits prisonniers. Alors l'administration du royaume fut remise entre les mains du comte de Leicester et du comte de Glocester, qui eurent bientôt à combattre de nouveau le prince Édouard qui s'échappa de prison.

Le 6 août 1265, les deux partis se livrèrent un terrible combat à Evesham, où l'armée nationale fut complètement défaite et où le comte de Leicester perdit la vie, en même temps que le monarque prisonnier recouvrait sa liberté.

Le corps de Leicester fut horriblement mutilé après sa mort, ses membres furent envoyés à différentes villes pour y être exposés comme ceux d'un traître ; mais sa mémoire fut révérée par le peuple, comme celle d'un martyr de la liberté. On l'appela *sir Simon le Juste* ; on lui attribua le don des miracles, et le peuple murmura de ce que Rome ne canonisait pas celui qu'il considérait comme un saint.

C'est vers ce temps qu'on peut placer l'introduction des représentants du peuple dans le parlement

dont nous avons montré le germe dans les chevaliers des comtés. On ne sait trop comment elle s'opéra ; mais il est certain que, dans un parlement assemblé à Londres l'an 1265, au plus fort de la guerre civile, deux chevaliers pour chaque comté, deux citoyens pour chaque ville et deux bourgeois pour chaque bourg siégèrent comme représentants du peuple et membres du parlement.

Le parti des barons sembla s'éteindre avec Montfort, et un parlement assemblé par les royalistes fut le docile instrument de leurs vengeances. Les partisans de Leicester furent proscrits et les vainqueurs se partagèrent leurs dépouilles. Les débris du parti national se réfugièrent encore dans les marécages de l'île d'Ély, qui, après deux siècles, redevenaient l'asile de la liberté, et où ils furent vaincus par le prince Édouard. Deux ans après cette dernière victoire, Édouard partit pour la Terre-Sainte, qui, trente ans plus tard, devait retomber tout entière sous le joug musulman.

Henri III mourut le 15 ou le 16 novembre 1272, dans la soixante-sixième année de son âge et la cinquante-sixième de son règne.

XV.

Édouard I.—Les Gallois.—Lewellyn.—David, frère de Lewellyn.— Mort d'Alexandre III, roi d'Écosse.— Fiançailles du fils aîné d'Édouard et de la fille du roi d'Écosse.

DE 1272 A 1307.

Édouard I, fils aîné de Henri III, fut naturellement appelé à lui succéder. Il était en Palestine lorsque le roi mourut; et, certain de n'avoir à craindre aucun compétiteur redoutable, il revint lentement, en visitant le pape et le roi de France. L'Angleterre ne semble pas avoir souffert de son

absence, et, d'ailleurs, la constitution était désormais assez bien établie pour n'avoir à craindre ni régence ni interrègne. Édouard Ier prit possession du trône comme d'un héritage; cependant on fit une sorte d'élection, et, pour rester fidèle, au moins en apparence, aux anciens principes, son règne ne data que du jour de son couronnement.

Édouard avait brillé d'un grand éclat dans les guerres civiles du règne de son père, pendant lesquelles il avait donné des preuves de loyauté, aussi bien que d'une inflexible justice poussée quelquefois jusqu'à la cruauté. Il n'aimait pas le parti populaire; Leicester avait été son ennemi personnel, et, peut-être, au fond du cœur, détestait-il les réformes dont ce noble baron avait été le plus ardent promoteur. Il lui fallut les accepter pourtant; les conquêtes de la liberté étaient d'une date trop récente pour qu'il fût possible de les arracher à un peuple enthousiaste de son triomphe. Édouard le sentit; et comme il était aussi habile que vaillant, toute son activité se porta sur un point : agrandir son royaume. Peut-être espérait-il s'entourer d'assez d'éclat pour ressaisir le pouvoir absolu; mais le peuple anglais ne prend guère la gloire pour la liberté, et il aida Édouard dans ses conquêtes, sans perdre une seule des libertés qu'il avait acquises au prix de tant de sang.

Le premier peuple vers lequel se tournèrent les yeux d'Edouard fut le peuple gallois. On a vu précédemment que, dans toutes les conquêtes successives qui changèrent la face de la Grande-Bretagne, le pays de Galles avait été le lieu de refuge des hommes trop fiers pour courber la tête sous le joug étranger, et les descendants de ces hommes restèrent, comme on devait s'y attendre, fidèles au culte de la liberté. On ne sait trop quelle était l'organisation intérieure des Gallois; ce qui est certain, c'est qu'ils vivaient dans une complète indépendance, quoique leur souverain reconnût nominalement la suzeraineté du roi d'Angleterre.

Dans la guerre des barons, Lewellyn, roi du pays de Galles, avait marché avec les mécontents : Edouard ne l'oublia pas, et il fut à peine proclamé roi, qu'il l'envoya sommer de lui prêter serment de fidélité comme vassal de la couronne d'Angleterre. Lewellyn connaissait la haine du roi, et, de plus, il savait que plusieurs barons anglais étaient ses ennemis. Il répondit donc qu'il ne pouvait venir à la cour en sûreté si on ne lui accordait des otages. On négocia, et pendant les négociations, Edouard donna à Lewellyn une nouvelle preuve de son inimitié, en enlevant Éléonore de Montfort, au moment où elle se rendait de France en Angleterre, pour épou-

ser le prince de Galles. En même temps, le parlement condamnait Lewellyn comme félon, pour avoir refusé de rendre hommage au nouveau roi.

Edouard déploya une grande habileté militaire et une profonde politique dans la guerre qui suivit. Lewellyn fut obligé d'accepter un traité par lequel il perdit toute sa principauté, à l'exception de l'île d'Anglesea, qui encore devait revenir à Edouard dans le cas où Lewellyn mourrait sans postérité mâle. Le prince gallois s'obligea, en outre, à payer cinquante mille livres sterling (environ 1,275,000 francs), somme énorme dans ce temps où le numéraire était infiniment plus rare que de nos jours. Bientôt Lewellyn se reprocha d'avoir sacrifié son pays. Tout le poussait à la révolte; son peuple mécontent, son frère David, enfin les anciens chants des bardes, dans lesquels on n'eut pas de peine à trouver des prédictions relatives à Lewellyn : on lui en appliqua une qui annonçait qu'un prince gallois devait être couronné à Londres. Il se révolta donc, et bientôt l'armée d'Edouard pénétra dans l'île d'Anglesea. Elle fut vaillamment repoussée par les Gallois conduits par Lewellyn et son frère; mais, quelque temps après, le noble chef fut tué par trahison; on lui coupa la tête et elle fut envoyée au roi Edouard, qui la fit placer sur la tour de

Londres, où elle fut dérisoirement couronnée d'une guirlande de saule.

Lewellyn avait été tué en 1282; son frère David fut fait prisonnier quelque temps après. Mis en jugement par un parlement siégeant à Shrewsbury, il se vit convaincu de haute trahison pour avoir voulu reconquérir l'indépendance de son pays, condamné à être écartelé par quatre chevaux, et à perdre la tête qui devait être placée sur la Tour, à côté de celle de son frère, tandis que ses membres furent envoyés aux quatre principales villes du royaume.

Les habitants du pays de Galles furent complètement soumis, à l'exception des bardes dont les chants appelaient continuellement leurs compatriotes à reconquérir leur indépendance. Édouard commença contre ces nobles poètes des persécutions qui furent continuées par les rois ses successeurs jusqu'à l'entière extinction des bardes.

A partir de la mort de Lewellyn, la principauté de Galles n'eut plus d'existence politique. Soumise à la couronne, elle fut traitée en pays conquis et sujette à toutes les exactions qu'entraîne cette condition. Cet état dura deux siècles, et ce ne fut qu'à l'avénement des Tudor que ce pays rentra dans le droit commun de l'Angleterre.

Après la soumission du pays de Galles, Edouard tourna les yeux vers l'Écosse, qui, bientôt, lui présenta une occasion d'envahissement. Nous avons vu un roi d'Écosse prêter serment de fidélité à Henri II; mais cet acte de soumission ne donna de l'influence aux rois d'Angleterre que lorsque ce pays fut livré à des divisions intestines.

Jamais la royauté n'avait été purement élective chez les Écossais; mais l'hérédité royale n'y avait pas de règles fixes. Alexandre III mourut en 1292, et, comme il ne laissait ni fils, ni frère, ni neveu pour lui succéder, la couronne fut dévolue à la princesse Marguerite, fille d'une sœur d'Alexandre et du roi de Norwége. Cette princesse fut fiancée au fils aîné d'Edouard, auquel son père donna le titre de *prince de Galles*, qui, depuis, a toujours été porté par le prince héréditaire. Toutefois, en consentant au mariage de leur reine avec le prince anglais, les Écossais stipulèrent que les deux royaumes seraient à toujours indépendants l'un de l'autre.

Marguerite, que les anciennes poésies appellent « *the fair maid of Norroway,* la belle vierge de Norwége, » périt dans la traversée. Alors se présentèrent neuf prétendants qui, tous à différents titres, se disaient héritiers du royaume d'Écosse. Les com-

pétiteurs eurent recours au roi Edouard, et celui-ci se déclara pour celui qui avait le meilleur titre, en suivant l'ordre de primogéniture, Jean Baliol ou Bailleul, qui fut couronné à Scone, l'an 1202. Plus tard, Edouard se prévalut de la déférence que les Écossais lui avaient témoignée dans cette circonstance pour rendre effective une suzeraineté qui, jusqu'alors, avait été purement honorifique.

Edouard demanda à Baliol trois forteresses comme gage de sa foi, et, presqu'en même temps il réclama son aide comme vassal, dans la guerre qui venait d'éclater entre la France et l'Angleterre. Le faible roi aurait probablement cédé; mais la nation ayant manifesté une vive opposition, on refusa ce qu'Edouard demandait, et Baliol conclut une alliance secrète avec la France. Alors Édouard somma le roi d'Écosse de comparaître à Westminster, pour y répondre de son refus, et comme, au lieu de se rendre à la citation, Baliol renonça à son hommage. « Ah! le fol félon, tel folie fait! s'écria Edouard : s'il ne vient à nous, nous viendrons à ly. »

En effet, le monarque anglais partit pour l'Écosse, à la tête d'une armée considérable et suivi de toute sa chevalerie. Les Écossais furent complètement défaits dans la première campagne; Baliol se soumit en termes abjects, et Edouard emporta d'É-

cosse, comme trophées de sa victoire, le sceptre, la couronne et la fameuse pierre de Scone sur laquelle se faisait l'inauguration des rois.

L'Écosse semblait abattue sans retour, quand William Wallace se leva pour la sauver. Il commença par harceler le conquérant par de petites attaques et des surprises nocturnes, dont le bruit, s'étendant peu à peu, changea en une formidable armée la petite bande à la tête de laquelle le patriote avait commencé la guerre. Quelquefois Wallace agissait sous le nom de Baliol, prisonnier d'Edouard, et d'autres fois c'était au nom de la régence qui avait remplacé le roi. La noblesse profita de ses succès et lui rendit hommage lorsqu'il triompha; mais toujours jalouse de sa renommée, elle s'indignait tout bas de voir *un homme de rien* entreprendre la défense d'un pays que tant de lâches gentilshommes avaient trahi. Aussi modéré dans la victoire qu'il était brave dans le combat, Wallace s'opposait de toutes ses forces aux cruautés de ses soldats. Il les indisposa contre lui, et, lorsqu'il eut été défait à la bataille de Falkirk, en 1278, tous ses adhérents se révoltèrent contre lui. Alors Bruce et Comyn, deux puissants lords écossais, furent choisis avec le primat comme régents du royaume, et ils conclurent avec Edouard une trève de deux ans. Au renouvel-

lement des hostilités, l'armée écossaise gagna la bataille de Roslyn. Un an après, le sort des armes soumit à Edouard presque toute l'Écosse, et Wallace fut un des trois patriotes que le monarque anglais jugea dignes d'être exclus de l'amnistie qu'il accorda aux rebelles. Un Écossais, sir John Monteith, fut assez lâche pour offrir de poursuivre le héros dont on n'avait plus entendu parler depuis la bataille de Falkirk. Ce misérable trompa Wallace sous la couleur de l'amitié, et le héros, livré au roi Edouard, fut condamné à mort, pendu et coupé par quartiers, comme le malheureux Lewellyn. La tête du défenseur de l'Écosse fut exposée sur la Tour comme l'avait été celle du patriote gallois.

L'esprit de Wallace lui survécut : le sang des martyrs est fécond. Robert Bruce, comte de Carrick, fils de l'un des neuf prétendants dont nous avons parlé précédemment, devint, à son tour, le héros de l'Écosse. Dans une querelle particulière entre Bruce et Comyn, roi ou régent de l'Écosse, depuis la prétendue forfaiture de Baliol, ce dernier fut tué dans l'église de Dumfries, et Bruce fut immédiatement couronné à Scone, l'an 1306.

Aussitôt qu'Edouard en fut averti, il marcha vers l'Écosse avec une nouvelle armée. Bruce remporta d'abord quelques avantages; mais ils furent

de courte durée, et bientôt il se vit obligé de prendre refuge dans les montagnes de l'Écosse, d'où il passa dans les îles Hébrides, puis en Irlande, harcelant Edouard par de continuelles révoltes. Le monarque anglais se préparait à en finir d'un seul coup, et, à cet effet, il avait rassemblé toutes ses forces, lorsque la mort le saisit dans la soixante-neuvième année de son âge et la trente-quatrième de son règne, le 7 juillet 1307.

Edouard Ier fut sans contredit un grand roi; les vices qu'on peut lui reprocher, et parmi lesquels on doit compter la cruauté, appartiennent à son siècle autant qu'à lui, et son ambition s'excuse facilement dans un temps où la sûreté des États était si peu garantie, que celui qui ne cherchait pas à conquérir s'exposait à être conquis. Douze parlements environ furent assemblés sous son règne; leur pouvoir s'accrut chaque fois que le roi eut besoin d'argent, et les mêmes occasions, fréquemment renouvelées, amenèrent peu à peu l'intervention du parlement dans toutes les affaires de l'État.

XVI.

Édouard II.—Gaveston.— Guerre d'Écosse.—Bataille de Bannock-Burn. — Bataille de Borough-Bridge. — Exécution du comte de Lancaster. — La reine se met avec son fils à la tête du parti des barons. — Édouard est fait prisonnier. — Il est déposé. — On l'assassine dans sa prison.

DE 1307 A 1327.

Au vaillant Édouard I[er] succéda son fils Édouard II, monarque lâche et imbécille, dont la vie est une preuve de plus qu'un grand homme peut donner le jour à l'être le plus méprisable. Édouard mourant avait prévu le déplorable règne de son fils, auquel il avait vainement ordonné de chasser son favori, le Gascon Pierre Gaveston.

Une des choses qu'Édouard avait le plus à cœur était la soumission complète de l'Écosse, et pour l'accomplir il comptait peu sur son indigne fils. Il demanda donc qu'aussitôt après sa mort, on mît son cadavre dans une chaudière, « et » le ferait bouillir tant que la chair se départît des » os, et, après, ferait mettre la chair en terre et gar- » derait les os; et toutes les fois que les Écossais se re- » belleraient contre lui, il semondrait ses gens et » porterait avec lui les os de son père; car il tenait » fermement que, tant que son successeur aurait ses » os, les Écossais seraient battus. » Un autre conquérant ordonna qu'on fît de sa peau un tambour dont on se servirait pour marcher à l'ennemi; tous deux espéraient qu'un signe matériel remplacerait pour leurs soldats le souffle sacré dont ils les avaient animés.

Les dernières volontés d'Édouard furent méprisées par son fils. L'armée anglaise fut rappelée d'Écosse; et, oubliant les soins de l'administration aussi bien que ceux de la guerre, Édouard II se livra à une folle dissipation, laissant aller toutes choses au gré de son favori qui, bientôt, épousa la propre nièce du roi, fut élevé à la dignité de comte de Cornouailles, reçut de considérables donations de terre, et fut même déclaré régent, lorsque le

monarque quitta l'Angleterre pour aller épouser Isabelle de France. Plusieurs fois, les barons obtinrent d'Édouard le bannissement de Gaveston ; mais ce dernier trouva toujours moyen de revenir. Cette lutte dura quatre ans, au bout desquels les barons obtinrent du parlement le redressement des abus dont ils se plaignaient. On confisqua les biens du favori, qui fut banni et condamné à mort dans le cas où il enfreindrait son ban. Le parlement statua, en outre, que le roi ne pourrait ni quitter le royaume, ni faire la guerre sans le consentement de ses barons, qui choisiraient eux-mêmes le régent, et que les grands officiers de la couronne et les gouverneurs des provinces étrangères seraient nommés par l'avis et du consentement des barons assemblés en parlement.

La Grande-Charte fut confirmée, et on y ajouta l'article suivant : « Attendu que beaucoup de gens » peuvent être injustement poursuivis par les mi» nistres du roi, et que de tels griefs ne peuvent » être redressés que par un parlement, nous ordon» nons que le roi tiendra un parlement une fois l'an » et même deux, s'il est nécessaire. »

Gaveston osa revenir en Angleterre au mépris de la sentence de bannissement qui avait été prononcée contre lui. Fait prisonnier par les barons, il

fut remis à la garde du comte de Warwick, qu'il avait personnellement offensé en le désignant sous le nom de *Chien noir des Ardennes* dans les grossières bouffonneries dont il amusait son royal ami. Un conseil de barons s'assembla à Warwick pour décider de son sort, et Gaveston eut la tête tranchée à Blacklow-Hill, l'an 1312. Cependant cette lutte des barons et du roi n'était plus le noble combat d'où devaient sortir les libertés d'un grand peuple; c'était une misérable querelle dans laquelle il s'agissait de savoir qui gouvernerait un indigne monarque.

Édouard conclut facilement la paix avec les meurtriers de Gaveston, et l'an 1314, il porta ses armes en Écosse à la tête de ses barons. C'est dans cette campagne que fut livrée, le 24 juin, la célèbre bataille de Bannock-Burn où l'armée anglaise fut complètement défaite, et dans laquelle Édouard n'échappa à la mort que par la fuite.

Robert Bruce avait peu à peu reconquis presque toute l'Écosse. Cette victoire fut décisive, et les Anglais en furent tellement effrayés, que, depuis cette affaire, si l'on en croit les écrivains nationaux, « trois soldats écossais auraient suffi pour mettre en déroute deux cents Anglais. » Après avoir délivré sa patrie, Robert Bruce songea vai-

nement à affranchir l'Irlande qui gémissait sous le joug anglais.

La bataille de Bannock-Burn amena la paix entre l'Angleterre et l'Écosse, et il fut stipulé que l'Écosse resterait entre les mains de Robert Bruce sans relever en aucune sorte de la couronne d'Angleterre.

Hugues le Despencer ou Spencer avait succédé à Gaveston, et bientôt les barons se soulevèrent contre ce nouveau favori. Le petit fils de Henri III, Thomas, comte de Lancaster, se mit à leur tête, et il fut secondé par Roger Mortimer, chef des marches galloises, que les partisans du roi accusaient d'une intrigue criminelle avec la reine.

Les barons révoltés voulaient forcer le roi à exiler son favori, et le père de ce favori, vieillard jadis honoré de la confiance d'Édouard I[er], dont le seul crime était d'avoir donné le jour à celui qu'ils détestaient. La guerre continuait presque sans interruption, lorsque le parti du roi remporta, en 1322, une victoire signalée à Borough-Bridge, où le comte de Lancaster fut fait prisonnier.

Les barons révoltés, présents à cette bataille, étaient au nombre de deux cent quarante. Le comte de Lancaster, leur chef, eut la tête tranchée ainsi qu'un autre chevalier, neuf furent tués dans le combat, vingt-huit furent pendus ou écartelés, six

se rendirent à discrétion et huit se réfugièrent sur le continent, tandis que Mortimer et son frère furent condamnés à un emprisonnement perpétuel. Il paraît que le reste des membres dispersés d'un parti naguère encore si puissant furent traités avec assez de modération.

A partir de ce moment, les évènements du règne d'Édouard sont assez obscurs. Irritée de la froideur de son mari, la reine Isabelle, l'une des plus belles princesses de son temps, ne manqua pas de l'attribuer d'abord à Gaveston; et, plus tard, aux Spencer. Dans sa colère, elle tourna naturellement les yeux vers son frère, le roi de France, et bientôt ce monarque, qui ne cherchait qu'un motif pour rompre avec le roi d'Angleterre, réclama l'hommage-lige pour la Guienne; Édouard le refusa, et la rupture éclata. Vers le même temps, Mortimer s'échappa de sa prison, et il se rendit à la cour de France, refuge des barons mécontents.

Sous prétexte des nécessités de la guerre, on se saisit des revenus du comté de Cornouailles, qui avaient été assignés à la reine. Irritée au dernier point, cette princesse dissimulant son mécontentement parvint à se faire envoyer en France pour y négocier la paix. Le traité conclu était tellement humiliant, qu'il ne se trouva en Angleterre qu'un

seul homme qui voulut le ratifier, et cet homme fut le roi. Le parlement s'y opposa et le roi de France insinua qu'il se désisterait d'une partie de ses prétentions si Édouard consentait à se dépouiller de ses possessions continentales en faveur de son fils aîné, Édouard, prince de Galles, alors âgé de treize ans. Ce projet fut accepté, et peut-être Charles de Valois espéra-t-il conquérir facilement, à la faveur de cet arrangement, une province qu'il convoitait depuis longtemps.

A quelque temps de là, le jeune duc de Guienne fut fiancé à Philippine de Hainaut, et accompagné de sa mère, il débarqua, l'an 1326, en Angleterre, où il se mit à la tête des mécontents qui demandaient le bannissement des Spencer. Vainement le roi offrit mille livres sterling de récompense pour la tête de Mortimer, chef du parti des barons; il se vit abandonné de tous, même de son propre frère, le comte de Kent.

L'armée des mécontents soumit Bristol, et le vieux Spencer, qui, à quatre-vingt-dix ans, n'avait pas craint de se charger du commandement de cette ville, fut, par ordre de la reine, pendu devant les fenêtres du château, où le roi et le jeune Spencer étaient détenus prisonniers. Le peuple avait embrassé le parti de la reine, et les habitants de

Londres s'étant saisis de Stapleton, évêque d'Exeter, auquel le roi avait confié la garde de la capitale, le mirent en pièces sans s'inquiéter de son caractère sacerdotal.

Le roi parvint à s'échapper du château de Bristol avec Hugues Spencer et son chancelier Baldock : il espérait se réfugier dans la petite île de Landi ; mais désormais il n'y avait plus d'asile pour le malheureux prince dans les terres dont il était encore souverain. Les barons et les prélats du parti de la reine s'assemblèrent à Bristol et ils déclarèrent que le roi ayant abandonné son royaume, ils choisissaient Édouard, duc d'Aquitaine, pour régent. Le grand sceau fut donc remis à la reine et au duc d'Aquitaine, qui furent chargés de pourvoir au gouvernement de l'État.

Après avoir fait de vains efforts pour lever une armée dans le pays de Galles, le malheureux roi fut obligé de se rendre, et on l'enferma d'abord à Ledbury, d'où il fut conduit à Kenilworth.

Le parlement déposa Edouard le 24 ou le 25 janvier 1327, et il arrêta que le prince de Galles serait couronné roi à la place de son père, parce que ce prince, incapable de régner lui-même, s'était toujours laissé conduire par des méchants; qu'il avait, par sa cruauté et sa lâcheté, mis le royaume à deux

doigts de sa perte ; enfin parce qu'il était de notoriété publique qu'on ne pouvait rien espérer de lui.

Trois évêques, deux comtes, deux barons, deux abbés et deux juges furent chargés d'annoncer cette sentence au roi prisonnier, et William Trussel, président du parlement et de la députation, porta la parole en ces termes : « Moi, Guillaume Trus-
» sel, au nom du peuple anglais et par l'autorité du
» parlement, je vous déclare qu'à partir de ce mo-
» ment je renonce à l'hommage qui vous a été
» juré. Je ne suis plus votre sujet, et je vous prive
» de la dignité et de la puissance royales. Nous ne
» demanderons et ne tiendrons rien de vous comme
» roi; et à l'avenir, nous ne vous considérerons plus
» que comme homme privé. »

Ce beau semblant de légalité servait de voile à de lâches projets de meurtre; Édouard resta au château de Kenilworth, où il fut confié à la garde de Gournay et de Maltravers, partisans du feu comte de Lancaster, qui probablement étaient peu scrupuleux sur les moyens de venger sa mort. On dit que le monarque déposé fut en butte à de lâches et odieuses insultes qu'il ne pouvait plus venger.

De Kenilworth Édouard II fut conduit à Corfe, à Bristol et enfin à Berkeley. On dit que, dans la nuit du 20 septembre 1327, le malheureux roi fut

assassiné par ses gardiens, au moyen d'un fer rouge qu'ils lui introduisirent dans les entrailles à travers un tuyau de corne ; raffinement de cruauté qui ne laissait subsister aucune trace de violence. Le monarque fut enseveli dans l'église abbatiale de Glocester, où il ne reçut pas un seul tribut de regret d'un peuple qui ne considérait ses dernières souffrances que comme une juste expiation des maux qu'il avait causés à l'Angleterre.

XVII.

Édouard III. — Isabelle et Mortimer. — Mécontentement général. — Exécution de Mortimer. — Affaires d'Écosse. — Édouard réclame la couronne de France. — Guerre civile en Bretagne.—Bataille de Crécy.— Prise de Calais.

DE 1327 A 1347.

Édouard III n'avait que quatorze ans lorsqu'il succéda à son père. Les troubles du règne d'Édouard II avaient fatigué l'Angleterre, et elle avait grand besoin d'un repos qu'elle ne devait pas trouver au milieu des agitations inséparables d'une régence. La reine Isabelle, ou plutôt son

favori Roger Mortimer, régna sous le nom du jeune roi, et nous n'hésitons pas à charger leur mémoire de l'horrible assassinat du malheureux Édouard.

Les barons murmuraient hautement de se voir soumis à l'un de leurs égaux, et Henri, comte de Lancaster, Edmond, comte de Kent, et Thomas de Brotherton, comte-maréchal, oncles du roi et membres de la régence, se rangèrent du parti des mécontents, après avoir vu réduire à néant le pouvoir qui leur appartenait.

L'administration de Mortimer durait depuis quatre ans, lorsqu'il sut se rendre méprisable en renonçant lâchement à la suzeraineté de l'Écosse. Un meurtre juridique acheva de lui aliéner le peuple et les barons. Le favori désirait ardemment se défaire des oncles du roi, et il commença par le plus faible. Une ruse infernale fit croire au comte de Kent que son malheureux frère vivait encore, et il tenta de l'arracher à sa prison. Accusé de trahison, et jugé par un parlement vénal, le prince fut condamné à mort et exécuté.

Mortimer avait cru affermir son autorité par ce coup hardi; il se trompa, l'arc se brisa entre les mains de l'imprudent qui l'avait trop tendu. Le jeune roi était tenu dans une sorte de captivité

par la reine et son favori, qui se plaisaient à étaler une splendeur royale, en même temps que, craignant les conspirations, ils s'entouraient de gardes et s'enfermaient dans de redoutables forteresses. Ils étaient tous deux à Nottingham, lorsque des barons s'y introduisirent de nuit, se saisirent de Mortimer et l'emmenèrent prisonnier à Londres. Le favori fut accusé devant le parlement d'avoir usurpé l'autorité royale; d'avoir placé un espion près du jeune Edouard; d'avoir transféré le dernier roi, du château royal de Kenilworth au château de Berkeley, où il l'avait fait traîtreusement assassiner; enfin, d'avoir attiré le comte de Kent dans un piége où ce prince avait injustement perdu la vie. Toutes ces accusations furent prouvées, et Roger Mortimer, comte de March, fut décapité le 29 novembre 1329. La reine-mère fut confinée, pour le reste de sa vie, au château de Rising, où elle vécut vingt-sept ans sans recevoir aucun autre hommage royal qu'une visite officielle que son fils lui faisait chaque année.

Édouard III, qui n'avait alors que dix-sept ans, commença à régner par lui-même; et tournant les yeux vers l'Écosse, il songea à rétablir sur le trône le fils du malheureux Jean Baliol, dont il espérait plus de soumission que du Conseil de régence qui

gouvernait l'Écosse pendant la minorité de David Bruce, fils de l'héroïque Robert. L'an 1332, Baliol est couronné roi à Scone, et il rend hommage à Édouard. Un an après son couronnement, il est chassé honteusement par les Écossais; il a recours à Édouard, qui le replace sur le trône, où bientôt Baliol s'aliène ses amis eux-mêmes par des imprudences réitérées. Le parti de David reprit le dessus, et en peu de temps il se rendit maître d'une partie de l'Écosse.

La France offrit vainement sa médiation : Édouard recommença la guerre et fit en Écosse trois expéditions successives, qui n'eurent guère de résultat. Baliol fut obligé d'abandonner le trône à son compétiteur, non sans substituer Édouard III à ses droits prétendus, moyennant une pension de deux mille livres sterling.

Bientôt Édouard abandonna ses projets sur l'Écosse pour tourner ses regards vers la France; Charles le Bel était mort en 1328, sans laisser d'héritiers mâles, et de nombreux prétendants s'étaient levés de tous côtés. Par sa mère, Édouard était petit-fils de Philippe le Bel; mais la loi salique, qui excluait les femmes de la succession à la couronne de France, en repoussait également leurs fils. Édouard ne crut pas moins devoir mettre en

avant un droit qu'il espérait faire valoir par les armes, ce qui ne l'empêcha pas de prêter serment à Philippe VI, pour l'Aquitaine et ses autres possessions du continent ; démarche singulière, s'il ne reconnaissait pas la légitimité du droit de Philippe, mais par laquelle il espéra obtenir le temps qui lui était nécessaire pour se préparer à la guerre. La France était entourée d'une foule de princes dont la jalousie ne demandait qu'à prendre les armes contre ce puissant royaume ; et, lorsqu'Édouard énonça ses prétentions, l'empereur d'Allemagne, les ducs de Brabant et de Gueldre, l'archevêque de Cologne, le marquis de Juliers, le comte de Hainaut et celui de Namur épousèrent sa cause, aussi bien que le fameux brasseur de Gand, Jean Arteweld.

En cette circonstance, le parlement se montra aussi follement ambitieux que le roi, et il accorda d'énormes subsides. La première campagne d'Édouard, qui eut lieu en 1339, n'offrit aucune action importante, et comme alors on ne faisait la guerre que pendant la belle saison, les armées ennemies rentrèrent dans leurs quartiers respectifs à l'approche de l'hiver.

Dans la seconde campagne qui eut lieu en 1340, l'armée anglaise remporta une victoire navale,

et Édouard fit pendre deux amiraux français coupables d'avoir vaillamment combattu pour leur pays, et peu de temps après, il défia Philippe à un combat singulier que celui-ci refusa. Mais bientôt la guerre civile, que les prétentions rivales de Charles de Blois et de Jean de Montfort avaient allumée en Bretagne, lui ouvrit une large voie.

Montfort, mécontent du roi de France, transporta à Édouard l'hommage que, depuis la confiscation de la Normandie, la Bretagne rendait à la France à titre de suzeraineté. Le monarque anglais soutint Montfort contre Philippe, et l'an 1346, il débarqua, près de la Hogue, à la tête d'une armée considérable, avec laquelle il eut bientôt soumis Caen et la Basse-Normandie; après quoi, remontant la rive gauche de la Seine, il brûla Saint-Germain et Saint-Cloud, et insulta les faubourgs de la capitale.

Philippe était sur ses gardes, et ce roi n'était dénué ni de courage, ni d'habileté militaire. Les deux armées se livrèrent, avec des succès divers, une foule de petits combats sans résultat jusqu'à la fameuse bataille de Crécy, qui prit son nom de la petite ville près de laquelle elle fut livrée. Le théâtre de la guerre était alors la Picardie, où les deux rois possédaient quelques places. Philippe perdit un

jour à Abbeville, où il attendait du renfort ; tandis qu'Édouard employait ce jour à se préparer au combat. Le monarque anglais divisa son armée en trois corps. Le premier, qu'il considérait comme le corps de bataille proprement dit, fut posté sur une colline et mis sous le commandement de son fils alors âgé de quinze ans. Un corps séparé couvrit la gauche du jeune prince, et le roi se mit lui-même à la tête de la réserve. Il était presque midi lorsque Philippe arriva sur le champ de bataille, avec ses troupes fatiguées d'une longue marche. Vainement les plus expérimentés de ses officiers lui conseillèrent de différer le combat ; il voulut l'engager de suite, et cette précipitation le perdit. La principale force de l'armée anglaise consistait en archers, et cette arme n'était représentée dans le camp français que par un corps de mercenaires génois. Ces derniers commencèrent l'attaque, que les Anglais soutinrent d'abord sans lancer une seule flèche; après quoi, sûrs de leurs coups et arrivés à la distance où tous devaient porter, ils vidèrent leurs carquois avec une incroyable rapidité. Les Génois prirent la fuite et ils mirent le désordre dans l'armée française. Jean de Luxembourg, roi de Bohême, qui, presque aveugle, commandait une partie des troupes du roi de France, se fit conduire au plus fort de la mêlée,

au lieu où se trouvait le prince de Galles, et il s'y comporta avec une telle vaillance, qu'on envoya des messagers vers Édouard pour lui demander du secours pour son fils. « Mon fils est-il mort ? demanda le monarque anglais. — Non, sire, lui répondit-on, mais en ce moment il est fortement attaqué. — Allez, répondit le roi, retournez vers ceux qui vous ont envoyé et dites-leur qu'il est inutile d'envoyer vers moi tant que mon fils sera vivant ; il faut lui laisser gagner ses éperons, et, s'il plaît à Dieu, la journée sera sienne. »

L'armée française fut vaincue, tout périt sous les coups des Anglais, et le roi Philippe, qui cherchait la mort, se précipita au plus fort de la mêlée d'où on ne l'arracha qu'à grand'peine. Il était entré sur le champ de bataille avec cent vingt mille hommes ; il en sortit avec cinq chevaliers qui se réfugièrent avec lui au château de Broye. Lorsque le commandant de ce château demanda qui était là, Philippe lui-même répondit : « Ouvrez, c'est la fortune de la France. » Noble réponse digne du chef d'un grand peuple, digne de la confiance que ce peuple aimé de Dieu doit conserver au milieu des plus grands revers.

La nuit avait amené la fin du combat, et les Anglais ignoraient encore l'étendue de leur victoire, lorsqu'à la lueur des torches ils virent les immenses

funérailles dont ils étaient entourés. Alors, le roi d'Angleterre, qui, pendant toute la journée, n'avait même pas mis son casque, s'avança vers le prince de Galles et lui dit en le serrant dans ses bras : « Dieu » vous donne persévérance, vous êtes mon fils. »

Au point du jour, les communes de Rouen et de Beauvais, mille lances conduites par le duc de Lorraine et quelques autres troupes, qui ignoraient ce qui s'était passé, arrivèrent au secours de Philippe, et les Anglais, non contents du succès de la veille, ne craignirent pas d'employer la trahison pour se défaire de ces nouveaux ennemis. Ils plantèrent donc sur un lieu élevé les enseignes tombées entre leurs mains; les nouveaux arrivants crurent que ces drapeaux indiquaient leur camp, ils vinrent se ranger autour d'eux et ils y furent égorgés. Le nombre des chevaliers et des gens d'armes qui périrent dans ces deux journées peut être évalué à près de quatre mille, parmi lesquels on doit citer le roi de Bohême et celui de Majorque, les ducs de Lorraine et de Bourbon, le comte d'Alençon, frère du roi, les comtes d'Harcourt, de Blois, de Sancerre, d'Auxerre, d'Aumale, de Nevers, de Savoie, six comtes allemands, les archevêques de Sens et de Nîmes, le haut-prieur de l'hôpital de France; enfin les deux chefs des Génois, Grimaldi et Doria, et beaucoup d'autres

grands dont nous omettons les noms. Il périt trente mille hommes de pied dans cette effroyable bataille, où les Anglais, qui, probablement, ne comptèrent pas leurs morts, prétendirent n'avoir perdu qu'un écuyer, trois chevaliers et quelques soldats.

Ce fut le 26 août 1346 qu'eut lieu cette terrible affaire inscrite en lettres de sang dans les fastes de notre histoire. On dit que les Anglais y firent usage, pour la p emière fois, de l'artillerie récemment découverte. Le roi Édouard avait placé six pièces de canon sur la colline qui dominait la bataille, et il est probable qu'elles contribuèrent au succès de la journée moins encore par leur effet meurtrier que par la terreur qu'elles répandirent dans l'ame des soldats français, qui durent croire que Dieu lui-même, combattant pour les Anglais, leur avait prêté son tonnerre. — La découverte de l'artillerie devait changer complètement l'art de la guerre en laissant peu de chose à la force corporelle, et elle contribua puissamment à l'abaissement d'une noblesse qui tirait des armes tout son lustre.

Le roi d'Angleterre fut également victorieux dans le midi de la France, et David Bruce, qu'on envoya en Écosse pour l'inquiéter, fut repoussé par Philippine de Hainaut, femme d'Édouard III, héroïne digne de son époux et de son fils.

Trois jours après la fatale bataille de Crécy, l'infatigable Édouard s'avança vers Calais dont il voulait se faire une clef avec laquelle il espérait pénétrer au sein de la France. Le gouverneur, les magistrats et le peuple firent une héroïque défense qui ne dura pas moins de onze mois, au bout desquels ils furent obligés de se rendre. La famine était depuis longtemps dans leurs murs, ils avaient épuisé la chair des animaux immondes, et il ne leur restait plus d'autre perspective que de s'entre-dévorer. Le gouverneur, Jean de Vienne, monta aux créneaux en faisant signe qu'il désirait pourparler. Édouard lui envoya Gaultier de Mauny et sire Basset, auxquels le vieux commandant s'adressa en ces termes : « Chers seigneurs, vous êtes » de vaillants chevaliers. Vous savez que le roi de » France, notre maître, nous a envoyés ici pour » garder la ville et le château ; nous avons fait ce » que nous avons pu : tout secours nous a manqué. » Nous n'avons plus de quoi vivre, et il faudra que » nous mourions tous de faim, si votre roi n'a » merci de nous; priez-le donc qu'il nous laisse sor» tir sains et saufs. »

Édouard voulait que les Calaisiens se rendissent à discrétion, et ceux-ci déclarèrent que plutôt que d'y consentir ils se laisseraient mourir de faim. Les

deux chevaliers retournèrent vers leur maître, qui, irrité au dernier point, voulait faire périr les nobles patriotes. Enfin, sur les représentations des deux chevaliers, il promit de prendre à merci les défenseurs de Calais, pourvu que six d'entre eux se rendissent à son camp la tête et les pieds nus et la corde au cou, pour lui apporter les clefs de la ville et se remettre à sa discrétion.

Lorsqu'on rapporta cette réponse aux Calaisiens assemblés, une morne stupeur s'empara d'eux, et tous semblèrent chercher du regard les six victimes dontla vie rachèterait celle de leurs concitoyens. De profonds sanglots se faisaient entendre dans l'assemblée lorsque Eustache de Saint-Pierre, vieillard riche et considéré, se leva et prononça ces paroles saintes : « Seigneurs, grands et petits, grand'pitié » et grand meschief seroit de laisser mourir un tel » peuple qui cy est, par famine ou autrement, » quand on y peut trouver aucun moyen, et seroit » grand'aumône et grand'grâce envers Notre-Sei- » gneur qui de tel meschief les pouvoit garder. J'ai si » grande espérance d'avoir pardon de Notre-Sei- » gneur, si je meurs pour ce peuple sauver, que je » veux être le premier, et mettrai volontiers en » chemise à nud chef et la hart au cou, en la merci » du roi d'Angleterre. »

Un si bel exemple fut bientôt imité, Jean d'Aire et les deux frères, Jacques et Pierre de Wissant, s'offrirent immédiatement pour tenir compagnie au noble Eustache : il restait encore deux places à remplir pour compléter le nombre des victimes demandées par Édouard ; mais il se présenta un si grand nombre de candidats, qu'on fut obligé de tirer leurs noms au sort. Jean de Vienne, accablé par les ans et la douleur, accompagna les nobles victimes jusqu'au camp du roi d'Angleterre.

Ceux qui entouraient Édouard semblaient, par leurs murmures d'admiration, l'inviter à la clémence; mais l'inflexible monarque, ému de colère, ordonna de couper la tête aux prisonniers. On lui représentait vainement qu'une telle action entacherait à jamais sa mémoire, lorsque la reine d'Angleterre, qui se trouvait au camp, se jeta à ses genoux et lui demanda la vie des six prisonniers. Touché de ses supplications, Édouard ne put s'empêcher de lui dire : « Ah! dame, j'aimerais trop mieux que vous fus- » siez autre part que cy. » Puis il les lui donna pour qu'elle en fit à son plaisir. La reine traita magnifiquement les six bourgeois ; après quoi, elle les renvoya en leur faisant à chacun un présent.

Calais, complétement évacué par ses anciens habitants, devint ville anglaise. Édouard la repeupla

de plus de trois cents familles et il lui accorda des franchises qui devaient y attirer un grand nombre d'habitants.

Deux ordonnances de Philippe IV et plusieurs ordonnances de Jean *le Bon* et de Charles *le Sage*, ses successeurs immédiats, accordèrent, aux Calaisiens chassés de leur ville, des places, des priviléges et des propriétés. La première de ces ordonnances, datée du 8 septembre 1347, moins de deux mois après la reddition de Calais, donne aux nobles exilés tous les biens et héritages qui pourraient échoir au roi de France.

XVIII.

Le Prince-Noir.—Bataille de Poitiers.—Mort du Prince-Noir.
—Mort d'Édouard III.—Richard II.—Le duc de Lancaster.
— Révolte des serfs.—Wat-Tyler.—Wickliffe.

DE 1347 A 1384.

La prise de Calais amena une trêve de huit ans, pendant laquelle Philippe de Valois mourut en laissant la couronne à son fils aîné, Jean, qui fut surnommé *le Bon*.

Le prince de Galles, auquel la couleur de son armure avait fait donner le nom de *Prince-Noir*, gouvernait les possessions continentales du roi d'Angleterre.

Il fit quelques excursions dans les provinces voisines de l'Aquitaine; et le roi de France marcha contre lui. Les deux armées se rencontrèrent au Maupertuis, et c'est là qu'eut lieu la célèbre affaire connue sous le nom de bataille de Poitiers, à cause du voisinage de cette ville.

L'armée anglaise ne se montait qu'à dix ou douze mille hommes, tandis que celle du roi de France en avait soixante mille. La victoire semblait certaine; l'impatience de Jean la changea en une terrible défaite. Avant de livrer bataille, le Prince-Noir fit quelques tentatives pour amener le roi de France à un accommodement que celui-ci repoussa.

Jean était brave, et on ne peut douter du courage d'une armée française; mais la noblesse française devait périr, et du milieu des plus cruelles défaites allait surgir le peuple destiné à la remplacer.

L'armée anglaise s'était retranchée sur une hauteur, au milieu d'une vigne, et pour parvenir à elle il fallait traverser un chemin creux bordé de haies épaisses et si étroit, que trois cavaliers pouvaient à peine y passer de front; et le Prince-Noir, profitant de ses avantages, embusqua des archers derrière ces haies.

Les deux armées avaient passé sur le champ de ba-

taille la nuit qui précéda le combat. Abondamment pourvus de vivres, confiants dans leur nombre et dans leur valeur, les Français s'endormirent; tandis que les Anglais achevaient de se préparer au combat. Il paraît que, de plus, la trahison avait instruit les Anglais de l'ordre dans lequel ils devaient être attaqués.

Trois cents cavaliers français entrèrent dans le défilé, et bientôt les archers mis en embuscade firent pleuvoir une grêle de traits qui mirent l'avant-garde en déroute.

Le bruit de cette défaite répandit la confusion dans l'armée. Une habile manœuvre des Anglais compléta la terreur; une partie des troupes se débanda; un corps commandé par le duc d'Orléans prit lâchement la fuite avec son chef; enfin il ne resta sur le champ de bataille qu'un escadron de cavalerie allemande et la division commandée par le roi, à laquelle se joignirent plusieurs chevaliers.

Alors les Anglais descendirent la colline, et le roi de France marcha au devant d'eux pour les attaquer. Il avait près de lui un de ses fils, le jeune Philippe, à peine âgé de quatorze ans, et tous deux combattirent comme des lions. Le choc fut rude; l'armée française, réduite de plus des deux tiers, se découragea bientôt. Les cavaliers étaient main-

tenant à pied, et l'armée anglaise, toute à cheval, se ruait sur eux en poussant de grands cris. Les flots des combattans furent poussés près de Poitiers, qui refusa d'ouvrir ses portes; et c'est là que se fit le plus grand carnage.

Le chevalier qui portait l'oriflamme tomba mort en la défendant; le roi Jean continua le combat longtemps, quoique blessé et privé de son casque; et Philippe, son fils, toujours à ses côtés, lui criait sans cesse : « Père, à droite; à gauche, père! » selon qu'il voyait approcher un ennemi. Après des efforts désespérés, le monarque français fut obligé de se rendre, et il se vit conduit à la tente du prince, qui le reçut avec la plus noble courtoisie; mais l'emmena prisonnier à Londres, où l'on continua à lui prodiguer les mêmes égards.

Une trève de deux ans suivit cette terrible bataille; et, au renouvellement de la guerre, les deux rois furent obligés d'avoir recours aux Etats-Généraux de leur royaume pour obtenir les subsides qui leur étaient nécessaires.

Les suites immédiates de la bataille de Poitiers, désastreuses pour la France, fatiguaient aussi l'Angleterre : elles amenèrent le traité de Brétigny, par lequel Édouard renonçait à ses prétentions sur la couronne de France, moyennant la cession incontestée

des vieilles possessions et des nouvelles acquisitions du roi d'Angleterre sur le territoire français; tandis que la France s'obligeait à fournir pour la rançon de son roi trois millions d'écus d'or, dont six cent mille devaient être payés avant que le roi sortît de Calais. Comme une partie de ce traité ne put recevoir son exécution, Jean, qui était venu en France, retourna à Londres, où il mourut l'an 1364.

Vers le même temps, Édouard Baliol mourant laissait aux mains de son compétiteur, David Bruce, la couronne d'Écosse, dont le roi d'Angleterre reconnut enfin l'indépendance.

Le Prince-Noir, le héros le plus cher à l'Angleterre, était, comme Richard Cœur-de-Lion, une sorte de chevalier errant; il ne pouvait vivre sans faire la guerre, et n'en trouvant l'occasion ni en Écosse, ni en France, il alla prêter secours au roi de Castille, Pierre *le Cruel*. Revenu dans la province d'Aquitaine, que son père lui avait donnée avec titre de principauté, il mécontenta ses barons par des taxes destinées à payer les troupes de mercenaires qui l'avaient assisté dans les dernières guerres; Limoges se révolta, le prince l'assiégea; et la malheureuse ville, obligée de se rendre, devint le théâtre d'une horrible boucherie.

Tant de combats avaient épuisé le héros de l'An-

gleterre ; il tomba malade et se fit transporter à Londres, où il mourut le 8 juin 1376, dans la quarante-sixième année de son âge, laissant, comme héritier de ses droits à la couronne d'Angleterre, un enfant de dix ans.

Les dernières années du règne d'Édouard sont loin d'être aussi glorieuses que les premières. Le monarque, devenu vieux, se laissait conduire par de coupables ministres dont les conseils lui aliénaient la nation, et il était complètement sous la dépendance de ses maîtresses, dont la plus fameuse est Alice Perrers, femme de chambre de la feue reine. Le parlement demanda au roi le redressement de plusieurs griefs, et, entre autres, le bannissement de cette femme ; il priait, en outre, le roi d'appeler près de lui Richard, fils du *Prince-Noir*, resté à Bordeaux, et manifestait son mécontentement de l'administration du duc de Lancaster, Jean de Gaunt, frère puîné du prince de Galles, qui, à la mort de celui-ci, s'était emparé du gouvernement.

Sur ces entrefaites, Édouard III mourut le 21 juin 1377, un an après son fils. Il était alors dans la soixante-cinquième année de sa vie et la cinquantième de son règne. Aucun ami ne l'assista à ses derniers moments, et Alice Perrers le quitta quelques heures avant sa mort en lui enlevant l'anneau

royal. On dit que ses serviteurs pillèrent le palais et s'enfuirent avant qu'il expirât, et que le seul témoin de son agonie fut un prêtre, qui lui mit entre les mains un crucifix que le roi baisa en pleurant, après quoi il rendit le dernier soupir.

Richard de Bordeaux, fils aîné du Prince-Noir, monta sur le trône dans la onzième année de son âge; et son couronnement se fit au milieu des acclamations d'une multitude dont son père avait été l'idole. Édouard III avait perdu dans les dernières années de sa vie presque toutes ses possessions continentales, la honte et le malheur avaient accablé sa vieillesse; et la nation, fatiguée de souffrir, espéra tout d'un nouveau règne.

Jean de Gaunt, comte de Lancaster, se trouvait, par la mort de son frère et la minorité de son neveu, le véritable chef de la famille des Plantagenets; et ce prince était antipathique à la nation. Cependant il se trouva naturellement à la tête de la régence, qui dut se composer de onze autres membres nommés par le parlement. Le duc sentit que la puissance qu'il exercerait concurremment avec tant de collègues serait à peu près nulle; et il rejeta cet arrangement avec colère. Enfin le nombre des conseillers de la régence fut réduit de onze à neuf; et comme c'était surtout en matière de finances qu'on se méfiait du duc, on

nomma deux membres du parlement chargés de la garde des subsides, qui eurent le titre de *trésoriers de la guerre*. Les membres du conseil de régence ne furent nommés que pour un an, à l'exception du duc de Lancaster.

On semblait avoir pourvu à tout lorsqu'en 1381 la révolte éclata au sein du royaume.

Le christianisme avait transformé en *servage* la honteuse plaie de l'esclavage ; mais les individus y avaient peu gagné, et les maîtres traitaient toujours durement ceux que l'Évangile leur ordonnait de considérer comme des frères. Les paysans commençaient pourtant à sentir qu'ils n'étaient pas des animaux, mais bien des hommes semblables à ceux qui s'arrogeaient tout pouvoir sur eux en vertu de leur naissance. Le roi de France et celui d'Angleterre avaient depuis longtemps donné la liberté aux serfs de leurs domaines ; mais, dans les temps féodaux, les rois n'étaient pas assez puissants pour étendre une telle mesure aux terres de leurs barons. Cependant quelques seigneurs suivirent l'exemple du souverain, et les paysans devinrent fermiers des terres qu'ils avaient cultivées comme serfs, appartenant, corps et biens, au seigneur, qui les considérait comme une sorte de bétail qu'il vendait avec sa terre.

Le fermier acquit un peu de liberté, et il put, en

payant au propriétaire une rente annuelle, se considérer comme possesseur à temps de la terre qu'il labourait. Comme les seigneurs n'affranchirent pas tout à coup leurs serfs, on fit des lois en leur faveur, et ces lois durent provenir de la protection que les *communes,* ennemies de la féodalité, accordèrent à quiconque venait chercher dans leur sein un refuge contre l'oppression du puissant. Une résidence de trois années dans une ville ayant une commune suffisait pour que les droits du propriétaire d'un serf prescrivissent.

Le clergé contribua puissamment à l'affranchissement : la plupart de ses membres étaient sortis du peuple, et un prêtre du pays de Kent, nommé Jean Ball, osa prêcher aux paysans «qu'au commencement » du monde il n'y avait pas d'esclaves, et que personne » ne devait être considéré comme tel s'il n'avait » trahi son seigneur, comme jadis Lucifer trahit » son Dieu ; que, de plus, les serfs étaient des hom- » mes comme leurs seigneurs. Pourquoi donc, ajou- » tait-il, êtes-vous considérés comme des animaux, » et pourquoi n'avez-vous pas de gages si vous tra- » vaillez ? » Le pauvre prêtre fut jeté trois fois en prison pour avoir dit la vérité. Mais, pour qu'il parlât ainsi, il fallait que le pays contînt déjà des ferments de révolution.

Un accident les alluma. Un collecteur des taxes outragea la pudeur d'une paysanne, et le père de cette jeune fille étendit le coupable mort à ses pieds : cette scène se passait dans le comté de Kent, et bientôt tous les pauvres et tous les vilains de ce comté et de ceux de Norfolk, de Suffolk, d'Essex et de Sussex se soulevèrent en déclarant qu'ils ne voulaient plus de servage. Assemblés à Blackheath au nombre de soixante mille, ils élurent pour chefs un prêtre, nommé Jean Strand, et le couvreur Wat, connu sous le nom de Wat-Tyler, c'est à dire Wat le couvreur ; ils se mirent en marche vers la ville de Londres dont ils s'emparèrent.

La victoire des serfs fut souillée par le meurtre du chancelier et du primat ; mais le reste de leur conduite fut sage et modérée. Ils demandèrent l'abolition du servage, la liberté de vendre et d'acheter dans les foires et les marchés, un pardon général, et enfin la réduction de la rente des terres.

Une entrevue entre le roi et Wat-Tyler eut lieu à Smithfield, le 15 juin 1381. On dit qu'en conférant avec son jeune souverain, le chef populaire jouait avec son poignard et qu'il fit même le geste de saisir par la bride le cheval du roi ; qu'alors Guillaume de Walworth, lui supposant de mauvais desseins, le frappa de son épée, et que le malheureux, tombant sous le

coup, fut achevé par Standish, écuyer du roi; néanmoins, en lisant ce récit, on ne doit pas oublier que le parti populaire n'a pas d'historiens et que tous les faits qui ont rapport à lui nous sont transmis par ses ennemis.

Le peuple fut intimidé par la mort de son chef, et on éteignit la révolte dans des flots de sang. Plus de quinze cents malheureux périrent de la main du bourreau, qui, dans un seul jour, en pendit dix-neuf à la même potence.

La réforme politique est presque toujours accompagnée de la réforme religieuse, et ce fut vers ce temps que parut Wicliffe, l'un des précurseurs de Luther. Il est assez difficile de dire au juste quelle était la doctrine de Wicliffe, et les évènements de la vie de ce réformateur ne nous sont qu'imparfaitement connus. C'était un simple prêtre qui avait reçu une excellente éducation théologique et dont l'esprit était tourné vers une sorte de mysticisme tendre et ardent. La richesse des ordres religieux et des hauts dignitaires ecclésiastiques le choqua vivement, et quand il descendit aux détails de leur vie privée, le relâchement de leurs mœurs révolta cet homme d'une pureté évangélique.

Il commença donc par tonner contre ces abus, et bientôt une foule de sectateurs, qui prirent le nom

de *Lollards*, s'attachèrent aux pas des prédicateurs errants, disciples de Wicliffe. Celui-ci ne s'en tint pas à prêcher la réformation des mœurs du clergé, il attaqua le dogme catholique qu'il prétendit s'être prodigieusement éloigné de celui de l'Église primitive, et il fut cité à comparaître devant un synode national présidé par l'archevêque de Canterbury, primat du royaume.

Parmi les articles sur lesquels Wicliffe eut à répondre, on en remarque quatre qui sont en opposition directe avec le dogme catholique : 1° la négation de la présence réelle du Christ dans l'eucharistie; 2° la doctrine que tout prêtre, pape, évêque ou simple prêtre, n'a, lorsqu'il est en état de péché mortel, aucune autorité sur les fidèles; 3° l'assertion que l'Ecriture sainte défend aux ecclésiastiques de posséder aucun bien temporel; 4° enfin que, lorsque la contrition est sincère, la confession des péchés à un prêtre est totalement inutile. Il paraît que Wicliffe expliqua ou désavoua plusieurs de ses propositions; car le synode se contenta de lui adresser une remontrance, après laquelle il le renvoya à sa cure de Lutterworth, dans le comté de Leicester, où il mourut d'apoplexie l'an 1384.

Les tentatives de Wicliffe ne sont point un fait isolé; de toutes parts s'élevaient des réformateurs :

les Vaudois prétendaient se conduire par les seules lumières de l'Evangile; la France avait vu dans le dernier siècle l'hérésie des albigeois; Payne, l'un des disciples de Wicliffe, porta en Bohême la doctrine de son maître; enfin la secte des Lollards se conserva en Angleterre longtemps après la mort de son chef et elle ne disparut qu'en se confondant avec la Réforme.

XIX.

Richard II.—Les favoris de Vère et de la Pole.—Nouvelle régence. — Le duc de Glocester.— Bannissement de Henri de Lancaster.—Son retour.—Déposition de Richard II.

DE 1387 A 1399.

L'Angleterre était toujours soumise au gouvernement du duc de Lancaster, et ce prince ne rachetait par aucune grande qualité l'incapacité gouvernementale qui soulevait contre lui le parlement et le peuple. Le malheur et l'oppression régnaient au dedans du royaume, tandis qu'au dehors les soldats

étaient sacrifiés dans de vaines et inutiles expéditions. Pour comble de malheur, le chef de la régence avait sur la couronne de Castille d'absurdes prétentions basées sur son mariage avec une des filles naturelles de Pierre *le Cruel*. Il voulut faire valoir par les armes ce qu'il appelait ses droits à un trône que les Espagnols avaient adjugé à Henri de Transtamare. Défait dans deux campagnes successives, il se vit obligé d'abandonner ses prétentions et ramena son armée en Gascogne, l'an 1387.

Pendant l'absence du régent, son royal pupille était devenu majeur, sans se montrer, en aucune manière, capable de tenir les rênes du gouvernement. Le royaume était confié à d'indignes favoris, et Richard II semblait vouloir recommencer le déplorable règne d'Edouard II. De la Pole et de Vère furent comblés de dons et d'honneurs. Le premier fut créé comte de Suffolk et le second fut élevé à la dignité de duc d'Irlande.

Les oncles du roi et les barons se soulevèrent contre les deux favoris. Le parlement poursuivit juridiquement le comte de Suffolk comme chancelier, et il le dépouilla ignominieusement de cette charge. Richard fit quelques tentatives pour sauver son ami; mais elles furent durement repoussées, et les commissaires ne craignirent pas de rappeler au

jeune roi le sort de son bisaïeul. Peu de temps après, le parlement nomma un conseil de régence dont la présidence fut confiée au duc de Glocester, un des oncles du roi.

Richard avait promis de se soumettre à ce conseil; mais, s'apercevant bientôt qu'on délaissait sa cour pour celle des nouveaux distributeurs de grâces, il assembla ses favoris et leurs adhérents dont il forma une sorte de conseil qui déclara illégale la commission nommée par le parlement; après quoi le roi, reniant solennellement ses promesses, voulut recommencer à gouverner comme jadis. Les barons se soulevèrent, et une armée de quarante mille hommes, auxquels les royalistes donnèrent le nom de rebelles, s'avança vers Londres, sous le commandement du duc de Glocester.

Tous les évènements que nous venons de raconter s'étaient passés dans le cours de l'année 1387. Au mois de février 1388, le parlement s'assembla et il cita à sa barre de Vère, de la Pole, l'archevêque d'Yorck, le lord-maire de Londres et Tresilian, chef de la justice. Tous étaient accusés d'avoir donné de mauvais conseils au roi. Tresilian et le lord-maire, qui, seuls des cinq accusés, ne parvinrent pas à s'échapper, subirent la peine de mort; tandis que de Vère, de la Pole et l'arche-

vêque traînèrent le reste de leur vie dans l'exil.

Le comte de Glocester était le chef de l'opposition ; le roi jura sa perte, et, ce qu'on n'eût attendu ni de son âge, ni de sa légèreté, une dissimulation profonde couvrit d'affreux projets de vengeance. D'abord, Richard reprit peu à peu les rênes du gouvernement ; puis, quand il se sentit assez fort, il accusa son oncle de trahison et celui-ci fut envoyé prisonnier à Calais. Un parlement royaliste, assemblé en 1398, annula tous les actes auxquels le duc de Glocester avait pris part, changea la commission de gouvernement, cassa le jugement de Michel de la Pole, et enfin condamna, comme coupables de haute trahison, l'archevêque de Canterbury et le comte d'Arundel, membres de la dernière régence.

Les évènements du règne de Richard sont excessivement embrouillés, et la mort du duc de Glocester est un abîme d'iniquité où la faible lueur qui éclaire cette époque sert à montrer qu'un horrible forfait fut commis, sans permettre d'en distinguer les détails.

La plupart de ceux qui avaient suivi le duc de Glocester devinrent ses ennemis après sa disgrâce. Son frère, le duc d'Yorck et son neveu, le comte de Derby, qui fut depuis Henri IV, se tournèrent lâchement contre lui. Son emprisonne-

ment fut annoncé par une proclamation royale, en 1397, et, environ un mois après, on envoya au gouverneur de Calais l'ordre d'amener son prisonnier devant le parlement pour être jugé. Le gouverneur répondit que le duc était mort en prison. On donna son corps à sa femme; on fonda des messes pour le repos de son ame, et le parlement apprit la mort du duc, sans en rechercher la cause. Il paraît que le malheureux avait été étouffé, afin que son cadavre présentât moins de signes de violence.

Ce meurtre n'éloigna personne de Richard II; le temps de la vengeance n'était pas venu, et le roi, rejetant la contrainte qu'il s'était imposée, recommença à régner avec une capricieuse tyrannie. Personne n'osait parler contre son administration, et un officier eut la tête tranchée pour quelques paroles légères. Richard était dévoré de terreurs, et un corps de dix mille archers fut chargé de la garde de sa personne.

On murmurait sourdement, on accusait le dernier parlement de vénalité. Le comte de Derby, que le roi avait créé comte d'Hereford, était parmi les mécontents, aussi bien que le duc de Norfolk. Un jour, ces deux seigneurs avaient parlé ensemble des abus du gouvernement, et une conversation

amicale devint l'occasion des grands évènements qui, à quelque temps de là, changèrent la face du royaume. On ne sait comment cette conversation parvint aux oreilles du roi ; ce qui est certain, c'est que les deux comtes se défendirent en s'accusant réciproquement, que tous deux demandèrent à prouver leur innocence par le duel, que Richard y consentit ; puis que, par un inconcevable caprice, il défendit le combat au moment où la lice venait de s'ouvrir, et, se faisant juge des deux adversaires, condamna Henri de Lancaster, comte d'Hereford, à dix années de bannissement, et le comte de Norfolk à un exil perpétuel.

La mort du vieux duc de Lancaster suivit de près le bannissement de son fils. Le roi se saisit de son héritage, et des jurisconsultes vendus déclarèrent Henri de Lancaster inhabile à succéder aux domaines de son père.

Quelque temps après cette inique sentence, Richard partit pour l'Irlande, à la tête d'une armée de favoris et de quelques soldats, avec lesquels il prétendait soumettre ce royaume. Le comte d'Hereford profita de l'absence du roi pour rentrer en Angleterre, sous prétexte de réclamer son héritage, et bientôt il se trouva à la tête de soixante mille mécontents. Le duc d'Yorck, régent du royaume,

essaya vainement de lever une armée pour marcher contre les rebelles; la nation se déclarait pour Henri, et le régent se trouva entraîné à passer lui-même dans son camp.

Richard, qui apprit ces nouvelles en Irlande, revint promptement en Angleterre avec une poignée de soldats. Le château de Bristol renfermait quelques partisans; Henri en fit le siége, l'obligea de se rendre, et Scroop, Green et Bushy, conseillers et favoris de Richard, qui s'y trouvaient, furent jugés par une commission militaire, condamnés à mort et exécutés. Richard effrayé se réfugia au château de Conway, d'où il espérait passer facilement en Gascogne.

Henri de Lancaster était désormais roi d'Angleterre; mais, avant de prendre ce titre, il lui fallait obtenir le suffrage de la nation et du parlement; il jugea prudent de revêtir d'un semblant de modération et de respect pour la personne du roi l'usurpation qu'il méditait. Le duc de Northumberland fut donc dépêché vers Conway, avec ordre de ramener Richard. D'abord on employa la ruse et le mensonge pour s'emparer du roi. Northumberland lui dit que Henri demandait seulement la convocation d'un parlement libre, le pardon, la restitution de son héritage, la charge de chef de la

justice et la punition des meurtriers du duc de Glocester, son oncle; puis il engagea le roi à le suivre, en lui donnant toutes les assurances que celui-ci demanda. En se voyant entouré d'une nombreuse escorte, Richard craignit d'être prisonnier; Northumberland le trompa quelque temps; mais bientôt, laissant de côté toute dissimulation, il lui déclara qu'il devait renoncer à tout espoir de liberté, et il le conduisit au lieu où se trouvait le duc de Lancaster.

Le royal prisonnier attendit quelque temps son perfide cousin, et lorsque celui-ci, se présentant devant lui, plia le genou avec l'air du plus humble respect, le malheureux monarque se contenta de lui dire, sans se découvrir : « Vous êtes le bienvenu, mon » beau cousin de Lancaster. » A quoi le duc répondit : « Monseigneur, je suis venu avant le temps que » vous aviez fixé, parce que votre peuple se plaint » d'être trop durement gouverné depuis vingt ans; » mais, s'il plaît à Dieu, je vous aiderai à le mieux » gouverner à l'avenir. » Richard, jouant pour la dernière fois le rôle de roi, répondit : « Si cela vous » plaît, cela m'agrée également, beau cousin. »

A quelque temps de là, Richard fut conduit prisonnier à Chester, et, plus tard, à Londres, où, après l'avoir laissé passer une nuit dans son pa-

lais, on le conduisit à la Tour, où il devait rester jusqu'au moment où le parlement déciderait de son sort.

Le 29 septembre 1399, une députation de la Chambre des lords et de celle des communes parut devant le roi et lui présenta un acte qu'il devait lire et signer comme venant de lui. Cet acte, que Richard lut d'une voix ferme et avec une contenance assurée, était une renonciation à la couronne, par laquelle il déliait ses sujets du serment de fidélité. « Je confesse et reconnais, » disait-il dans cet acte, « que je me considère comme ayant été et » étant incapable de gouverner le royaume, et méri- » tant d'être déposé. » Après quoi il ajouta, comme de son propre mouvement, que, s'il avait pouvoir de se nommer un successeur, il choisirait le duc de Lancaster.

Cette déposition pouvait sembler une abdication; mais, pour bien constater les droits du peuple anglais à choisir ses souverains, le parlement crut devoir remplir plusieurs formalités, avant de reconnaître pour roi le duc de Lancaster.

Il s'assembla publiquement à Westminster, et on lut la renonciation de Richard, qui fut ratifiée par les deux Chambres, aux acclamations de la foule. Ensuite on lut un acte d'accusation contre Richard, et

les charges ayant été reconnues, on procéda à sa déposition.

Le lendemain, le duc de Lancaster parut à la tête de la noblesse, et le trône resta vacant jusqu'à l'instant où l'arrêt de déposition fut prononcé. Alors le duc réclama la couronne, qui lui fut adjugée, et il prit possession du trône sous le nom de Henri IV.

XX.

Famille de Lancaster. — Henri IV. — Mort de Richard. — Bataille de Shrewsbury. — Owen Glendower. — Mort de Henri IV. — Henri V. — Guerres de France. — Bataille d'Azincourt. — Traité de Troyes. — Bataille de Baugé. — Mort de Henri V.

DE 1399 A 1442.

L'avénement du duc de Lancaster ne fut pas seulement un changement de dynastie, ce fut un changement de gouvernement qui augmenta de beaucoup le pouvoir représentatif.

Les lois que le parlement fit sous l'inspiration du nouveau roi sont remarquables par la profonde politique et l'esprit constitutionnel dans lequel elles

sont conçues. Après avoir révoqué les actes de vengeance du dernier règne et confirmé les sentences portées contre les favoris de Richard, Henri IV songea à assurer la couronne dans sa famille, et Henri de Monmouth, son fils aîné, fut créé prince de Galles. On diminua les priviléges de la noblesse et de la royauté, on restreignit les cas de haute trahison, et l'on fit une foule de réglements de police et d'administration intérieures, grâce auxquels la justice ne fut plus un inextricable chaos. Enfin, avant que le parlement se séparât, Henri lui adressa un message par lequel il le priait d'aviser aux moyens de conserver la vie du monarque déposé, sans troubler la paix de l'État, et il fut décidé que Richard serait détenu dans un lieu éloigné où ne seraient admis aucuns de ses partisans. Cette décision dut être tenue secrète, aussi bien que le lieu de détention du malheureux roi.

Un tel acte présageait la mort de celui contre lequel on l'avait dirigé, et cet évènement fut hâté par les tentatives de quelques uns de ses partisans pour le délivrer. Ils avaient formé une ligue, et leur premier projet, qui échoua par hasard, n'allait à rien moins qu'à s'emparer de la personne de Henri IV; après quoi, retirant de prison le malheureux Richard, ils auraient régné sous son nom.

A quelque temps de là, ils essayèrent encore de délivrer Richard prisonnier à Pomfret; mais, en traversant Cirencester et Bristol, ils furent attaqués, de nuit, par les habitants de ces deux villes, qui, non contents de les avoir vaincus, tranchèrent la tête aux comtes de Kent, de Salisbury et aux lords Lumley et Despencer. Dans le même temps, les tenanciers du duc de Glocester massacraient à Plashy le comte de Huntington, sur lequel ils prétendaient venger la mort de leur seigneur.

Telle fut l'issue du soulèvement qui eut lieu en faveur de Richard, et la mort du malheureux captif semble avoir suivi de près cette vaine tentative. Le temps et les circonstances de cet évènement sont enveloppés des plus profondes ténèbres; Skakspeare, d'après quelques chroniqueurs contemporains, l'attribue à une scène de violence dans laquelle un certain Pierce d'Eaton tua de sa propre main le monarque prisonnier, que d'autres versions, également contemporaines, font mourir de faim, soit volontairement, soit par l'ordre de son rival. Quoi qu'il en soit, le cadavre fut exposé publiquement à Londres, afin que chacun pût s'assurer de son identité, et Henri IV assista aux funérailles de Richard, qui fut enterré à Langley, d'où Henri V le fit transporter plus tard à Westminster.

La publicité qu'on donna à la mort de Richard II n'empêcha pas quelques uns de ses partisans d'assurer qu'il existait encore, et la tranquillité du nouveau roi fut longtemps troublée par leurs sourdes rumeurs. De sanglantes exécutions eurent lieu et elles furent peut-être nécessaires pour effrayer une noblesse turbulente qui toujours se rappelait d'avoir vu, dans ses rangs, le prince qui se trouvait à la tête de la monarchie. Les Percy, chefs des révoltés, furent complètement défaits à la bataille de Shrewsbury, l'an 1403, affaire sanglante, l'une des plus fameuses de l'histoire d'Angleterre dans laquelle les révoltés ne perdirent pas moins de deux cents chevaliers et cinq mille soldats, tandis que l'armée royale n'eut à regretter que dix chevaliers et seize cents soldats.

Des lettres interceptées apprirent à Henri que les rois de France et d'Écosse appuyaient secrètement les révoltés, et elles lui firent craindre la guerre étrangère au moment où la guerre civile éclatait de toutes parts. Mais sa fortune, ou plutôt son habileté, vainquit tous ces obstacles.

Un homme pourtant lui résista, et son nom est à jamais célèbre, comme celui d'un noble patriote qui consacra sa vie à l'indépendance de sa terre natale. Cet homme fut Owen Glendower, gentil-

homme du pays de Galles qui descendait des anciens princes bretons.

Il souleva les Gallois, et leur révolte se termina par une amnistie dont Owen et deux de ses amis furent seuls exceptés. Les chants prophétiques de Merlin résonnèrent en faveur du héros national, et Henri ne trouva pas de moyen plus convenable, pour étouffer l'esprit de révolte, que de bannir les ménestrels et les bardes qui appelaient le peuple à la défense de la liberté. Cependant, malgré tous les efforts du roi, Owen Glendower resta en armes pendant tout le cours de son règne, et, prenant le titre de prince de Galles, il traita comme souverain avec le roi de France.

Les dernières années de Henri IV furent troublées par une cruelle maladie qui finit par le conduire au tombeau. L'orageuse jeunesse de son fils ne le laissait pas non plus sans inquiétude. Livré à toutes sortes de dissipations, le prince de Galles, qui, pourtant, montrait une haute capacité, vivait entouré de joyeux compagnons avec lesquels il portait le désordre dans les rues de Londres. Un jour, le chef de la justice, sir William Gascoyne, le cita à comparaître devant son tribunal, pour y répondre au sujet d'un tapage nocturne auquel il avait participé. Le jeune prince demandait qu'on élargît de suite ses compagnons, et, voyant sa de-

mande repoussée, il tira son épée contre le juge, qui, sans s'émouvoir, le condamna à la prison. Frappé de ce noble courage, Henri subit sans murmurer une sentence qui fait honneur au courageux magistrat qui l'osa prononcer.

Nous avons dit qu'une cruelle maladie avait affligé les dernières années du premier des rois de la famille de Lancaster; cette maladie, qui était une épilepsie, le conduisit au tombeau l'an 1413, à l'âge de quarante-sept ans, dont il en avait régné quatorze.

Henri IV ne renia jamais les principes au nom desquels il avait levé l'étendard. Sous son règne aussi bien que sous celui des deux princes qui lui succédèrent, la constitution se régla, et le parlement acquit une immense importance. On n'a guère à reprocher à ce monarque que les persécutions qu'il laissa exercer contre les hérétiques lollards, disciples de Wicliffe; mais ce tort est celui de son temps où le christianisme, mal interprété, menait aux excès les plus opposés à l'esprit de charité qui en fait le fonds et l'essence.

Le fils de Henri IV, qui, après sa mort, fut proclamé roi sous le nom de Henri V, avait eu, comme nous l'avons dit précédemment, une des plus orageuses jeunesses dont l'histoire des princes qui ont

porté la couronne fasse mention; était-ce le résultat d'un calcul politique et espéra-t-il, par ce moyen, éloigner les soupçons d'un père jaloux à l'excès d'une autorité qu'il craignait de voir lui échapper? la conduite postérieure de Henri V semble justifier cette hypothèse; car peu de monarques ont déployé une habileté aussi grande que celle qu'il montra pendant un règne qui, malheureusement pour l'Angleterre, ne dura que neuf années.

A l'époque de l'avènement de Henri V, la France gémissait sous le gouvernement du malheureux Charles VI, dont la démence fut une cause de malheurs incessants. Henri crut l'occasion favorable pour remettre au jour les vieilles prétentions des Plantagenets sur la couronne de France, et le 15 avril 1415, il assembla un grand conseil auquel il annonça sa résolution de recouvrer ce qu'il appelait son héritage, c'est à dire la couronne de France. L'entreprise était injuste, mais elle offrait d'immenses chances de gloire, et comme elle flattait la haine qui subsista si longtemps entre les deux nations, Henri obtint sans peine l'assentiment de son conseil.

Une conspiration le retint au moment où il allait quitter l'Angleterre, et cette conspiration, qui semble n'avoir eu d'autre cause que la turbulence

habituelle des princes et des barons anglais, coûta la tête au comte de Cambridge et à sir Thomas Grey.

Cet acte de sévérité, qui avait été précédé de plusieurs actes de clémence envers d'anciens rebelles, assura la tranquillité du royaume, et Henri s'embarqua pour la France en laissant la lieutenance du royaume d'Angleterre à son frère, le duc de Bedford.

Il débarqua bientôt à Harfleur et il envoya défier le dauphin à un combat singulier dont l'issue devait décider lequel du roi d'Angleterre ou du fils du roi de France hériterait de la couronne de ce dernier pays. Le défi ne fut pas accepté, et il s'ensuivit une guerre dont le fait le plus mémorable est la bataille d'Azincourt.

L'armée française était supérieure en nombre à l'armée de Henri ; elle combattait pour son pays et sur son propre territoire : tous les avantages semblaient donc de son côté ; elle les perdit par l'incapacité de ses généraux et par un faux-esprit de chevalerie qui porta les Français à prier le roi d'Angleterre de choisir sa position et de fixer lui-même le jour de la bataille.

Ce fut le 28 octobre 1415 que l'action s'engagea près du village d'Azincourt, en Artois. Les Français

s'élancèrent avec fureur sur les Anglais qui, les ayant attendus de pied ferme, firent pleuvoir une grêle de traits, dès qu'ils les virent à portée. Alors la cavalerie française essaya d'enfoncer les rangs des Anglais ; mais, comme le terrain choisi par Henri était glissant, cette manœuvre n'eut aucun succès. Les efforts désespérés des Français vinrent échouer devant l'infanterie anglaise conduite par d'habiles généraux ; et la déroute fut complète.

La victoire des Anglais fut souillée par un de ces actes de férocité que la nécessité elle-même ne pourrait excuser. Ils avaient fait un grand nombre de prisonniers, parmi lesquels se trouvaient les plus nobles barons : quelques paysans français pillèrent les bagages ; le bruit se répandit qu'il arrivait des renforts aux ennemis, et le roi d'Angleterre, croyant que la sûreté de son armée exigeait le massacre de ses nombreux captifs, commanda de les mettre à mort. Vers la fin de cette épouvantable boucherie, on s'aperçut qu'on avait conçu une fausse-alarme, et Henri donna l'ordre d'arrêter le massacre, dont déjà quatorze mille prisonniers avaient été victimes.

Les conséquences de la bataille d'Azincourt furent décisives ; le duc de Bourgogne, chef d'une des factions qui déchiraient alors la France, se jeta dans les bras du roi d'Angleterre, et la misérable Isabeau

de Bavière, femme du malheureux Charles VI, mère aussi dénaturée qu'indigne épouse, se déclara pour l'étranger contre son propre fils. Tours et Paris furent livrés aux Anglais, Isabeau prit le titre de régente du royaume, et le jeune dauphin, pousuivi par la haine de sa mère et par l'ambition du monarque anglais, fut obligé de se réfugier à Poitiers.

Bientôt un traité conclu à Troyes stipula le mariage du roi d'Angleterre avec la princesse Catherine de Valois, fille d'Isabeau. L'administration du royaume fut confiée au roi d'Angleterre pendant la vie du monarque aliéné, et le même acte reconnut Henri pour héritier légitime de la couronne de France, à l'exclusion du dauphin déclaré coupable de haute trahison et déchu du droit de succession.

Le mariage de Henri et de Catherine fut célébré presque immédiatement, et les deux jeunes époux s'établirent au Louvre, où ils jouirent des honneurs royaux, tandis que le malheureux Charles VI, relégué à l'hôtel Saint-Paul, y vivait dans l'abandon et la misère.

Deux dauphins étaient morts successivement, peut-être empoisonnés. Le troisième fils du roi, qui fut depuis Charles VII, se trouva, jeune encore, à la tête du parti national; la haine de sa mère le poursuivit comme ses deux aînés, et la France, livrée à

l'étranger, dut perdre un moment tout espoir de recouvrer son indépendance.

Il y avait pourtant une armée française, faible corps composé des gentilshommes fidèles au parti national et d'un renfort de troupes écossaises; et cette armée remporta un petit avantage à Baugé en Anjou, le 22 mars 1421.

Henri passait sa vie tantôt en France et tantôt en Angleterre, où la jeune reine lui donna un fils l'an 1421. Revenu à Paris après cet évènement, le roi d'Angleterre ne tarda pas à se sentir atteint d'une dangereuse maladie, dont il mourut à la fin d'août 1422, au château de Vincennes.

Les dernières recommandations qu'il adressa aux seigneurs qui devaient, après lui, gouverner les deux royaumes, au nom de son fils, furent de ne jamais faire la paix avec Charles, soi-disant dauphin de Vienne, sans stipuler l'abandon de la couronne de France, ou au moins la cession des duchés de Normandie et d'Aquitaine en toute souveraineté, et de ne point relâcher les prisonniers d'Azincourt avant la majorité du roi son fils.

Henri avait désigné son frère, le duc de Glocester, comme lord-protecteur du royaume d'Angleterre, et son autre frère, le duc de Bedford, comme régent du royaume de France; mais Charles VI l'ayant suivi

dans le tombeau deux mois après sa mort, cette circonstance enleva aux Anglais l'autorité qu'ils exerçaient en son nom, et Charles VII se présenta hardiment pour réclamer son héritage.

Le résultat le plus important du règne de Henri V fut l'accroissement du pouvoir du parlement, auquel ce monarque fut souvent obligé d'avoir recours pour en obtenir les subsides que nécessitaient ses campagnes de France. La nation anglaise aimait son roi, elle était fière de la gloire dont il la couvrait, et, contente d'une sage administration, elle ne songeait guère à lui refuser des impôts qui, grâce à la sage économie de Henri, ne furent jamais bien onéreux. Les sanglots du peuple éclatèrent autour du cercueil de Henri V, lorsqu'on le rapporta à Westminster, et l'Angleterre sembla présager les maux qui l'attendaient sous le déplorable règne du dernier des Lancaster.

XXI.

Henri VI est proclamé roi de France.—État de la France. Bataille de Verneuil. — Jeanne d'Arc. — Siége d'Orléans. — Les Anglais sont chassés du territoire français. — Le duc de Glocester. — L'évêque de Winchester. — Éléonore Cobham. Marguerite d'Anjou.—Mort de Glocester. —Mort du duc de Suffolk.—Jack Cade. — Familles d'Yorck et de Lancaster.

DE 1422 A 1450.

Le long règne de Henri VI peut se diviser en deux parties : les guerres de France, qui en comprennent les trente premières années, et les luttes entre les partisans de la famille d'Yorck et ceux de la famille de Lancaster, guerres connues vulgairement sous le nom de *guerre des deux roses*.

A la mort de Charles VI, le monarque anglais, âgé seulement de neuf mois, fut proclamé roi de France ; et ses partisans, parmi lesquels on doit citer le duc de Bourgogne, gouvernèrent, en son nom, Paris, les provinces occidentales et septentrionales de la France, et une partie de celles du midi. Les provinces du centre, celles du sud-est et une partie de celles du sud tenaient pour le dauphin, qu'elles proclamèrent roi sous le nom de Charles VII, et que le parti anglo-bourguignon désignait ironiquement sous le nom de *roi de Bourges*, de la ville qui lui servait de capitale. Des guerres continuelles avaient lieu entre les deux partis, et les provinces situées entre la Loire et la Seine en étaient le théâtre le plus ordinaire. D'abord, pendant sept années, les armes anglaises furent presque constamment victorieuses, et le désastre de Verneuil, qui eut lieu l'an 1424, put être comparé aux fatales journées de Crécy, de Poitiers et d'Azincourt.

La France était dévastée, et le peuple, naturellement porté à attribuer ses maux à l'étranger, sentait chaque jour une plus vive sympathie pour le jeune roi qui représentait le parti national. Une jeune fille, Jeanne d'Arc, surnommée, depuis sa victoire, la *Pucelle d'Orléans*, fut, ce semble, plus vivement frappée que les autres de la situation de son pays ;

pieuse et douce, Jeanne, née de pauvres paysans, se crut appelée par Dieu à affranchir son pays, et la timide bergère devint le plus courageux des chevaliers.

Plusieurs fois la jeune fille crut avoir entendu, soit dans la veille, soit dans le sommeil, des voix mystérieuses l'appeler à la délivrance de son pays, et lorsque Orléans fut assiégée par les Anglais et qu'on désespérait de la défendre, elle se présenta devant le roi, lui parla de la mission céleste dont Dieu l'avait chargée, lui inspira la confiance qu'elle avait elle-même, et en obtint le commandement d'une petite troupe avec laquelle elle devait se jeter dans Orléans. Chacun crut à la puissance miraculeuse de Jeanne ; mais les uns l'attribuaient à Dieu et les autres à Satan. Le fait est que la noble jeune fille sut inspirer aux troupes françaises le courage et la confiance dont elle était animée, et qu'on eut foi en elle parce qu'elle-même avait foi en Dieu. Le siége d'Orléans fut levé, et après cette victoire la Pucelle conduisit Charles VII à Reims, où il fut sacré, cérémonie fort importante alors, en ce qu'elle imprimait aux rois un caractère divin, dont le peuple ne les sentait pas revêtus jusqu'à ce qu'ils eussent reçu l'onction sainte.

Pendant la cérémonie du sacre du roi, Jeanne

s'était tenue debout, près de lui, sa bannière à la main; et lorsqu'elle fut finie l'envoyée du ciel voulut retourner dans son village : sa mission ne s'étendait pas plus loin, disait-elle, et si elle dépassait les bornes de cette mission, il lui arriverait malheur : mais une partie de la France était encore la proie des Anglais; Charles VII voulait les chasser complètement, et la présence de Jeanne donnait seule aux troupes la confiance et le courage nécessaires pour obtenir ce résultat; on retint la jeune fille, malgré ses ardentes sollicitations, et bientôt elle fut faite prisonnière par les Anglais, qui se vengèrent cruellement des humiliations qu'elle leur avait fait subir. Ce n'est pas ici le lieu de suivre les détails du honteux procès qu'on intenta à la noble héroïne, et il nous suffira de dire que les Anglais doivent déplorer à toujours l'injustice de la mort qu'ils lui firent subir, et que le roi de France eut la lâcheté et l'ingratitude de ne pas empêcher. Jeanne d'Arc monta sur le bûcher le 30 décembre 1430, sous le vain prétexte d'hérésie et de sorcellerie; son véritable crime était la terreur qu'elle avait su répandre dans l'ame des Anglais, et l'héroïsme par lequel elle avait affranchi son pays.

Jeanne d'Arc fut l'holocauste qui racheta la France, et jamais victime plus noble et plus pure

ne s'offrit pour une plus belle cause. Les victoires des Français continuèrent après sa mort. Les provinces furent délivrées tour à tour, et enfin le duc de Bourgogne, l'un des plus dangereux adversaires de Charles VII, rentra dans le parti national qu'il n'aurait jamais dû abandonner.

Henri VI avait été sacré roi de France, à Paris, par un prélat anglais, l'an 1431 ; mais la mort du duc de Bedford, qui avait déployé la plus grande habileté pendant sa régence, fut le signal de la fin de la domination étrangère. Les Anglais, abandonnés par le duc de Bourgogne, furent successivement défaits sur tous les points ; battus aux portes mêmes de Paris, il ne leur resta plus d'autre refuge que la Bastille, où s'enferma le lord Willoughby, commandant de la garnison anglaise, qui n'y put tenir longtemps et fut obligé de capituler le 13 avril 1436.

Alors Paris fut rendu à Charles VII, et l'étranger ne conserva plus, en France, que l'Aquitaine, la Normandie et l'importante place de Calais ; trois anciennes possessions de la couronne d'Angleterre. Les Français offrirent de céder la Normandie et la Guienne, à condition que le roi d'Angleterre se reconnaitrait feudataire de la couronne de France ; mais l'orgueil anglais n'était pas encore assez humilié, et cette offre fut refusée. La Normandie fut recon-

quise par la France en 1448 et 1449; les provinces de la Gascogne et celles des Pyrénées subirent le même sort en 1451. Ainsi se termina la dernière guerre de France, qui avait duré plus d'un siècle.

Nous avons été obligés de laisser longtemps l'Angleterre pour suivre le progrès des armes anglaises en France, et il nous faut maintenant retourner en arrière pour raconter les autres évènements de cette triste époque.

Comme nous l'avons dit, Henri VI n'avait que neuf mois lorsqu'il parvint à la royauté, et, selon la volonté de Henri V, le parlement nomma le duc de Bedford régent des deux royaumes, en lui confiant l'administration de la France, tandis que celle de l'Angleterre fut départie à son frère le duc de Glocester, avec l'assistance d'un conseil de régence, dont le membre le plus influent était le cardinal de Winchester. La discorde ne tarda pas à éclater entre le duc de Glocester et le cardinal dont le parlement fut obligé de régler les pouvoirs respectifs.

L'autorité du protecteur recevait chaque jour de nouvelles atteintes, il rechercha l'appui de tous les Plantagenets; mais, malgré cette puissante assistance, il se vit tour à tour frappé dans son pouvoir, dans son honneur et dans ses sentiments les plus chers et les plus intimes. Une accusation de sorcelle-

rie fut portée contre sa femme, Éléonore Cobham. Obligée de faire amende honorable pour ce crime imaginaire, la malheureuse fut conduite, par eau, de Westminster au pont du Temple, d'où elle se rendit à pied, la tête couverte et un cierge à la main, à l'église Saint-Paul. La même pénitence se renouvela dans différentes églises; après quoi Éléonore fut remise à la garde de sir John Stanley, contrôleur de la maison du roi. Le pouvoir de Glocester diminuait sous les coups qu'on lui portait; le mariage de Henri VI vint l'anéantir complètement.

Le jeune monarque était à peine âgé de treize ans lorsqu'il épousa Marguerite, fille de René d'Anjou. Douée de facultés qui sont le propre de l'homme, Marguerite ne possédait aucune des vertus de son sexe; ambitieuse, désireuse du pouvoir, belle, séduisante et adroite, elle sut s'emparer de l'esprit de son faible époux, et bientôt le pouvoir passa tout entier entre les mains de la reine et de ses favoris.

La ruine totale de Glocester suivit de près le mariage de Henri; le duc avait de nombreux ennemis parmi lesquels on doit citer William de la Pole, comte de Suffolk, favori de la reine et du roi, et surtout le neveu du cardinal de Winchester, Henri de Beaufort, plus connu sous le nom de comte de Warwick.

Glocester était un homme juste et bon, que ses vertus avaient rendu populaire. Sa popularité et ses vertus le rendirent odieux à ceux qui voulaient s'emparer de l'esprit du faible monarque. Les moyens qu'ils employèrent pour le perdre, sont un inextricable chaos où l'on cherche vainement une lumière qui ne vient de nulle part. Ce qui est certain, c'est que le duc de Glocester fut arrêté, en plein parlement, le 23 février 1447, au nom du roi, et sous prétexte de trahison. Il ne paraît pas que le parlement soit intervenu dans cette affaire, dont l'issue fut le meurtre de Glocester, qu'on trouva mort en prison deux jours après son arrestation. Le corps ne présentait aucune trace de violence; mais, à cette époque, on savait habilement faire disparaître les indices matériels de semblables forfaits. Il ne fut d'ailleurs fait aucune enquête légale sur la mort de ce prince héritier présomptif de la couronne d'Angleterre.

Beaucoup d'individus furent mis en prison comme complices du duc; cinq gentilshommes de sa maison, condamnés à être pendus et écartelés, reçurent leur grâce au pied de l'échafaud; enfin les biens de Glocester furent confisqués ainsi que la dot de son épouse, la malheureuse Éléonore.

Le meurtre de Glocester rendit tout-puissant le

duc de Suffolk, alors premier ministre; mais son pouvoir ne devait pas durer longtemps, et son administration se termina d'une manière violente en 1450. Accusé de haute trahison sur de frivoles motifs, qu'on n'essaya même pas de prouver, il fut exilé pour cinq ans par ordre du roi, et sans jugement.

On ne sait trop comment s'expliquer le sanglant dénouement de cette affaire. Obéissant aux ordres du roi, l'exilé s'embarqua pour Calais. A quelque distance de la côte, on le fit sortir de sa barque, et à son arrivée sur le vaisseau chargé de l'arrêter, le capitaine le salua par ces mots : « Sois le bienvenu, traître. » Un confesseur lui fut accordé, et le lendemain un des matelots lui trancha la tête.

Le peuple était mécontent, des insurrections partielles éclataient de tous côtés ; la mort d'un ministre détesté ne l'apaisa pas, et, peu de temps après, un corps de paysans du comté du Kent se réunit, les armes à la main, à Blakheath, sous un chef nommé Jack Cade, qui prit le surnom de *John Mortimer,* par allusion aux droits qu'avait au trône la famille de Mortimer, alors représentée par Richard duc d'Yorck.

Cette émeute fut le commencement de la lutte entre la maison de Lancaster et la maison d'Yorck, l'une des plus terribles guerres civiles que présentent

les annales des peuples européens. Mais, pour faire bien comprendre cette guerre, il nous faut d'abord exposer les prétentions du parti d'Yorck.

A l'avènement de Henri IV, Richard II, dont le parlement prononça la déposition, n'avait pas d'enfants. Si l'on eût suivi l'ordre de succession, la couronne serait revenue à la postérité de Lionel, duc de Clarence, second fils d'Édouard III, et le représentant de cette famille était alors Edmond Mortimer, jeune homme de dix ans; qui fut tenu dans une captivité honorable et n'éleva jamais aucune prétention.

Edmond Mortimer mourut sans enfants, la troisième année du règne de Henri VI, et ses droits revinrent à sa sœur Anne Mortimer, femme de Richard d'Yorck, comte de Cambridge, petit-fils d'Édouard III par son quatrième fils Édouard de Langley, duc d'Yorck.

XXII.

Fin de la révolte de Jack Cade.—Le duc d'Yorck.—Naissance du prince de Galles. — Bataille de Saint-Alban. — État des partis. — Affaire de Blore-Heath. — Affaire de Ludlow. —Parlement de Coventry.—Le duc d'Yorck réclame la couronne.—Sa mort.—Édouard son fils.—Bataille de Mortimer-Cross.

DE 1450 A 1461.

L'armée royale, dans les rangs de laquelle se trouvaient beaucoup de mécontents, fut défaite par les révoltés à la bataille de *Seven-Oaks* (les sept chênes); et la nouvelle d'une seconde révolte dans le comté d'Essex mit en fuite le roi et sa cour, qui se réfugièrent à Kenilworth.

Alors Cade triomphant fit son entrée à Londres dont il était maître, et où sa conduite envers le peuple fut pleine de modération, en même temps qu'il déploya la plus grande rigueur contre les fauteurs du gouvernement, parmi lesquels on doit citer le lord Say, trésorier du royaume, qui fut mis à mort avec quelques autres personnages.

Pour apaiser la révolte, le roi accorda un pardon général à Cade et à ses compagnons, ce qui n'empêcha pas d'intenter plus tard, à ce chef populaire, un procès dont sa mort fut l'issue.

Richard, duc d'Yorck, au nom duquel l'insurrection s'était faite sans qu'il y eût trempé, était autant aimé du peuple, pour ses vertus, que le roi et la reine en étaient haïs, le premier pour sa nullité, la seconde pour sa violence et son ardeur de pouvoir.

Depuis la mort du duc de Glocester, le duc d'Yorck était héritier légitime de la couronne au cas où le roi mourrait sans enfants. Henri VI était dans un état d'imbécillité presque absolu, quand, au bout de sept ans de mariage, la reine donna le jour à un fils qui fut nommé Édouard. Les partisans de la maison d'Yorck contestèrent la légitimité du jeune prince, le duc d'Yorck se trouva naturellement à la tête des mécontents, et le parlement, reconnaissant l'incapacité du

roi, nomma le duc protecteur et défenseur du royaume.

A côté du roi, de la reine et du duc d'Yorck, se trouvaient les puissants comtes de Salisbury et de Warwick, dont le régent s'assura l'appui en épousant leur sœur. Il capta par différents moyens les autres chefs des barons, et son parti s'accroissant de jour en jour, la guerre civile devint imminente.

Les deux partis se trouvèrent pour la première fois en présence, à Saint-Alban, le 23 mai 1455. Leurs forces respectives se montaient à deux mille hommes du côté du roi, et à trois mille du côté du duc. D'abord le duc d'Yorck, comme autrefois Henri de Lancaster, se contenta de demander le redressement des griefs dont se plaignait le peuple anglais, et pour prémices il exigea qu'on lui remît entre les mains les mauvais conseillers que lui et les barons désigneraient ultérieurement : « moyennant » quoi, « ajouta-t-il, « vous serez traité comme notre » roi légitime et notre véritable gouverneur. »

Pour toute réponse, le roi commanda aux rebelles de se disperser, puis il ajouta : « Plutôt que » de livrer un seul des seigneurs qui sont ici maintenant avec moi, je mourrai moi-même aujourd'hui dans cette querelle pour l'amour d'eux. » Mais, pendant tous ces pourparlers, Warwick fondit

sur les troupes royales, il les mit en déroute et leur tua trois de leurs principaux officiers, Northumberland, Sommerset et Clifford.

Le roi était tombé entre les mains des rebelles, et le duc d'Yorck, croyant devoir sanctionner sa victoire par une apparence de légalité, assembla un parlement où le roi, assis sur son trône, le déclara innocent du massacre de Saint-Alban, aussi bien que le duc de Salisbury et le comte de Warwick, prononça que les lords attachés au duc d'Yorck étaient ses loyaux et fidèles sujets, et, en conséquence, leur accorda un pardon général. Henri reconnut le duc d'Yorck comme protecteur; mais, un an après, c'est à dire en 1456, il le déchargea des devoirs de sa place, ou, en d'autres termes, il le priva de ses grands pouvoirs. Il paraît qu'alors Henri VI était dans une sorte de convalescence, et cette apparence trompeuse d'un retour de bon sens n'eut d'autre effet que de faire passer la puissance des mains du protecteur à celles de la reine.

La cessation des fonctions du protecteur fut suivie de trois années de paix, pendant lesquelles les deux partis se surveillèrent avec courroux, épiant d'un œil jaloux l'occasion de reprendre les hostilités. Cette sorte de halte donna au peuple le temps de choisir ses chefs : on se rangea sous la bannière

d'Yorck ou sous celle de Lancaster; les haines commencèrent à devenir héréditaires, et les fils de ceux qui étaient morts à Saint-Alban regardèrent la vengeance comme un devoir sacré.

L'an 1458, Marguerite convoqua, à Londres, au nom du roi, les chefs du parti d'Yorck, et il s'ensuivit un simulacre de réconciliation qui cachait les plus sinistres projets. Peu de temps après cet accommodement, la reine, qui craignait les habitants de Londres, emmena Henri à Coventry. Elle invita le duc d'Yorck et les Nevills à venir prendre part aux amusements du roi; mais ceux-ci, avertis à temps que la reine voulait les faire assassiner, se réfugièrent dans leurs châteaux, dont ils ne sortirent que les armes à la main.

Après la reprise des hostilités, les deux partis se rencontrèrent à Blore-Heath, où l'armée royale fut défaite et perdit son chef, le lord Andley.

Les bornes de cet ouvrage ne nous permettent pas de raconter en détail la suite de petites actions dont se forme la guerre des deux roses, qui n'amena pas moins de treize combats, dans lesquels périrent, selon Comines, environ un million cent mille hommes, et plus de quatre-vingts princes du sang.

Après un faible avantage remporté à Ludlow, Marguerite assembla, à Coventry, un parlement

qui déclara le duc d'Yorck coupable de haute trahison ; ce qui n'empêcha pas ce prince de faire chaque jour de nouveaux pas vers le pouvoir auquel il aspirait.

Pour ce qui concernait Henri VI, la question était de savoir laquelle des deux factions s'emparerait de sa personne; il tomba entre les mains du duc d'Yorck après la bataille de Northampton, et l'on assembla, en son nom, un parlement qui annula tout ce qu'avait fait celui de Coventry.

Peu de jours après l'ouverture de ce parlement, Richard, duc d'Yorck, entra à Londres, au son des trompettes, en faisant porter devant lui un glaive nu; puis il se rendit au parlement, le 16 octobre 1460, et il lui présenta un écrit par lequel il réclamait les couronnes d'Angleterre, de France et d'Irlande. Le chancelier ayant demandé si on pouvait lire un pareil écrit, il fut décidé, à l'unanimité, « qu'attendu que tout individu, de » haut ou de bas degré, s'adressant à la cour du » parlement, avait le droit d'être entendu et de » faire connaître sa demande, cet écrit devait être » lu, mais qu'on ne devait pas y répondre sans les » ordres du roi, vu l'importance et la gravité du » sujet. » La substance de la requête était que Richard, duc d'Yorck, descendant de Lionel, duc de

Clarence, troisième fils d'Édouard III, avait droit aux couronnes de France et d'Angleterre, de préférence aux descendants de Jean de Gand, quatrième fils du même Édouard. Les lords en référèrent au roi, et, après de nombreux pourparlers, ils proposèrent un compromis par lequel le roi devait jouir, pendant sa vie, de la couronne qui, après sa mort, reviendrait au duc d'Yorck et à ses héritiers. Le commandement de l'armée fut accordé au duc d'Yorck, et l'on déclara acte de haute trahison toute conspiration contre sa vie, et même tout acte de résistance à son pouvoir. En un mot, on lui transmit complètement l'exercice de la puissance royale.

Le même parlement enjoignit à la reine de se rendre à Londres avec son fils; mais cette femme belliqueuse, considérant son époux comme prisonnier, assembla, pour le délivrer, une armée avec laquelle elle s'avança vers les provinces du Nord, où Northumberland et Clifford se joignirent à elle.

Le duc d'Yorck confia la garde du roi au comte de Warwick et au duc de Norfolk, et il marcha en personne contre l'armée de la reine. Fait prisonnier dans une embuscade, il fut mis à mort avec une froide cruauté. On dit que son cadavre fut indignement mutilé, que la cruelle Marguerite le couronna d'un diadème de papier, et qu'après

s'être rassasiée de ce barbare spectacle, elle lui fit trancher la tête, qui fut clouée à l'une des portes de la ville d'Yorck. Bien d'autres actes de barbarie furent commis dans cette journée. Clifford ayant atteint dans la bataille un jeune fils du duc d'Yorck, l'enfant et son précepteur tombèrent vainement à ses genoux en l'implorant. « Ton père a tué le mien, » s'écria Clifford, « je te tuerai toi et toute ta race; » et, en disant ces mots, il plongea son poignard dans le sein du jeune homme.

Le lendemain de sa victoire, Marguerite fit mettre à mort le comte de Salisbury et douze autres chefs prisonniers.

Les droits du duc d'Yorck revenaient à son fils, Édouard, comte de March, que nous verrons bientôt régner sous le nom d'Édouard IV. Le jeune prince était soutenu par ce qui restait des amis de son père et par les habitants du pays de Galles dont l'attachement à sa maison fut constant pendant tout le cours de la guerre civile. La première rencontre d'Édouard et de ses ennemis eut lieu à Mortimer Cross, le 2 février 1461, un mois environ après la mort de son père. Une partie des troupes de Marguerite fut défaite, mais la reine ne se découragea pas, et elle marcha vers le sud avec une autre partie de son armée composée de montagnards dont la cruauté et

les habitudes de pillage portaient au loin la terreur. Une nouvelle rencontre eut lieu entre cette troupe et l'armée yorckiste, à Saint-Alban, le 17 février 1461, et le roi prisonnier, que le comte de Warwick avait amené au camp, retomba, avec les bagages, entre les mains des royalistes qui, cette fois, vainquirent les soldats du duc d'Yorck.

Tous les triomphes de Marguerite étaient signalés par la cruauté, le meurtre et le pillage. Des prisonniers furent encore égorgés après cette victoire, et les faubourgs de Londres souffrirent beaucoup des rapines de ses soldats. Les habitants de la ville se défendirent valeureusement jusqu'à l'arrivée du duc d'Yorck, qui vint à leur secours, et dont la présence mit en fuite la reine Marguerite, qui se réfugia dans les provinces du Nord.

Édouard et le comte de Warwick entrèrent à Londres aux applaudissements de la foule, et, le 4 mars 1461, le premier, ayant exposé ses titres devant les lords et le peuple, fut proclamé roi sous le nom d'Édouard IV.

XXIII.

Édouard IV. — Bataille de Townton. — Bataille d'Hexham. — Henri VI est fait prisonnier. — Élisabeth Woodville. — —Warwick.—Bataille de Barnet.—Bataille de Tewkesbury. —Meurtre d'Édouard de Lancaster.— Mort de Henri VI.— Guerre de France ; traité de Pecquigny. — Richemont.— Mort d'Édouard.

DE 1461 A 1483.

Édouard sentit qu'autant que quelques parties du territoire reconnaîtraient Henri, il ne serait pas véritablement maître de l'Angleterre. Il résolut donc de continuer ses expéditions militaires, et on fit, de part et d'autre, la défense d'accorder aucun quartier.

Le 29 mars 1461, une furieuse bataille s'engagea à Townton, près de la ville d'Yorck. Des combats partiels l'avaient précédée ; mais jamais encore, dans cette longue guerre, des forces aussi puissantes ne s'étaient trouvées en présence. L'armée lancastrienne se montait à soixante mille hommes, et celle d'Édouard à quarante mille; cette infériorité effraya même le comte de Warwick, qui, mettant pied à terre, tua le cheval d'Édouard en s'écriant : « Sire, » que Dieu ait pitié des ames de ceux qui, pour » l'amour de vous, ont perdu la vie au commen- » cement de cette entreprise ; mais s'enfuie qui » voudra : je jure par cette croix, et il baisa la » poignée de son sabre, que je tiendrai bon près » de celui qui tiendra bon près de moi. » Cette bataille, qui ne dura pas moins de trois jours, ne fut guère qu'une suite d'escarmouches dans lesquelles périrent trente-sept mille Anglais.

Enfin, l'armée lancastrienne fut obligée d'abandonner le terrain, et Marguerite s'enfuit vers l'Écosse, emmenant avec elle le roi Henri, le prince de Galles, et plusieurs de ses partisans. Le roi d'Écosse leur promit de les secourir, et il reçut de la reine la forteresse de Berwick en échange de ses promesses ; après quoi Marguerite passa en France pour y solliciter des secours qu'elle ne pu

obtenir, Louis XI étant alors occupé de la Guerre du bien public.

Édouard fut couronné à son retour à Londres, le 22 juin 1461, et bientôt il convoqua un parlement qui, tout en confirmant les actes des trois derniers règnes, qualifia les princes de la maison de Lancaster de : « rois de fait, mais non de droit, » reconnaissant ainsi que le roi Édouard tenait la couronne de sa naissance.

Marguerite revint en Écosse au bout de deux ans, ramenant avec elle cinq cents hommes de troupes françaises, faible renfort à la tête duquel elle tenta une invasion en Angleterre. Les Lancastriens furent complètement défaits à la bataille d'Hexham, le 17 mai 1464, et le roi Henri ne dut sa sûreté qu'à la vitesse de son cheval.

Après cette victoire, Édouard fit couler par torrent le sang de ses ennemis, en même temps qu'il comblait ses partisans de richesses et de faveurs, et Marguerite se réfugia en France avec son fils.

Le 25 mai 1464, le misérable Henri fut livré à son ennemi par la trahison de sir James Harrington, et on ne lui laissa ni les honneurs de son rang, ni aucune apparence de liberté. Warwick, gouverneur de la ville de Londres pour Édouard, conduisit lui-même le royal prisonnier à la Tour, où

il ne lui épargna aucune des douleurs et des humiliations de la captivité.

Édouard IV est un des plus singuliers caractères que présente l'histoire, il joignait à des mœurs on ne peut plus relâchées une cruauté capricieuse; mais ses amours ne lui firent jamais perdre ni son activité, ni son énergie, et chaque fois qu'il fallut monter à cheval pour défendre quelque parcelle de son royaume, celui qui, dans la soif de plaisir, se montrait un sybarite efféminé redevenait un courageux soldat.

On songeait à marier le nouveau roi, et on lui cherchait une alliance dans les premières cours de l'Europe, quand il rencontra, par hasard, pendant qu'il chassait, une jeune femme pour laquelle il s'éprit d'amour : c'était Élisabeth Woodville, déjà mariée à sir Thomas Gray. Cette femme résista aux désirs d'Édouard qui, charmé de sa vertu et de son esprit, l'épousa secrètement le 1er mai 1464. Élisabeth fut couronnée un an environ après son mariage.

L'orgueilleux Warwick, qui avait déjà reçu le surnom alarmant de *Faiseur de rois*, s'offensa de cette union à laquelle il n'avait eu aucune part : et Warwick était le plus redoutable baron de toute l'Angleterre. Son mécontentement éclata de différen-

tes manières, et enfin celui qui avait si puissamment contribué à l'élévation de la maison d'Yorck devint chef du parti de Lancaster.

Quelque temps, le faiseur de rois sembla rester dans l'inaction; mais sa famille et ses vassaux embrassaient le parti de Lancaster, et la guerre civile fermentait. D'abord, la victoire sembla protéger le drapeau lancastrien, et les deux Woodville, parents de la reine, furent mis à mort par l'armée victorieuse. Le duc de Clarence, frère du roi, et le comte de Warwick, déclarés rebelles, furent forcés de quitter l'Angleterre, et ils trouvèrent sur le continent la reine Marguerite que la nécessité rapprocha de Warwick.

Lorsque les intrigues des exilés leur eurent assuré une armée, ils débarquèrent en Angleterre. Le roi Édouard, qui semblait avoir perdu momentanément son activité, s'enfuit en Hollande, et Warwick, aidé de Clarence, s'empara du pouvoir sous le nom du misérable Henri VI, qu'on retira de la Tour comme on en eût sorti un drapeau ou tout autre signe.

Ayant obtenu des secours du duc de Bourgogne, Édouard revint en Angleterre le 14 mars 1471, et un mois après, la bataille de Barnet lui rendit la couronne. Ce combat coûta la vie au comte de

Warwick, l'un des plus redoutables factieux dont l'histoire fasse mention, et qui semble, comme notre cardinal de Retz, avoir aimé le désordre pour le désordre, plutôt que s'être proposé quelque objet déterminé.

Marguerite, qui avait levé des troupes en France, arriva en Angleterre à leur tête, le jour même de la bataille de Barnet. Elle fut un instant accablée par le désastre des troupes lancastriennes; puis, retrouvant tout son courage, elle ne craignit pas d'affronter l'armée d'Édouard au passage de Tewkesbury, le 14 mai 1471.

La déroute des Lancastriens fut complète et définitive dans cette affaire. La tête du prince Édouard, fils de Henri VI, fut mise à prix, et bientôt il fut conduit prisonnier devant le vainqueur. « Comment avez-vous eu la présomption » d'entrer dans mon royaume, bannières déployées? » lui demanda le roi. — « Pour recouvrer le royaume » et l'héritage de mon père, qui a été transmis en » ligne directe de son aïeul à son père, de son père » à lui, et de lui à moi, » répondit le jeune homme. Édouard, sans rien répliquer, le frappa de son gantelet : le duc de Clarence, qui était rentré dans les bonnes grâces de son frère, et le hideux Glocester, qui, depuis, fut Richard III, se jetèrent

sur le jeune prince, et le mirent à mort.

La mort de Henri VI suivit de près celle de son fils; elle fut violente selon quelques historiens, et l'odieux en retombe principalement sur Richard, duc de Glocester; toutefois, on ne sait aucun détail positif sur cette mort qui peut avoir été naturelle, et si le témoignage de quelques chroniqueurs vivant sous le règne de Henri VII, vainqueur de Richard III, a paru être une autorité suffisante à l'immortel Shakspeare, l'historien consciencieux doit hésiter à charger la mémoire d'Édouard et celle du duc de Glocester d'un crime qui ne leur était même pas utile, puisque le misérable prisonnier ne servait plus de drapeau au parti de Lancaster.

Une guerre avec la France suivit les guerres civiles; mais elle eut peu d'importance. L'Angleterre épuisée de sang sentait le besoin du repos, et Louis XI redoutait la guerre étrangère. Cette guerre se termina par le traité de Pecquigny, dans lequel on stipula qu'une somme considérable serait payée au roi d'Angleterre, dont la fille aînée devait épouser le dauphin. La rançon de la reine Marguerite fut fixée à 50,000 couronnes, et cette femme, qui supporta si bien le malheur et si mal la prospérité, survécut sept ans à la perte de son fils et de son époux.

Les droits de la maison de Lancaster revinrent alors au comte de Richemont, petit-fils de Marguerite de France et d'Owen Tudor. Il trouva asile à la cour du duc de Bretagne, et son mariage avec Marguerite Beaufort, dernière descendante de Jean de Gand, vint réunir sur une seule tête tous les droits des Lancaster.

Édouard était désormais tranquillement assis sur le trône d'Angleterre; mais la discorde ne tarda pas à éclater au sein de sa famille. L'influence des parents de sa femme excita la jalousie de ses frères et des principaux seigneurs de sa cour. Clarence périt violemment, noyé dans un tonneau de vin de Malvoisie, selon la tradition commune, et Shakspeare n'hésite pas à attribuer sa mort aux intrigues du duc de Glocester, qui, probablement, n'y trempa en rien.

A la fin de son règne, Édouard IV, amolli par les plaisirs, se livrant sans honte à toutes sortes de débauches, déshonora les femmes, les filles, et jusqu'aux servantes de ses sujets. La plus connue de ses maîtresses est Jeanne Shore, fameuse par les persécutions de Richard III, femme que les poètes et les romanciers se sont plu à orner de toutes sortes de vertus.

La corruption était dans les hautes classes de la

société ; les ministres et les barons se vendaient sans pudeur au roi de France ; un parlement vénal accordait des subsides sans songer à la misère du peuple, et ce peuple, qui souffrait en donnant son sang et ses sueurs pour une cause qui n'était pas la sienne, ne nous a laissé ni annales, ni chroniques, pour attester que la corruption plana au dessus de lui sans l'atteindre.

Édouard IV mourut le 9 avril 1483, et sa mort fut probablement causée par les honteuses débauches qui souillèrent le cours de sa vie.

XXIV.

Édouard V. — Richard, duc de Glocester, lord-protecteur. — Exécution de Rivers et d'Hastings. — Usurpation de Richard III. — Meurtre des enfants d'Édouard. — Mort de Buckingham.—Richemont. — Bataille de Bosworth.— Mort de Richard.—Avènement de la maison de Tudor.

DE 1483 A 1485.

Édouard V, fils d'Édouard IV et d'Élisabeth Woodville, régna de nom sur l'Angleterre pendant l'espace de deux mois et treize jours. Le protectorat (ce que nous nommons la régence) appartenait de droit à Richard, duc de Glocester, frère du feu roi; mais des factions se pressaient autour du trône, et les

oncles maternels du jeune monarque cherchaient à s'emparer de la toute-puissance que l'ambitieux Richard ne voulait pas leur abandonner. Ce dernier songea à l'influence du parlement dans des circonstances semblables, et celui qu'il convoqua le nomma lord-protecteur.

Le premier usage que Richard fit de son autorité fut de faire trancher la tête, sans aucune forme de procès, au comte Rivers, frère de la reine, et à plusieurs personnes attachées aux Woodville. Élisabeth, effrayée, craignant tout de celui qui avait entre les mains la suprême puissance, et le jeune prince au nom duquel elle s'exerçait, se réfugia avec son fils puîné, Richard, duc d'Yorck, dans l'asile sacré de Westminster, d'où le protecteur arracha le jeune prince par ruse.

De puissants barons, anciens amis d'Édouard IV, devinèrent bientôt les sinistres projets de Richard; ils manifestèrent le dessein de s'y opposer, et Richard résolut de se défaire de lord Hastings, membre du conseil, et l'un de ces seigneurs, espérant que cette exécution effraierait ceux qui, au fond du cœur, étaient opposés à ses projets.

Un jour, le protecteur entre au conseil avec un visage irrité, et au bout de quelques instants, il rompt le silence en s'écriant : « Que méritent ceux

» qui ont comploté de me donner la mort, à moi,
» qui suis naturellement et légalement le protec-
» teur du roi? — Ils méritent d'être punis comme
» d'infames traîtres, répondit Hastings. — C'est
» cette sorcière, la femme de mon frère, elle et
» toute sa race, répondit le protecteur. » — Hastings,
qui détestait les Woodville, ajouta : « C'est vrai-
» ment un crime infame s'il est prouvé. — Il l'est, »
s'écria Richard furieux, « et je me servirai de ta
» réponse contre toi. » Aussitôt des hommes armés envahirent la salle; ils s'emparèrent d'Hastings et de plusieurs autres lords suspects au protecteur, et ces gentilshommes furent immédiatement conduits en prison. Richard jura qu'il ne dînerait pas qu'il n'eût vu tomber la tête d'Hastings, auquel on n'accorda d'autre sursis que le temps de se confesser, après quoi il eut la tête tranchée.

Le meurtre d'Hastings et celui de Rivers n'étaient que le prélude à d'autres forfaits. Dès que le protecteur tint ses neveux en sa puissance, il songea à réaliser ses désirs ambitieux, et le lord Buckingham n'hésita pas à se faire son complice.

Bientôt Richard ne cacha plus ses desseins sur la couronne d'Angleterre; mais n'osant la prendre brusquement, il résolut de commencer par perdre ses jeunes neveux dans l'esprit du peuple. Il

attaqua la mémoire de son frère Édouard IV, et, pour rappeler ses mœurs licencieuses, il fit subir une pénitence publique à Jeanne Shore, sa maîtresse la plus chérie. Après cette insulte à la mémoire du dernier roi, le protecteur commença à faire discuter ouvertement les droits de ses neveux à la couronne, et il chargea un fameux prédicateur, nommé Shaw, de prononcer un sermon contre la légitimité des jeunes princes. Le principal argument fut que le mariage d'Édouard IV et d'Élisabeth était nul, attendu qu'avant cette union le monarque défunt avait épousé ou promis d'épouser une certaine lady Éléonore Butler. Richard ne craignit pas d'aller plus loin, et essayant de détruire le droit de ses neveux aux dépens de la vertu de sa propre mère, la duchesse douairière d'Yorck; il fit répandre que lui seul était vraiment fils du duc d'Yorck, tandis qu'Édouard IV et le duc de Clarence, fruits des amours adultères de la duchesse, étaient nés pendant que le duc d'Yorck était occupé des guerres de France.

Après toutes ces infamies, le séide du protecteur, le vil Buckingham, remit à Richard une prétendue déclaration du peuple, reconnaissant Richard comme seul héritier légitime de la maison d'Yorck; et un parlement vénal annula le mariage d'Édouard

et d'Élisabeth, et prononça que Richard était le vrai et légitime roi d'Angleterre. Il s'ensuivit une scène d'hypocrisie où Richard feignit de refuser la couronne, que Buckingham le força, en quelque sorte, d'accepter. La nation n'acclama pas à cette usurpation, et quelques hommes payés conservèrent seuls un simulacre d'élection qu'on regardait comme nécessaire.

Il ne fut plus parlé des jeunes princes restés prisonniers à la Tour. A partir de ce moment, personne ne les vit, excepté leurs geoliers, et l'obscurité la plus profonde enveloppe leur vie et leur mort. S'évadèrent-ils, furent-ils assassinés, ceci est encore, de nos jours, un sujet de controverse historique. La version la plus répandue est qu'au mois d'août 1483, peu de temps après son usurpation, Richard ordonna à Brakenbury, lieutenant de la Tour, de faire périr secrètement les deux jeunes princes, et que celui-ci ayant refusé de le faire, les clefs de la Tour furent remises à sir James Tyrrel, qui, la nuit même de son arrivée, fit étouffer les princes dans leur lit. Shakspeare raconte cet abominable meurtre, et jamais plus belle poésie ne conserva le souvenir d'un crime aussi horrible.

« Ainsi les deux enfants étaient couchés, enla-
» cés dans leurs bras d'albâtre; leurs lèvres sem-

» blaient quatre roses rouges écloses sur une même
» tige, et se caressant dans leur beauté printa-
» nière. Un livre de prières reposait sur leur
» oreiller, et sa vue (c'est un des meurtriers qui
» parle) changea presque ma résolution.... Et
» cependant nous avons détruit le plus bel ouvrage
» que la nature eût produit depuis la création. »

Peu de temps après ce crime, Buckingham, l'homme qui avait le plus puissamment contribué à l'élévation de Richard, se tourna contre lui. On croit généralement que son dessein était d'élever sur le trône Henri, comte de Richemont, auquel il voulait faire épouser la jeune Élisabeth, fille d'Édouard IV. Ses mesures furent mal concertées, et son insurrection n'eut aucun des résultats qu'il s'en était promis. Abandonné de ses soldats, il fut livré au protecteur, et celui-ci lui fit trancher la tête à Salisbury.

Les principaux adhérents de Buckingham, au nombre de cinq cents environ, se rendirent en Bretagne, où ils reconnurent pour roi le comte de Richemont.

Bientôt une proclamation de Richard informa le peuple que ces exilés se disposaient à envahir l'Angleterre, et beaucoup d'Anglais désirèrent et espérèrent cette invasion.

Au commencement du mois d'août 1485, un peu plus de deux ans après l'avènement de Richard, Henri, comte de Richemont, aborda à Milford-Haven. Le pays de Galles se déclara en sa faveur, et son armée, qui se grossissait chaque jour, rencontra celle du roi Richard à Bosworth.

Richard était actif et doué d'une grande bravoure personnelle; il fit des prodiges de valeur dans cette bataille où la défection du comte de Stanley ne contribua pas peu à la victoire de Richemont. Le roi périt sur le champ de bataille; et la couronne ayant été trouvée parmi les dépouilles, Stanley la plaça lui-même sur la tête de Richemont, au cri de : « Vive le roi Henri VII! » qui fut répété par la multitude.

La mort de Richard, qui arriva le 22 août 1485, fut le dénouement de la guerre des deux Roses. Mais, lorsqu'un tremblement de terre a renversé des villes, le sol frémit encore après qu'il est passé. Aussi le vainqueur de Richard III trembla-t-il longtemps sur un trône mal affermi. Tout n'avait pas été remis au sort des armes pendant cette guerre mémorable, et l'intrigue trouva sa place au milieu des convulsions que nous avons décrites. Le besoin de subsides, en forçant à recourir fréquemment au parlement, augmenta aussi la puissance de cette as-

semblée, et la liberté constitutionnelle fit de grands progrès pendant une lutte où le sang de l'aristocratie coulait à flots. Cependant l'Angleterre ne marchait pas à la destruction de la féodalité du même pas que la France; plusieurs siècles devaient s'écouler avant que les hauts barons courbassent la tête sous le niveau de l'égalité. La marche parallèle de la liberté fut totalement différente dans les deux pays, et tandis qu'en France la royauté absolue s'élevait sur les ruines de la féodalité en s'appuyant sur le peuple, le système constitutionnel, où l'aristocratie tient une si grande place, et où les représentants du peuple forment eux-mêmes une aristocratie qui n'a de populaire que le principe de l'élection, s'élevait et se consolidait en Angleterre.

La guerre des deux Roses termine le moyen-âge, en Angleterre, et nous nous arrêterons ici pour jeter un coup d'œil sur les détails étrangers à l'histoire proprement dite, que la rapidité de notre récit nous a forcée de négliger.

A la fin du règne de Henri I, nous avons dit quelle avait été la marche des sciences et des arts dans le temps qu'on peut véritablement appeler celui de la conquête. Le français resta encore assez longtemps la langue des conquérants après cette époque, et ce ne fut qu'à la fin du XIVe siècle

qu'Édouard III ordonna qu'il fût fait usage de l'anglais dans les procédures.

Les poètes, avant Chaucer, écrivaient dans les deux langues, et ce fut lui qui fonda en quelque sorte la langue poétique anglaise qu'il employa dans des chants d'amour et des satires sanglantes contre le clergé, les dames et les seigneurs. Le réformateur Wickliffe, qui vivait dans le même temps que Chaucer, fit une traduction de la Bible qu'on consulte encore comme monument de la langue anglaise. On doit aussi compter, parmi les auteurs de l'époque dont nous venons de nous occuper, Jacques I, roi d'Écosse, qui vivait dans le xve siècle, et auquel on doit le *King's-quair* (le livre du roi); Henri le ménestrel, qui célébra les exploits de Wallace; Dumbard et Douglas, qui, comme Jacques et Henri, fleurirent en Écosse; puis les Anglais Worcester et Rivers, qui eurent la tête tranchée par ordre de Richard III.

Le xve siècle nous présente d'importantes découvertes parmi lesquelles on doit citer celles de la boussole et de l'imprimerie; la boussole, sans laquelle la découverte de l'Amérique n'était peut-être pas possible; l'imprimerie, qui devait changer non seulement la science, mais encore toute la société.

Nous avons parlé des tentatives de réforme qui précédaient et annonçaient celle de Luther, germes

de l'ère moderne, dont les racines sont toutes dans le moyen-âge. Terminant donc ici cet aperçu rapide, nous reprendrons la suite de notre récit en commençant notre second volume.

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DES MATIÈRES DU TOME PREMIER.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

Imprimerie de madame HUZARD (née Vallat la Chapelle), rue de l'Éperon, 7.

